

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX-TRAVAIL-PATRIE

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE L'OCEAN

COMMUNE DE CAMPO

REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE -WORK - FATHERLAND

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION
AND DECENTRALIZATION

SOUTH REGION

OCEAN DIVISION

CAMPO COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE CAMPO



Appui financier



Accompagnement technique

Décembre 2014

Sommaire

Sommaire -----	1
Liste des tableaux -----	5
Liste des abréviations -----	7
Liste des figures -----	8
Liste des cartes -----	8
RESUME DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT -----	9
1. INTRODUCTION -----	13
1.1. Contexte et justification -----	14
1.2. Objectifs du Plan Communal de Développement -----	15
1.3. Structure du document -----	15
2. METHODOLOGIE -----	16
2.1. Préparation de l'ensemble du processus -----	17
2.1.1. Préparation pédagogique -----	17
2.1.2. Préparation administrative -----	17
2.2. Collecte et traitement des informations -----	18
2.2.1. Collecte et analyse des données du DIC -----	18
2.2.2. Collecte et analyse des données du DEUC -----	19
2.2.3. Collecte et analyse des données du DPNV -----	19
2.2.4. Consolidation des données (y compris la cartographie) -----	20 20
2.3. Restitution des résultats des diagnostics -----	20
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation -----	20
2.5. Planification -----	20
2.5.1. Mobilisation des ressources -----	20
2.5.2. Programmation -----	20
2.6. Mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation participatif -----	21 24
2.7. Contraintes à la réalisation de la mission -----	21
2.7.1. Contraintes à la réalisation du DEUC -----	21
2.7.2. Contraintes à la réalisation du DIC -----	21
2.7.3. Contraintes à la réalisation du DPNV -----	21
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE COMMUNE -----	23 22
3.1. Localisation et superficie de la Commune Commune -----	24 23
3.2. Milieu biophysique -----	26 25

Commenté [P1]: Retirer le sommaire de la pagination.
Organiser le sommaire tel que prescrit par le canevas.
NB : Introduire la page de validation juste après la page de garde.
Introduire le résumé avant les listes
Introduire la liste des annexes à la suite de la liste des cartes

1

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

3.2.1. Climat	2625
3.2.2. Relief	2625
3.2.3. Sols	2726
3.2.4. Végétation et flore	2726
3.2.5. Faune	2827
3.2.6. Hydrographie	2827
3.2.7. Ressources minières	2827
3.3. Milieu humain	2927
3.3.1. Taille de la population	2927
3.3.2. Tendances démographiques	3028
3.3.3. Organisation et groupes ethniques	3130
3.4. Principales infrastructures par secteur	3130
3.4.1. Secteur eau	3130
3.4.2. Secteur de la santé	3230
3.4.3. Secteur de l'éducation	3234
3.4.4. Secteur de l'électrification	3234
3.4.5. Infrastructures sociales	3234
3.4.6. Infrastructures marchandes	3234
3.5. Principales potentialités et ressources de la CommuneCommune	3334
4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	3433
4.1. Synthèse du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)	3534
4.1.1. Gestion des ressources humaines	3534
4.1.1.1. Exécutif municipal	3534
4.1.1.2. Personnel communal	3534
4.1.1.3. Conseil municipal	3635
4.1.1.3.1. Composition du conseil municipal	3635
4.1.1.3.2. Organisation et fonctionnement du Conseil Municipal	3736
4.1.2. Gestion des ressources financières	3736
4.1.3. Gestion du patrimoine communal	3837
4.1.4. Gestion des relations	3938
4.1.5. Axes de renforcement de la CommuneCommune	3938
4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	4039
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE	5954
5.1. Vision stratégique et objectifs du PCD	6055

5.2. Cadres logiques sectoriels-----	<u>6055</u>
5.3. Coût estimatif du PCD-----	<u>9487</u>
5.4. Développement de l'économie locale-----	<u>9588</u>
5.4.1. Agriculture-----	<u>9588</u>
5.4.2. Elevage et pêche -----	<u>9689</u>
5.4.3. Exploitation forestière -----	<u>9689</u>
5.4.4. Collecte des produits forestiers non ligneux-----	<u>9790</u>
5.4.5. Chasse -----	<u>9790</u>
5.4.6. Exploitation minière-----	<u>9790</u>
5.4.7. Activités de transport -----	<u>9790</u>
5.4.8. Activités d'hôtellerie -----	<u>9894</u>
5.4.9. Activités de restauration -----	<u>9894</u>
5.4.10. Commerce-----	<u>9894</u>
5.4.11. Mécanique-----	<u>9894</u>
5.4.12. Couture -----	<u>9992</u>
5.4.13. Coiffure-----	<u>9992</u>
5.4.14. Menuiserie-----	<u>9992</u>
5.4.15. Activité de "Call Box"-----	<u>9992</u>
5.4.16. Autres activités et services -----	<u>9992</u>
5.5. Récapitulatif de la prise en compte de la petite enfance-----	<u>10093</u>
5.6. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal -----	<u>10396</u>
6. PROGRAMMATION-----	<u>10699</u>
6.1. Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) -----	<u>107400</u>
6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT-----	<u>119440</u>
6.2.1. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT -----	<u>119440</u>
6.2.2. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables -----	<u>119440</u>
6.2.3. Plan sommaire de gestion de l'environnement-----	<u>122443</u>
6.3. Plan d'investissement annuel (PIA) -----	<u>123444</u>
6.3.1. Ressources mobilisables -----	<u>123444</u>
6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (première année : 2015)-----	<u>123444</u>
6.3.3. Plan de passation des marchés du PIA -----	<u>130420</u>
6.3.4. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables -----	<u>131424</u>
6.3.5. Plan opérationnel en faveur des populations pygmée -----	<u>133422</u>

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION -----135124

7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD -----136125

7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)-----137126

7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting -----138127

7.3.1. Dispositif-----138127

7.3.2. Outils et fréquences de suivi -----138127

7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD -----139128

7.4.1. Préparation et actualisation du PIA -----139128

7.4.2. Révision du PCD-----139128

8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD -----140129

8.1. Objectifs du plan -----141130

8.2. Etapes d'élaboration et de mise en œuvre du plan-----141130

8.3. Conditions favorables à la mise en œuvre réussie de la stratégie de communication
142131

8.4. Cibles de la ~~commune~~Commune de Campo -----142131

9. CONCLUSION -----143132

10. ANNEXES -----145134

10.1. Annexe 1 : Fiches des projets du PIA -----146135

10.2. Annexe 2 : Atlas des cartes (cartes thématiques de référence) -----158146

10.3. Annexe 3 : Projets prioritaires des villages et de la ville de Campo -----162150

Mis en forme : Police par défaut

Mis en forme : Normal

Commenté [P2]: Insérer la bibliographie après la conclusion.

Liste des tableaux

Tableau 1 : Principaux animaux de la faune sauvage couramment rencontrés dans la commune Commune de Campo	2827
Tableau 2: Caractéristiques de la population de la commune Commune de Campo	2928
Tableau 3 : Axes de renforcement institutionnel de la Commune Commune de Campo....	3938
Tableau 4 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'agriculture	4039
Tableau 5 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'élevage	4140
Tableau 6 : Problèmes et besoins consolidés du secteur du développement urbain et de l'habitat	4140
Tableau 7 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des domaines, du cadastre et des affaires foncières	4244
Tableau 8 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des affaires sociales.....	4244
Tableau 9 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la jeunesse et l'éducation civique	4244
Tableau 10 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des sports et de l'éducation physique	4342
Tableau 11 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la promotion de la femme et de la famille	4342
Tableau 12 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des postes et Télécommunications	4342
Tableau 13 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des forêts et de la faune	4543
Tableau 14 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable	4543
Tableau 15 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la communication	4644
Tableau 16 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la culture	4644
Tableau 17 : Problèmes et besoins consolidés du secteur du tourisme.....	4644
Tableau 18 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle	4745
Tableau 19 : Problèmes et besoins consolidés du secteur du travail et de la sécurité sociale	4745
Tableau 20 : Problèmes et besoins consolidés du secteur du commerce.....	4745
Tableau 21 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des industries, des mines et du développement technologique	4846
Tableau 22 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat	4846
Tableau 23 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des enseignements secondaires	5047
Tableau 24 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des travaux publics	5148
Tableau 25 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'enseignement supérieur..	5148
Tableau 26 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la santé	5249
Tableau 27 : Problèmes et besoins consolidés du secteur du transport	5249
Tableau 28 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'eau et de l'énergie	5350
Tableau 29 : Détail des besoins en infrastructures d'eau potable pour les villages	5454
Tableau 30 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'administration territoriale, de la décentralisation, de la sécurité publique et du maintien de l'ordre	5454
Tableau 31 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la recherche scientifique et de l'innovation.....	5554
Tableau 32 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'éducation de base	5652
Tableau 33 : Détail des besoins écoles primaires et maternelles existantes	5652
Tableau 34 : Synthèse sur les changements climatiques	5753
Tableau 35 : Cadre logique du secteur de l'agriculture.....	6156
Tableau 36 : Cadre logique du secteur de l'élevage	6358
Tableau 37 : Cadre logique du secteur du développement urbain et de l'habitat	6560
Tableau 38 : Cadre logique du secteur des domaines, du cadastre et des affaires foncières	6664
Tableau 39 : Cadre logique du secteur des affaires sociales	6762
Tableau 40 : Cadre logique du secteur de la jeunesse et l'éducation civique	6863
Tableau 41 : Cadre logique du secteur des sports et de l'éducation physique	6964
Tableau 42 : Cadre logique du secteur de la promotion de la femme et de la famille	7065
Tableau 43 : Cadre logique du secteur des postes et Télécommunications	7166
Tableau 44 : Cadre logique du secteur des forêts et de la faune	7267

Tableau 45 : Cadre logique du secteur de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable.....	7468
Tableau 46 : Cadre logique du secteur de la communication	7569
Tableau 47 : Cadre logique du secteur de l'art et de la culture	7670
Tableau 48 : Cadre logique du secteur du tourisme	7771
Tableau 49 : Cadre logique du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle	7872
Tableau 50 : Cadre logique du secteur du travail et de la sécurité sociale	7973
Tableau 51 : Cadre logique du secteur des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat.....	8074
Tableau 52 : Cadre logique du secteur des industries, des mines et du développement technologique	8175
Tableau 53 : Cadre logique du secteur du commerce	8276
Tableau 54 : Cadre logique du secteur du transport	8477
Tableau 55 : Cadre logique du secteur de l'administration territoriale, de la décentralisation, de la sécurité publique et du maintien de l'ordre	8578
Tableau 56 : Cadre logique du secteur des enseignements secondaires	8679
Tableau 57 : Cadre logique du secteur de la recherche scientifique et de l'innovation	8780
Tableau 58 : Cadre logique du secteur de l'enseignement supérieur	8881
Tableau 59 : Cadre logique du secteur des travaux publics	8982
Tableau 60 : Cadre logique du secteur de la santé.....	9083
Tableau 61 : Cadre logique du secteur de l'eau potable.....	9184
Tableau 62 : Cadre logique du secteur l'énergie.....	9285
Tableau 63 : Cadre logique du secteur de l'éducation de base.....	9386
Tableau 64 : Coût estimatif du PCD	9487
Tableau 65 : Analyse synthétique des principales prestations développées au profit de la petite enfance	10194
Tableau 66 : Matrice diagnostic des ressources naturelles de l'espace communal	10396
Tableau 67 : Cadre des dépenses à moyens terme (CDMT)	107409
Tableau 68 : Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT	120444
Tableau 69 : Plan sommaire de gestion de l'environnement	122443
Tableau 70: Ressources mobilisables par la communeCommune	123444
Tableau 71: Plan d'investissement annuel (2015)	124445
Tableau 72: Plan de passation des marchés du PIA	130420
Tableau 73: Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables	131424
Tableau 74: Plan opérationnel en faveur des peuples pygmées	133422
Tableau 75: Composition du Comité de suivi du PCD	136425
Tableau 76: Indicateur de suivi –évaluation du PIA	137426

Liste des abréviations

Sigles	Significations
ACD	Agent Communal de Développement
ACF	Agent Communal Financier
ACDDI	Association Camerounaise pour le Développement Durable et l'Innovation
BIP	Budget d'Investissement Public
CAC	Centime Additionnel Communal
CCL	Changement Climatique au niveau Local
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CES	Collège d'Enseignement Secondaire
CEP	Certificat d' Etudes Études Primaires
CETIC	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CNPS	Caisse National de Prévoyance Sociale
CoPil	Comité de Pilotage
CRTV	Cameroon Radio Télévision
CSI	Centre de Santé Intégré
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
DEUC	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV	Diagnostic Participatif Niveau Village
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi ENEQ
FEICOM	Fonds Spécial d' Équipement Équipement et d'Intervention Intercommunale
OAL	Organismes d'Appui Local
OEV	Orphelin et Enfant Vulnérable
ONG	Organisation Non Gouvernementale PAJER-U
PCD	Plan Communal de Développement
PFNL	Produit Forestier Non Ligneux
PIA	Plan d'Investissement Annuel
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PPM	Plan de Passation de Marché
PUGDT	Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres
RDPC	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
RFA	Redevance Forestière Annuelle
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat SCNPD

SDE Service Déconcentré de l'~~Etat~~État
TdR Termes de Référence
UFA Unité Forestière d'Aménagement

Liste des figures

Figure 1: Distribution de la population de la ~~commune~~Commune de Campo par sexe et par tranche d'âge..... ~~3029~~

Liste des cartes

Carte 1: Localisation de la ~~Commune~~Commune de Campo..... ~~2524~~
Carte 2: Esquisse de Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres..... ~~10598~~
Carte 3: Carte hydrographique de la ~~Commune~~Commune de Campo..... ~~158146~~
Carte 4: Carte sanitaire de la ~~Commune~~Commune de Campo ~~159147~~
Carte 5: Carte scolaire de la ~~Commune~~Commune de Campo ~~160148~~
Carte 6: Carte démographique de la ~~Commune~~Commune de Campo..... ~~161149~~

RESUME DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT

9

Le présent document est le Plan Communal de Développement (PCD) de Campo. Fruit de la collaboration entre le Programme National de Développement Participatif (PNDP) et la [CommuneCommune](#) de Campo, il a été élaboré entre juin et décembre 2014 sur la base d'un travail participatif mené au niveau de l'institution, de l'espace urbain et des villages (bantous et pygmées) de la [CommuneCommune](#).

La réalisation du Plan Communal de Développement a pour objectif de doter la [CommuneCommune](#) de Campo d'un outil de référence pour l'impulsion du développement local dans le strict respect des orientations nationales décrites dans les documents cadres tels que le « **Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)** », les politiques sectorielles, la « **Vision 2035** »... La mission s'est déroulée conformément aux prescriptions du « **Guide méthodologique de planification régionale et locale** » ainsi que de la « **Check List** » du PNDP relative au processus de planification locale. Elle s'est faite en cinq (05) étapes principales, notamment : la préparation ; la réalisation des diagnostics participatifs; la consolidation des données des différents diagnostics ; l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation ; la mise en place du dispositif de suivi-évaluation.

Les diagnostics ont ainsi permis de scruter les problèmes/contraintes, les atouts/potentialités de même que les besoins et projets à entreprendre dans le processus de développement de la [CommuneCommune](#) de Campo. Les différents diagnostics ont permis de ressortir les caractéristiques suivantes pour les six (06) grands secteurs du DSCE :

- 1. Concernant le secteur des infrastructures**, la situation globale fait état d'une mauvaise répartition, d'un niveau élevé de vétusté et d'insuffisance d'entretien. Ainsi seulement 33% des villages disposent d'un point d'eau potable. Quant au réseau électrique, il ne couvre globalement que l'espace urbain et il fait l'objet de délestages persistants. L'accès à la [CommuneCommune](#) et à ses différents villages se fait par des routes en terre mal entretenues, en mauvais état et quasi-~~impraticables~~ impraticables en saison des pluies.
- 2. Concernant le secteur de la santé**, la [CommuneCommune](#) de Campo ne compte que 04 établissements sanitaires donc 01 Hôpital de District, 01 Centre de Santé Intégré (CSI), 01 hôpital de ~~lela~~ garnison et 01 Centre Médical d'Arrondissement (CMA). De manière globale, ces établissements font face à la vétusté et à l'insuffisance d'infrastructures. Par ailleurs elles sont d'un faible niveau d'équipement et le personnel est insuffisant et d'un niveau relativement faible.
- 3. Concernant le secteur de l'éducation**, la [CommuneCommune](#) compte 12 écoles primaires dont 11 publiques et 01 ~~catholiques~~ catholique. La [CommuneCommune](#) compte également 06 écoles maternelles avec 05 publiques et 01 maternelle. A propos des

infrastructures d'éducation de base, il a été recensé 28 salles de classes en bon état, soit une moyenne inférieure à 02 salles de classe en bon état par école. Au sujet de l'encadrement, les données collectées font état d'un (01) enseignant qualifié pour 46 élèves. Concernant les enseignements secondaires et la formation professionnelle il y est recensé 01 lycée d'enseignement général, 01 CES et 01 CETIC manquant tous d'équipements et des enseignants qualifiés.

4. **Concernant le Secteur social (hors éducation et santé) :** Les couches vulnérables, les femmes et les jeunes bénéficient de très peu d'encadrement, que ce soit dans le cadre de la défense de leur droit ou de la promotion de leur épanouissement socio-économique.
5. **Le secteur rural,** bien que représentant la principale activité/source de revenus des populations, souffre d'un faible niveau d'organisation et d'encadrement des acteurs, de la quasi inexistence d'infrastructures et d'organisations d'appui aux opérateurs locaux. Ce qui entrave fortement la valorisation des ressources rattachées à ce secteur (terres agricoles, zones de pêches...) dans la [communeCommune](#) de Campo.
6. **Le secteur de l'industrie et des services** est très peu développé en raison du faible développement des infrastructures d'électrification et de transport.

L'institution communale est handicapée par l'insuffisance et le faible niveau de qualification du personnel, la non-maîtrise de l'assiette fiscale et la tendance à l'incivisme fiscale de certains opérateurs économiques. Le budget communal quant à lui est fortement dépendant de la Redevance Forestière Annuelle (RFA).

En vue d'impulser durablement le développement de la [communeCommune](#), une analyse sectorielle a été réalisée, conduisant à l'élaboration de 29 cadres logiques, soit 01 par secteur. Par ailleurs les populations ont également identifié 144 projets à [caractère](#) économique et social à mettre en œuvre de manière prioritaire.

Compte tenu des moyens limités de la [communeCommune](#), les projets prioritaires des populations ont fait l'objet d'un second niveau de priorisation [donnant](#) lieu à l'élaboration d'un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) pour la période de 2015 à 2015 d'un montant de 1 751 100 000 F CFA. A la suite de l'évaluation des ressources effectivement mobilisables par la [CommuneCommune](#) au cours de l'année 2015 un Plan d'Investissement Annuel (PIA) d'une valeur de 1 563 550 000 F CFA a été élaboré.

Parallèlement, un plan d'action en faveur des Peuples Pygmées ainsi qu'un plan en faveur des couches vulnérables ont été élaborés.

Pour la mise en œuvre adéquate du PCD, un Plan de Passation de Marché (PPM) a été élaboré pour les projets dont la réalisation est prévue pour la première année (2015). A ceci s'ajoute un plan de gestion des impacts socio-environnementaux pour atténuer les conséquences négatives et optimiser les impacts positifs liés à la mise en œuvre des projets contenus dans le CDMT.

La mise en œuvre du PCD étant participative et inclusive, elle devra faire l'objet d'une forte volonté politique de l'exécutif municipal qui devra nouer des partenariats utiles dans ce cadre, compte tenu de la limitation tant qualitative que quantitative des ressources humaines, financières et matérielles au niveau local. Aussi, pour soutenir les efforts de la [CommuneCommune](#) relativement à la recherche de partenariat, un plan de communication sur le PCD a été élaboré.

Enfin, un Comité chargé d'assurer la coordination de la mise en œuvre, du suivi-évaluation et de l'actualisation du PCD a été mis en place.

1. INTRODUCTION

13

1.1. Contexte et justification

La réforme constitutionnelle du 18 janvier 1996 institue la décentralisation au Cameroun. Dans ce cadre, les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), les [CommuneCommunes](#) notamment, deviennent des acteurs de premier plan dans le processus de promotion du développement local. Les interventions des [communeCommunes](#) sont inspirées par les orientations prescrites dans la Vision 2035 et reprises dans le DSCE dont l'ambition est de faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité à l'horizon 2035.

La Loi N°2004/017 du 22 Juillet 2004 portant orientation de la décentralisation confère aux [communeCommunes](#) la compétence d'élaborer et d'exécuter leurs politiques et plans de développement dans le respect des grandes orientations de l'[EtatÉtat](#). Dans cette perspective, la planification locale s'impose comme une modalité efficace pour les décideurs, les gestionnaires des programmes et tous les acteurs de développement en général. Elle vise à aider les collectivités territoriales décentralisées à capitaliser les contributions de tous les acteurs pour un développement concerté. Ceci en garantissant une meilleure prise en compte des potentialités et contraintes de développement d'une part, et d'autre part une implication effective des populations dans le processus de définition des besoins et de prise de décisions, ainsi qu'une meilleure appropriation des investissements d'autre part.

L'institution de la planification dans le processus de développement local s'effectue dans un contexte d'élargissement des missions dévolues aux acteurs de base, d'où de nouveaux défis majeurs à relever compte tenu des capacités d'actions et d'adaptations limitées des [communeCommunes](#). Aussi le Gouvernement a développé un ensemble d'outils, dont le Programme National de Développement Participatif (PNDP), pour accompagner cette responsabilisation accrue notamment en matière de planification du développement. La finalité étant de permettre aux institutions communales de jouer efficacement le rôle qui leur revient désormais.

Dans l'appui à la planification locale, le PNDP intervient dans les [communeCommunes](#) à travers des Organismes d'Appui Local (OAL). C'est ainsi qu'à l'issue d'une procédure concurrentielle, l'Association Camerounaise pour le Développement Durable et l'Innovation (ACDDI) a été sélectionnée pour accompagner la [CommuneCommune](#) de Campo dans l'actualisation de son Plan Communal de Développement (PCD). Conformément à la démarche méthodologique de la phase II du PNDP, cette mission s'est déroulée en plusieurs étapes dont :

- la réalisation des Diagnostics Participatifs au niveau de l'institution communale (DIC) de l'espace urbain communal (DEUC) et des villages (DPNV) incluant les hameaux pygmées ;
- la planification ;
- la mobilisation des ressources ;
- la programmation.

1.2. Objectifs du Plan Communal de Développement

Conformément aux Termes de Référence de la mission, l'objectif général est de doter la ~~Commune~~Commune d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif en l'accompagnant dans l'actualisation de son Plan Communal de Développement (PCD), tout en lui transférant les compétences en planification et programmation. De manière spécifique, il s'agit de :

- Réaliser la monographie de la ~~Commune~~Commune
- Mener un diagnostic participatif
- ~~Elaborer~~Elaborer une planification stratégique
- Présenter les ressources mobilisables par la ~~Commune~~Commune
- Programmer les investissements
- ~~Elaborer~~Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD

1.3. Structure du document

Le présent document comporte neuf (09) principales parties, à savoir :

- Résumé ;
- l'introduction ;
- la méthodologie;
- la présentation sommaire de la ~~Commune~~Commune ;
- la synthèse des résultats du diagnostic ;
- la planification stratégique ;
- la programmation ;
- le mécanisme de suivi-évaluation ;
- le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD ;
- la conclusion ;
- Annexes.

2. METHODOLOGIE

16

La réalisation de la mission d'accompagnement de la [CommuneCommune](#) de Campo dans l'actualisation du PCD s'est inspirée de la démarche méthodologique définie par le PNDP dans *Le guide méthodologique de planification régionale et locale* ainsi que dans la check-list du processus de planification. Suivant ces documents cadres, la mission s'est déroulée en cinq (05) étapes principales, à savoir :

- la préparation de l'ensemble du processus ;
- la collecte et le traitement des informations ;
- la consolidation des données (y compris la cartographie) ;
- l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation ;
- la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation participatif.

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

[ÉtapeÉtape](#) hautement importante, la préparation s'est faite de manière rigoureuse afin d'intégrer l'ensemble des facteurs pouvant interférer dans la réalisation de la mission. En plus de la collecte transversale de données de base/secondaires, elle a comporté deux (02) grandes étapes, à savoir la préparation pédagogique et la préparation administrative.

2.1.1. Préparation pédagogique

La préparation pédagogique de la mission s'est faite en deux (02) temps :

- **Préparation avec le PNDP** : A l'initiative du PNDP, elle s'est déroulée pendant deux (02) semaines dans la ville de Sangmélina (phase théorique) et dans les [CommuneCommunes](#) de Meyomessi et Zoétéélé (phase pratique) lors de l'atelier régional de formation des (OAL) à la démarche de planification locale et communale. Cette rencontre a permis aux participants d'échanger et de s'imprégner de la nouvelle approche de planification, des innovations, de la démarche méthodologique, des outils, des qualifications requises pour diverses tâches et du canevas de rapportage
- **La préparation interne** : Il a été essentiellement question de la restitution du contenu de la formation des OAL à l'ensemble de l'équipe d'intervention. L'atelier de restitution a été organisé dans la [CommuneCommune](#) de Campo afin de permettre aux membres du Comité de Pilotage (CoPil) d'y prendre part et à l'équipe d'intervention de s'imprégner des réalités locales.

2.1.2. Préparation administrative

La préparation administrative s'est déroulée en cinq (05) étapes :

- **Prise de contact avec les responsables des services sectoriels départementaux** : A cet effet, un atelier a été conjointement organisé dans la ville de Kribi par les OAL ACDDI, CAIPE et ATIPAD chargés respectivement de l'accompagnement des [communeCommunes](#)

de Campo, Akom 2 et Bipindi. Au cours de cet atelier qui a été également l'occasion de revenir avec les responsables sectoriels départementaux sur le contexte et les enjeux liés à l'élaboration des PCD, des données de base complémentaires concernant la situation de référence de la [Commune](#) de Campo ont été collectées.

- **Prise de contact avec l'exécutif municipal** : La prise de contact avec l'exécutif municipal a eu lieu le 25 juin 2014. A cet effet, il a été organisé une réunion à laquelle ont pris part le Secrétaire Général de la [Commune](#) ainsi que le 1er et le 2ème adjoints au Maire. Dans ce cadre, les échanges ont porté sur le cahier des charges de l'ACDDI, la méthodologie d'accompagnement, le calendrier d'intervention et l'identification de potentielles sources pour le financement du Plan Communal de Développement (PCD).
- **Information et sensibilisation des autorités administratives locales** : ici il a principalement été question de présenter le contenu de la mission au Sous-préfet de l'Arrondissement de Campo. Il a également été question de présenter au Sous-préfet les appuis attendus de ses services, notamment en ce qui concerne la mobilisation des acteurs locaux.
- **Information et sensibilisation des autres parties prenantes** : des correspondances signées du Sous-préfet et du Maire ont été transmises à des parties prenantes clés du processus, notamment les [Élites](#), les conseillers municipaux, les responsables d'associations, les autorités religieuses, les autorités traditionnelles. Ces correspondances portaient sur le contenu de la mission, le programme de mise en œuvre, le rôle des parties.
- **Atelier de lancement** : l'atelier de lancement de la mission a coïncidé avec la tournée socioéconomique du Gouverneur de la région du Sud dans la [Commune](#) de Campo. Aussi, un échantillon de participants représentatifs de la diversité sociologique de la [Commune](#) de Campo y a pris part : [Élites](#), Conseillers municipaux, leaders d'associations, représentants des peuples autochtones (Pygmées), Chefs traditionnels, opérateurs économiques, responsables des services sectoriels locaux et départementaux, leaders religieux... Cette rencontre à laquelle a également pris part le PNDP a donné l'occasion aux participant(e)s de soulever leurs attentes et inquiétudes par rapport la mission et de s'imprégner des innovations de la phase 2 du PNDP.

2.2. Collecte et traitement des informations

Chacun des trois (03) diagnostics participatifs a donné lieu à la collecte et à l'analyse des données spécifiques. Les processus de collecte et d'analyse de ces données ont fait l'objet d'une démarche participative et inclusive.

2.2.1. Collecte et analyse des données du DIC

La réalisation du Diagnostic Institutionnel Communal s'est déroulée à travers la collecte et l'analyse des données sur :

- les ressources humaines à travers l'exploitation de l'état nominatif du personnel et du dossier des conseillers municipaux
- les ressources financières à partir des budgets et comptes administratifs des exercices 2011, 2012 et 2013
- le patrimoine communal
- la gestion des relations

La collecte et l'analyse ont principalement impliqué les membres du Comité de Pilotage (CoPil), les membres de l'Exécutif communal (Maires, Adjoints, Secrétaire Général), le personnel communal, les Conseillers municipaux et les responsables des services sectoriels locaux.

2.2.2. Collecte et analyse des données du DEUC

Dans le cadre de la réalisation du DEUC, la collecte et l'analyse des données ont intégré :

- la délimitation de l'espace urbain communal
- la réalisation de la cartographie participative de la ville de Campo
- l'inventaire des activités des parties prenantes, des Problèmes/contraintes, des atouts/potentialités de la ville
- l'implantation des infrastructures sociocommunautaires (géo-référencement)
- la formulation des problèmes et l'identification des projets prioritaires de l'espace urbain

Cette activité a impliqué le CoPil, les différents corps de métiers, les responsables des services sectoriels locaux et l'Agent Communal Financier (ACF).

2.2.3. Collecte et analyse des données du DPNV

Pour la réalisation du DPNV, il a été procédé à la collecte et à l'analyse des données sur :

- l'état des lieux : les ressources naturelles, les équipements, les ressources économiques et financières, les moyens humains et le capital social ;
- l'implantation des infrastructures sociocommunautaires (géo-référencement)
- les politiques, les institutions et les processus, leurs influences sur les ressources et leurs accès ;
- le changement climatique : tendances et influences saisonnières ;
- les interactions entre les villages et l'extérieur ;
- les activités par groupe socioprofessionnel ;
- les stratégies développées par les populations face aux contraintes rencontrées et aux atouts ;
- la hiérarchisation et la classification des besoins et des demandes en fonction des atouts, des dynamiques et des contraintes.

La réalisation du DPNV s'est déroulée dans le cadre de réunions communautaires où des séances de travaux en plénière (assemblées villageoises) se sont alternés avec des groupes de travaux mis en place sur la base du statut socioprofessionnel (jeunes, femmes, hommes...).

2.2.4. Consolidation des données (y compris la cartographie)

La consolidation a consisté en la mise en commun des données issues de l'ensemble des diagnostics (DEUC, DIC et DPNV). Notamment, il a été question de :

- ~~Etablir~~^{Établir} la situation de référence par secteur
- Formuler les problèmes et identifier les solutions transversales par secteur
- Concevoir la matrice synthèse des diagnostics des ressources naturelles
- ~~Elabore~~^{Élaborer} la matrice synthèse des Changements Climatiques au niveau Local (CCL)

2.3. Restitution des résultats des diagnostics

La restitution des diagnostics s'est faite en deux (02) étapes. La première a concerné le DEUC et le DIC et la deuxième le diagnostic consolidé.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

L'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation a eu lieu du 03 au 05 décembre 2014. Cette rencontre a connu la participation de plusieurs catégories d'acteurs dont les membres de l'exécutif municipal, les responsables des services sectoriels, les cadres du PNDP, les conseillers municipaux, les membres du Comité de Pilotage, les chefs traditionnels...

2.5. Planification

La planification a été l'occasion de passer en revue les projets prioritaires des villages et de l'espace urbain et d'examiner puis valider les cadres logiques sectoriels.

2.5.1. Mobilisation des ressources

Dans ce cadre, il a été question pour l'exécutif communal de présenter les sources de financement ainsi que les ressources mobilisables par la ~~Commune~~^{Commune} au cours des 03 prochaines années pour le financement des projets identifiés.

2.5.2. Programmation

La programmation a consisté en :

- l'identification des axes d'intervention prioritaires sur la base des projets prioritaires de villages et de l'espace urbain ainsi que des orientations nationales définies dans le cadre du DSCE ;
- l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) de la ~~Commune~~^{Commune} pour l'année 2015 ;

- l'élaboration du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ;
- l'évaluation environnementale stratégique et sommaire des projets du CDMT ;
- l'élaboration du plan opérationnel en faveur des populations vulnérables ;
- l'élaboration d'un plan de passation des marchés.

2.6. Mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation participatif

Ici, il s'est principalement agi de faciliter la mise en place d'un comité chargé du suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD. Ledit comité est constitué de six (06) membres.

2.7. Contraintes à la réalisation de la mission

Bien que la mission se soit globalement bien déroulée, quelques contraintes ayant perturbé la mise en œuvre du processus sont à signaler.

2.7.1. Contraintes à la réalisation du DEUC

Les principales contraintes liées à la réalisation du DEUC de la ~~commune~~[Commune](#) de Campo intègrent :

- l'indisponibilité de certains responsables des services déconcentrés locaux, entraînant d'importants retards dans la réalisation de la mission ;
- la quasi inexistence de données de base dans les services sectoriels
- le très faible niveau d'organisation des corps des métiers qui a été un obstacle majeur à leur mobilisation ;
- la réticence de certains opérateurs économiques à coopérer avec les enquêteurs de l'ACDDI en raison des relations tendues avec la ~~Commune~~[Commune](#) ;
- la délimitation de l'espace urbain a été un sujet de grandes discussions entre l'exécutif municipal et certaines autorités traditionnelles désireuses de voir leurs communautés intégrer l'espace urbain.

2.7.2. Contraintes à la réalisation du DIC

Globalement, elles intègrent l'absence :

- l'absence de documentation, notamment en ce qui concerne le patrimoine et le personnel de la ~~commune~~[Commune](#)
- la faible disponibilité du personnel, en raison d'un absentéisme prononcé

2.7.3. Contraintes à la réalisation du DPNV

La mise en œuvre du DPNV a fait face à :

- l'enclavement prononcé de certains villages

- la modification de la configuration des unités de planification (augmentation du nombre de villages) une fois la réalisation du DPNV démarrée.

**3. PRESENTATION SOMMAIRE
DE LA COMMUNECOMMUNE**

23

3.1. Localisation et superficie de la Commune

La Commune de Campo s'étend sur 3 135 km² et compte 17 villages dont 06 disposant chacun d'un campement pygmée ainsi que 10 quartiers urbains. Elle fait partie des 08 Communes constituant le département de l'Océan dans la région du Sud. La Commune de Campo est limitée :

- au Nord par les Communes Kribi 1^{er}, Akom 2 et Niété
- à l'Est par la Commune de Ma'an (département de la Vallée du Ntem)
- à l'Ouest par l'océan Atlantique
- au Sud par le fleuve Ntem.

La ville de Campo est située à 77 Km de la ville de Kribi (chef-lieu du département).

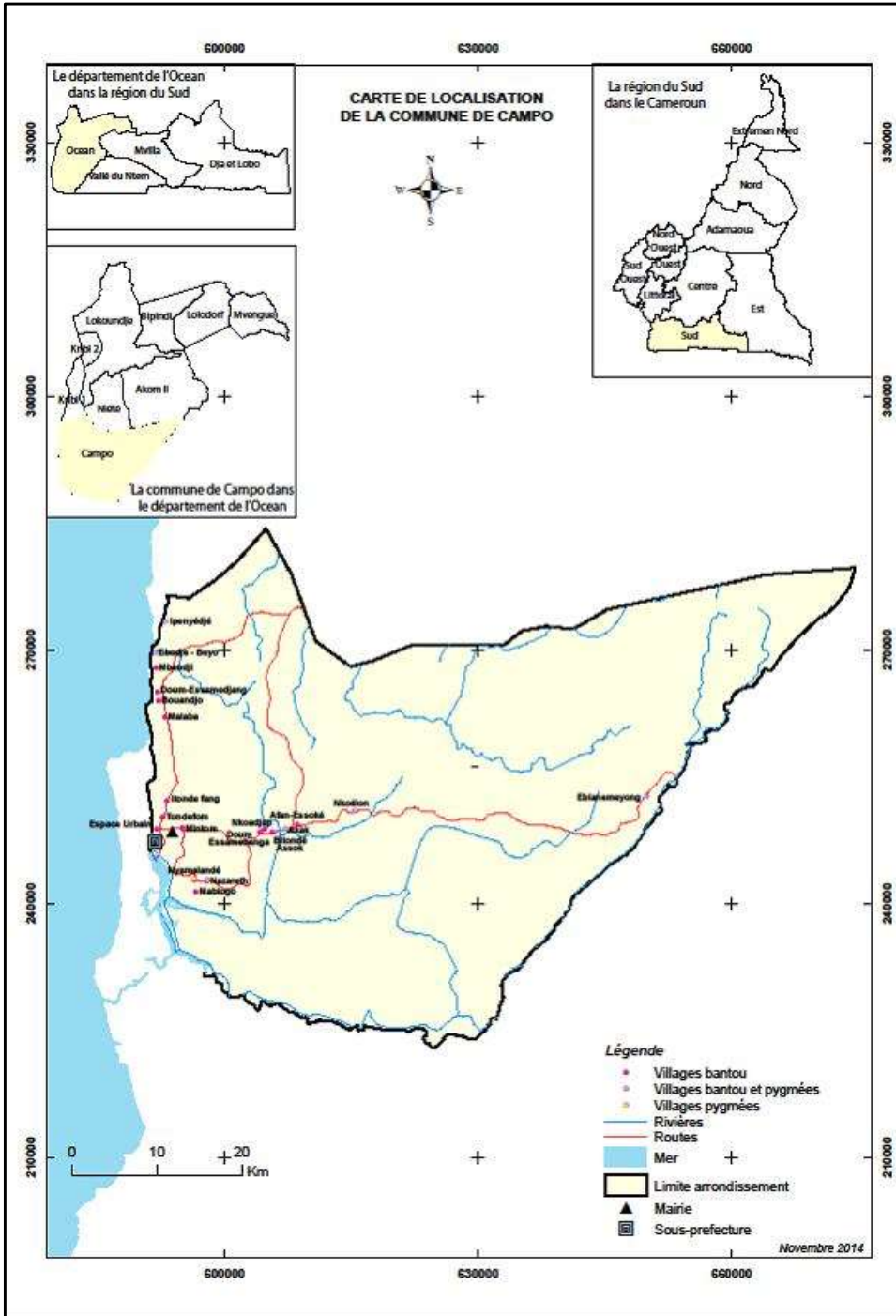
La carte ci-dessous donne la localisation de la Commune de Campo dans le Cameroun et le département de l'Océan.

Mis en forme : Couleur de police : Noir

Mis en forme : Normal, Taquets de tabulation : Pas à 1,5

Mis en forme : Couleur de police : Noir

Commenté [P3]: Préciser également la situation de Campo par rapport au Chef-lieu de Région (par Ma'an et par Akom II)



25

Carte 1: Localisation de la Commune de Campo

3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Climat

La ~~commune~~Commune de Campo connaît un climat équatorial de type guinéen classique. Ce dernier présente deux (02) nuances : la nuance maritime et la nuance guinéenne de l'intérieur.

- la nuance maritime couvre les 4/5 de la ~~commune~~Commune et se caractérise par l'inexistence de mois secs, la présence de deux (02) maxima (mars et octobre) et de deux (02) minima (janvier et juillet) de pluies. Les amplitudes thermiques sont faibles.
- la nuance guinéenne de l'intérieur est présente à l'Est de la ~~commune~~Commune. Elle se caractérise par une faible pluviométrie, des températures plus douces, des journées ensoleillées et chaudes, des matinées et nuits fraîches, quatre (04) saisons bien distinctes :
 - o une grande saison sèche très marquée de décembre à février ;
 - o une petite saison de pluie de septembre à mai ;
 - o une petite saison sèche de juin à août ;
 - o une grande saison de pluie de septembre à novembre

Toutefois, le degré hygrométrique est élevé toute l'année et les précipitations moyennes importantes sont enregistrées aux mois de septembre et octobre. La pluviométrie annuelle se situe autour de 2 685 mm et la température moyenne est d'environ 25°C. L'humidité relative moyenne de la région est 73 %.

3.2.2. Relief

Le relief de la ~~commune~~Commune de Campo intègre de basses terres côtières ainsi que de bas et moyens plateaux.

Les basses terres côtières présentent deux (02) variantes : la plaine côtière et la plaine fluviale du Ntem.

- La plaine côtière va de l'embouchure du Ntem jusqu'à Kribi. Elle a une profondeur d'environ 20 Km. La platitude de cette plaine (13-18 m) est rompue par les massifs de Mamelles qui culminent à 323 m vers Ebodjé.
- Par son inclinaison vers la côte, la plaine fluviale du Ntem permet aux nombreux cours d'eau d'écouler leurs eaux vers l'océan Atlantique.

Les bas et moyens plateaux partent de la zone de Nkoélon vers l'Est au-delà du fleuve Mvini. Ils culminent à 1 020 m au Nord de Nkolebengue qui est un massif de granites. Ce dernier constitue la zone de démarcation du sous-bassin Atlantique de la Lobé et du Ntem.

3.2.3. Sols

La ~~commune~~Commune de Campo présente deux (02) types de sols : les vertisols et les sols ferrallitiques. Sols agricoles par excellence, les vertisols longent principalement le frange Sud-Ouest de la ~~commune~~Commune.

3.2.4. Végétation et flore

La ~~commune~~Commune abrite une l'Unité Forestière d'Aménagement (UFA) N° 09-025. Elle abrite également en partie le parc national de Campo-Ma'an ainsi qu'une forêt communautaire attribuée à la communauté d'Akak.

La formation végétale est constituée de deux (02) principaux types de formations forestières : les formations forestières sur sol ferme et les forêts édaphiques.

Les formations forestières sur sol ferme appartiennent au :

- type biafréen riche en Caesalpinaeae : Il comporte plus de 60 espèces de Caesalpiniaceae dont le Bubinga E (*Guibourtia ehie*), le Doussié blanc (*Afzelia pachyloba*), le Doussié rouge (*Afzelia bipindensis*), l'Eyoum rouge (*Dialium bipindensis*) et le Tali (*Erythrophleum ivorense*).
- type atlantique littoral riche en Caesalpinaeae : Il supporte essentiellement, à l'origine, une forêt atlantique littorale à *Lophira alata* et *Saccoglottis gabonensis*, alors que les abords des fleuves sont garnis de forêts et de prairies marécageuses périodiquement inondées. Sur les dépôts argileux ou argilo-sablonneux modernes, de développement divers types de mangroves, des cordons littoraux sablonneux s'étendent de manière continue de Kribi à Campo.

Les forêts édaphiques intègrent :

- les forêts marécageuses ou périodiquement inondées poussent sur des sols humides le long des fleuves et des rivières périodiquement inondées. Ces formations sont floristiquement riches en espèces semi-aquatiques rares et endémiques (genre *Ledermaniella*). Les espèces dominantes sont : *Hallea stipulosa*, *Spondianthus preusii*, *Lasiodiscus manii*, *Plagiosiphon multijugus*, *Gilbertiodendron demonstrans*, *Guibourtia demeusei*, *Sclerosperma manii* et quelques espèces de *Uapaca* et de *Raphia*.

- des mangroves basses internes à petits *Rhizophora racemosa* et *Pandanus satabiei* sont observables à l'embouchure du fleuve Ntem à Ipono.

3.2.5. Faune

La ~~commune~~Commune de Campo abrite une faune abondante et très variée. Le tableau ci-après présente les principaux animaux de la faune sauvage couramment rencontrés, y compris la faune aquatique.

Tableau 1 : Principaux animaux de la faune sauvage couramment rencontrés dans la ~~commune~~Commune de Campo

Espèces animales		Poissons
- Hérisson	- Chat tigre	- Carpes
- Lièvre	- Eléphant Eléphant	- Silures
- Porc épic	- Perroquet	- Crevettes
- Pangolin géant	- Pigeon	- Poisson vipère
- Céphalophe	- Calao	- Poisson électrique
- Antilope	- Varan	- Ecrivisse Ecrivisse
- Phacochère	- Tortue	- Gourgeon Gourgeons
- Potamochère	- Vipère	- Bar
- Civette	- Boa	- Machoiron
- Buffle nain	- Rat	- Langouste
- Chimpanzé	- Sanglier	- Sole
- Gorille	- Cerocodile	- Daurade
- Eureuil Eureuil	- Crabes	- Raies de mer
		- Requin
		- Aloges (bipaga)

28

3.2.6. Hydrographie

Le réseau hydrographique est dominé par le sous-bassin du Ntem (*Biwome, Ndjo'o Bitande, Nyavarega, Mvasse* ...) qui arrose 70% du territoire communal et le sous-bassin de la Lobé. Certains des cours d'eau de ces sous-bassins renferment des chutes d'un grand attrait touristique (*Lobé* et *Memve'ele*) et sont très poissonneux.

Mis en forme : Police :Italique

Mis en forme : Police :Italique

Mis en forme : Police :Italique

3.2.7. Ressources minières

La ~~commune~~Commune de Campo disposerait de quelques ressources minières telles que le fer (mont des Mamelles), le calcaire (Tondefon) et de nombreuses carrières de sable. Le potentiel réel de ces mines reste cependant à estimer.

3.3. Milieu humain

3.3.1. Taille de la population

Selon les données issues du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) réalisé en 2005, la ~~commune~~ Commune de Campo compte 6 923 âmes dont 3 485 hommes et 3 438 femmes. Cette population est répartie entre l'espace urbain (2 492 habitants, soit 1 220 hommes et 1 272 femmes) et la zone rurale (4 431 habitants, avec 2 265 hommes et 2 166 femmes). La ~~commune~~ Commune de Campo se caractérise par une faible densité démographique, elle est de l'ordre 2,21 hab./Km², contre 13,4 hab. /Km² pour la Région du Sud et 37,5 hab. /Km² au niveau national.

Ces chiffres officiels qui n'ont pas fait l'objet d'actualisation depuis leur production sont supérieurs à ceux collectés dans le cadre de la mission, lesquels semblent indiquer qu'entre 2005 et 2014, la population communale a connu une régression. Le tableau ci-après présente les données collectées sur le terrain relativement à la distribution de la population par village, sexe et tranche d'âge.

Tableau 2: Caractéristiques de la population de la ~~commune~~ Commune de Campo

N°	Village/quartier	Population totale			Groupes spécifiques					
		Hommes	Femmes	Total	Populatio n pygmée	Nourrisson s (0-35 mois)	(0-59 mois)	(6-14 ans)	(12-19 ans)	(15-34 ans)
1	Espace Urbain	1 220	1 272	2492	0	50	500	750	675	ND
2	Mintom	40	72	112	0	7	18	20	12	15
3	Ebianemeyong	79	86	165	4	4	6	56	24	12
4	Nkoélon	28	37	65	7	2	20	15	10	14
5	Afan-Essoké	40	56	96	0	15	15	6	5	11
6	Akak	37	29	66	6	5	12	10	2	4
7	Mabiogo	50	75	125	0	6	20	45	5	15
8	Nazareth	75	90	165	23	15	35	29	22	26
9	Nkoadjap	53	37	90	0	8	11	18	10	20
10	Doum- Essamebenga	70	67	137	0	3	9	12	8	30
11	Bitondé-Assok	10	17	27	0	4	4	5	0	0
12	Ipenyédjé	20	22	42	8	5	6	2	3	10
13	Ebodje - Beyo	300	400	700	1	29	129	50	40	50
14	Mbendji	125	210	335	0	12	41	20	10	15
15	Doum- Essamedjang	80	110	190	0	8	74	6	8	20
16	Bouandjo	53	64	117	0	10	38	12	10	15
17	Malaba	18	25	43	0	5	5	4	8	10
18	Itonde Fang	21	44	65	0	5	5	10	10	15
Total		2 319	2 713	5 032	49	193	948	1070	862	282

Source : Enquête terrain ACDDI (2014)

Le tableau montre que la population actuelle de la ~~commune~~ Commune de Campo est estimée 5 032 âmes, soit une régression de l'ordre de 1 891 individus depuis 2005.

29

Commenté [P4]: Vérifier par périquation (%)

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

3.3.2. Tendances démographiques

La figure ci-après présente la distribution de la population de la [Commune](#) de Campo par sexe et par tranche d'âge.

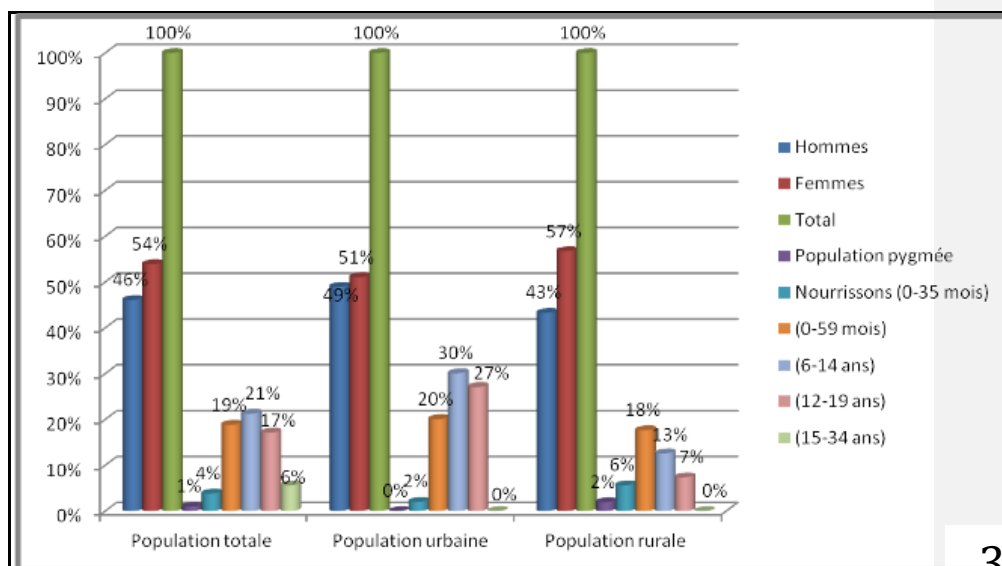


Figure 1: Distribution de la population de la [Commune](#) de Campo par sexe et par tranche d'âge

La figure montre que les femmes représentent la majorité de la population de la [Commune](#) de Campo. Elles constituent 54% de la population globale, 51% de la population urbaine et 57% de la population rurale. Ces données suggèrent à la [Commune](#) de mettre en place des mécanismes efficaces d'appui-accompagnement, de promotion et de valorisation des femmes.

La figure montre également que la population de la [Commune](#) est constituée de :

- 1% de peuples pygmées
- 4% de nourrissons d'âge compris entre 0 et 35 mois
- 19% d'enfants de 0 à 59 mois
- 21% d'enfants de 6 à 14 ans
- 17% d'individus âgés de 12 à 19 ans
- 6% d'individus âgés de 15 à 34 ans

L'exploitation croisée de ces données permet de noter que la population de la [Commune](#) est constituée à majorité de jeunes, y compris la petite enfance. Ainsi la population communale est constituée à plus de 50% d'individus âgés de 0 à 19 ans. Par conséquent des programmes de développement de la [Commune](#) devront comporter des axes de protection et d'encadrement de la petite enfance, notamment sur les plans sanitaires, alimentaires et éducatifs.

3.3.3. Organisation et groupes ethniques

En plus des 10 quartiers urbains, la [Commune](#) de Campo compte 17 villages dirigés par des chefs de 3^{ème} degré. Ces villages sont regroupés sur une base ethnique autour de 02 chefferies de 2^{ème} degré ou chefferies de cantons, à savoir :

- la chefferie du canton Mvae qui regroupe les villages Nazareth, Nkoadjap, Doum-Essamebenga, Bitondé-Assok, Ipenyédjé, Mintom, Ebianemeyong, Nkoélon, Afan-Essoké, Akak, Malaba, Itonde Fang et Doum-Essamedjang
- la chefferie du canton Yassa dont l'influence s'étend sur les villages Ebodje-Beyo, Mbendji, Bouandjo et Mabiogo.

Six (06) de ces villages, notamment Ebianemeyong, Nkoélon, Akak, Ipenyédjé, Ebodje-Beyo et Nazareth abritent des peuples pygmées (Bagyéli). Si dans cinq (05) villages les pygmées et les bantous vivent de manière intégrée, il existe un campement pygmée dans le village de Nazareth : ledit campement est dénommé Nyamalandé.

A ces populations autochtones (Pygmées, Mvae et Yassa) s'ajoutent de nombreuses populations allogènes issues de quasiment toutes les tribus du Cameroun et même au-delà du triangle national (malien, sénégalais ...).

3.4. Principales infrastructures par secteur

3.4.1. Secteur eau

La [Commune](#) de Campo compte :

- 02 forages dont 01 non fonctionnel (Doum-Essamedjang, Nkoadjap et Nkoélon) ;
- 11 puits modernes tous non fonctionnels ;
- 01 adduction d'eau potable fonctionnelle couvrant essentiellement l'espace urbain ;
- 01 source aménagée fonctionnelle.

La cartographie communale du secteur de l'eau montre qu'en dehors de l'espace urbain, seuls 05 villages disposent d'un point d'eau potable. Ainsi 06 villages ne disposent d'aucun point d'eau potable tandis que les points d'eau construits dans 05 villages sont en panne.

3.4.2. Secteur de la santé

Relativement au secteur de la santé, la [CommuneCommune](#) de Campo compte 05 établissements sanitaires globalement peu équipés, notamment :

- 01 hôpital de district (centre ville)
- 01 centre médical d'arrondissement (centre ville)
- 01 centre de santé intégré (Ebodjé)
- 01 case de santé non fonctionnelle (Akak)

3.4.3. Secteur de l'éducation

Sur le plan de l'éducation, il existe :

- 01 lycée d'enseignement général
- 01 Collèges d'Enseignement Secondaire (CES)
- 01 Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial (CETIC)
- 12 écoles primaires dont 01 privée et 11 publiques
- 06 écoles maternelles dont 01 privée et 05 publiques

3.4.4. Secteur de l'électrification

En dehors de l'espace urbain, 02 villages (Mintom et Itonde-Fang) disposent des installations électriques non fonctionnelles [tansdistandis](#) qu'Ebodje et Bouandjo ont chacune une (01) centrale thermique de 125 KVA non exploitées. En raison d'un fort niveau de vétusté, ce réseau est non fonctionnel dans les villages. Dans l'espace urbain il fait l'objet [dedélestagesde délestages](#) réguliers.

3.4.5. Infrastructures sociales

Les infrastructures sociales telles que les foyers, les centres de promotion de la femme, les centres multifonctionnels, les centres sociaux... n'existent pas dans la [communeCommune](#) de Campo.

3.4.6. Infrastructures marchandes

En matière d'infrastructures marchandes, la [communeCommune](#) de Campo compte :

- 01 complexe commercial dans l'espace urbain
- 01 hangar dans l'espace urbain (Doumassi)
- 01 hangar à Ebodjé

Les 02 hangars susmentionnés sont dans un état de délabrement avancé et semblent abandonnés.

3.5. Principales potentialités et ressources de la [CommuneCommune](#)

Les principales ressources disponibles au niveau de la [CommuneCommune](#) intègrent :

- les espaces forestiers qui ont donné lieu à la création d'une UFA et d'une forêt communautaire. Ces espaces forestiers représentent des potentiels sources de création d'emploi et de richesse dans la [CommuneCommune](#) en raison de leur abondance en produits ligneux et non ligneux prisés dans l'exploitation forestière, l'artisanat, la pharmacopée traditionnelle, ...
- la richesse de la [biodiversitébiodiversité](#) locale ayant conduit à la mise en place du parc national de Campo-Ma'an qui pourrait constituer un important levier pour le développement du tourisme.
- la disponibilité des terres valorisables à des fins agricoles.
- le réseau hydrographique dense qui facilite la pratique de la pêche et pourrait également permettre de développer l'aquaculture, l'irrigation agricole et la construction des Adductions d'Eau Potable.
- les mines, notamment le fer au niveau du Mont des Mamelles (Itonde Fang) dont le potentiel n'a pas encore été estimé.

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. Synthèse du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

4.1.1. Gestion des ressources humaines

Au niveau de la ~~Commune~~Commune, les ressources humaines comportent les membres :

- de l'exécutif
- du personnel
- du conseil municipal

4.1.1.1. Exécutif municipal

L'exécutif municipal de la ~~commune~~Commune de Campo comporte 03 membres, dont :

- le Maire (Monsieur IPOUA Robert Olivier)
- le 1^{er} Adjoint au Maire (Monsieur BEKALE Maurice)
- le 2^{ème} Adjoint au Maire (Monsieur MANZIRUNG BOUEDJILA Laurent)

Les responsabilités sont clairement définies entre les membres de l'exécutif de la ~~commune~~Commune de Campo à travers l'arrêté municipal N° 003/AM/C/CPO/2014/SG du 15 janvier 2014 portant délégation d'attributions et de signature aux Adjointes au Maire.

Ainsi le premier adjoint est compétent en matière d'infrastructures et grands travaux, relations extérieures, hygiène et salubrité, police municipale. Il assure également l'intérim du Maire.

Le deuxième adjoint quant à lui intervient dans le cadre du social, de la santé, de l'éducation, de la culture, de la jeunesse, de gestion des archives municipales.

Les adjoints comme le Maire ont compétence pour établir les actes d'état civil. Toutefois, les engagements financiers sont établis uniquement par le Maire.

4.1.1.2. Personnel communal

Intégrant 22 membres, le personnel communal présente les caractéristiques ci-après :

- les femmes constituent 27% du personnel de la ~~commune~~Commune, contre 73 % pour les hommes. Par ailleurs les femmes occupent globalement des postes subalternes, soulevant ainsi des problèmes de Genre dont des solutions efficaces devront être trouvées et appliquées.
- le personnel communal est à majorité constitué de d'employés permanents, soit 86% contre 14% pour les temporaires. Si cette configuration est de nature à permettre au personnel communal de garder toute la motivation nécessaire à l'accomplissement efficace de ses différentes tâches, il n'en demeure pas moins que l'absence

- d'objectivité et d'organisation dans le recrutement et la gestion du personnel ne permettent pas toujours aux employés de produire des performances maximales
- de manière globale, les données concernant l'âge des employés ne sont pas disponibles en raison de l'inexistence du dossier du personnel.
 - le personnel communal justifie d'un niveau de qualification relativement faible. Ainsi, 96% du personnel communal ont un niveau de qualification inférieur au Bac et 64% ont soit le CEP (55%) ou sont sans niveau (9%). Ce résultat montre que la [communeCommune](#) de Campo ne dispose pas des ressources humaines qui lui permettraient de remplir efficacement l'ensemble de ses missions relativement à la promotion et à la coordination du développement local. Son rôle relatif à la maîtrise d'ouvrage du développement local se trouve ainsi fortement compromis.
 - la majorité du personnel communal justifie de plus de 10 ans d'ancienneté. Toutefois, au lieu de voir en ce résultat la conséquence des meilleures conditions possibles (salariales, évolution professionnelle, cadre de travail ...) offertes en vue de la fidélisation du personnel, il convient surtout de noter que la [communeCommune](#) est devenue un lieu de plaisance où les employés se rendent à leur guise avec en prime un revenu mensuel garanti, sans aucune obligation de résultat.
 - que la masse salariale mensuelle de la [communeCommune](#) de Campo est évaluée à 1 361 642 F CFA, soit un salaire moyen de l'ordre de 64 840 F CFA. Malgré cette moyenne relativement faible, la distribution des salaires fait globalement ressortir peu de disparités.

Le processus de gestion du personnel de la [communeCommune](#) de Campo présente des faiblesses majeures :

- procédure de recrutement et politiques de gestion des ressources humaines non clairement définies
- absence de manuel de procédures administratives précisant de manière claire le plan d'avancement du personnel, le profil de carrière...
- absence de plan de formation et de recyclage du personnel
- absence de cahier de charges
- organigramme non conforme aux prescriptions du MINATD
- irrégularité des évaluations de personnels...

4.1.1.3. Conseil municipal

4.1.1.3.1. Composition du conseil municipal

Le conseil municipal de la [communeCommune](#) de Campo compte 25 membres, soit 20 hommes (80%) et 05 femmes (20%). Toutefois il ne compte aucun représentant de la Communauté Bagyéli (Pygmées). Tous les conseillers municipaux sont issus du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC).

4.1.1.3.2. Organisation et fonctionnement du Conseil Municipal

Le conseil siège en session ordinaire 02 fois par an. Les sessions extraordinaires sont convoquées chaque fois que le maire le juge nécessaire, ou à la demande motivée adressée au maire par les 2/3 des membres en exercice dudit conseil ou encore sur requête du représentant de l'état. La participation des conseillers aux réunions du conseil municipal est très bonne.

Concernant les commissions techniques, il en existe quatre (04) au sein du conseil municipal au rang desquelles :

- la commission d'hygiène et d'assainissement
- la commission des grands travaux,
- la commission des finances et
- la commission des affaires sociales.

Chaque conseiller fait partie d'au moins une commission. Cependant il n'existe aucun document formel précisant la composition et les rôles des commissions communales qui semblent non fonctionnelles. En effet, aucun rapport sanctionnant les travaux des différentes commissions n'a pu être consulté.

4.1.2. Gestion des ressources financières

L'analyse des données budgétaires montre que :

- les taux de réalisation du budget ont été de 65%, 165% et 39% respectivement en 2011, 2012 et 2013. Ainsi, le déficit budgétaire de la ~~commune~~Commune a atteint **73 487 236 F CFA** en 2011 et **224 912 544 F CFA** en 2013 tandis qu'il est fait état d'un excédent budgétaire de l'ordre de **207 752 146 CFA** en 2012. Ces résultats donnent l'impression que les bases d'élaboration du budget ne sont pas suffisamment maîtrisées. La programmation n'est pas assise sur des ressources mobilisables clairement identifiées.
- les taux d'exécution du budget ont été de 60% en 2011 à 143% en 2012, puis à 30% en 2013. Par ailleurs il a été enregistré des excédents d'exercice de l'ordre 10 561 827 F CFA en 2011, 69 578 706 F CFA en 2012 et 33 802 730 en 2013, situation incompréhensible pour une ~~commune~~Commune comme Campo où les besoins de développement demeurent énormes.
- la contribution des recettes propres à la réalisation des budgets communaux est variable et parfois appréciable. Elle est de 54% en 2011, 13% en 2012 et 72% en 2013. Toutefois, ces recettes propres sont très fortement liées à la RFA qui en constitue 73% en 2011, 84% en 2012 et 86% en 2013. Cette forte dépendance des

recettes propres à la RFA constitue un risque majeur pour la [Commune](#), car cette ressource dépend du niveau des activités d'exploitation forestière, par conséquent elles peuvent devenir totalement nulles dans l'avenir comme cela a été le cas en 2009, année au cours de laquelle la [Commune](#) n'a pas pu honorer un (01) seul mois de salaire aux employés

- les taux de recouvrement des taxes communales suivent une courbe irrégulière : 104% en 2011, 22% en 2012 et 37% en 2013. Toutefois les montants générés par ces taxes demeurent très faibles : 1 252 721 F CFA en 2011, 1 984 075 F CFA en 2012 et 4 078 155 F CFA en 2013.
- les recettes par habitant suivent une progression irrégulière, bien que globalement faibles (20 019 F CFA en 2011, 76 086 F CFA en 2012 et 21 104 F CFA en 2013), il en est de même des dépenses par habitant (18 494 F CFA en 2011, 66 036 F CFA en 2012 et 16 222 F CFA en 2013)
- les taux de dépenses d'investissement sont irréguliers. Ils sont passés de 50% en 2011 à 77% 2012, puis à 47% en 2013..

Les résultats sus-présentés suggèrent à la [Commune](#) de maîtriser l'assiette fiscale, de mieux organiser la collecte et la sécurisation des ressources au niveau local et de mettre en place des mécanismes pour promouvoir le développement économique local. Il s'agira de mettre en œuvre des initiatives à même de renforcer la compétitivité locale et d'attirer les investisseurs/opérateurs économiques (amélioration de la fourniture d'énergie, entretien du réseau routier...). La finalité étant d'atteindre les niveaux de recettes permettant d'allouer au moins 70% du budget à l'investissement comme le recommande la réglementation nationale.

4.1.3. Gestion du patrimoine communal

Le patrimoine de la [Commune](#) de Campo est essentiellement constitué :

- du matériel roulant (01 camion benne, 01 pick-up et 02 motos dont 01 est en panne.) ;
- du matériel informatique et de bureau (07 moniteurs, 06 unités centrales, 06 claviers, 04 souris et 02 Imprimantes) ;
- de propriétés immobilières en quantité relativement importante mais ne faisant pas l'objet d'un suivi assidu ;
- de 02 défricheuses
- de 10 écrans plasma
- de 02 Réfrigérateurs
- de 09 Ventilateurs

Ce matériel ne fait pas l'objet de procédures de gestion clairement définies, ce qui entrave sa rentabilité et sa durabilité. A cet effet, il convient de noter que la moto en panne est garée depuis plus de deux (02) ans sans qu'aucun diagnostic n'y soit effectué.

4.1.4. Gestion des relations

La [Commune](#) de Campo n'a pas développé une relation de jumelage avec d'autres [communes](#). Il en est de même de l'intercommunalité avec les [communes](#) voisines. Toutefois, elle entretient globalement de très bonnes relations avec les acteurs locaux et organismes d'accompagnement : tutelle, FEICOM, PNDP, Services Déconcentrés de l'[Etat](#) (SDE), chefferies traditionnelles, Congrégations religieuses, Société civile, Opérateurs économiques

4.1.5. Axes de renforcement de la [Commune](#)

Le tableau ci-après présente les thèmes prioritaires retenus pour le renforcement institutionnel de la [Commune](#) de Campo.

Tableau 3 : Axes de renforcement institutionnel de la [Commune](#) de Campo

N°	Domaine	Thème	Cibles principales (non exhaustif)
1.	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources humaines	Exécutif, Secrétaire Général
		Leadership participatif	Conseillers municipaux, Exécutif municipal et Secrétaire Général
		Techniques de communication et de sensibilisation	Conseillers municipaux, Exécutif municipal et Secrétaire Général
2.	Gestion des ressources financières	Elaboration et gestion du budget	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur
		Techniques de mobilisation, de gestion et de sécurisation des ressources financières	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Chefs de service, ACD, ACF
3.	Gestion du patrimoine communal	Techniques d'archivage	Secrétaire Général, Comptable Matière, ACD, ACF
		Gestion du patrimoine	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Comptable Matière
4.	Gestion des relations	Techniques de négociation et de gestion des partenariats	Exécutif, Secrétaire Général, ACD

4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Les tableaux ci-après présentent par secteur les données consolidées relatives aux problèmes, causes, effets et besoins enregistrés dans la [CommuneCommune](#).

Tableau 4 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'agriculture

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficultés d'accès à une agriculture rentable	<p><u>Faible niveau d'organisation des agriculteurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ‣ Inexistence d'organisations paysannes fiables et représentatives <p><u>Faible niveau de production</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ‣ Outillage rudimentaire ‣ Destruction des cultures (Hérissons, ...) par les ravageurs ‣ Destruction des parcelles agricoles par les éléphants ‣ Non maîtrise des aléas climatiques (perturbation du calendrier agricole) ‣ Difficultés d'accès aux intrants agricoles ‣ Encadrement agricole insuffisant ‣ Mauvaises pratiques agricoles (brûlis) <p><u>Difficultés de conditionnement et de commercialisation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ‣ Enclavement des bassins de production ‣ Non maîtrise des techniques de conditionnement des produits agricoles ‣ Non maîtrise des circuits de commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Niveau élevé de pertes agricoles ‣ Faibles rendements des parcelles agricoles ‣ Faible niveau de revenus des producteurs 	<p><u>Faciliter l'organisation des producteurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ‣ Appuyer la mise en place de 02 coopératives agro-sylvo-pastorales : <ul style="list-style-type: none"> ○ 01 coopérative pour les villages situés sur l'axe Ebianemeyong-Campo ○ 01 coopérative pour les villages situés sur l'axe Ipenyédjé-Campo <p><u>Promouvoir l'amélioration des rendements agricoles</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ‣ Fournir 02 mots tout terrain à la délégation du MINADER ‣ Doter à la délégation du MINADER de 03 agents pour la vulgarisation agricole et l'encadrement des producteurs ‣ Organiser dans les 18 villages de la CommuneCommune des séances de sensibilisation des producteurs sur les méfaits de l'agriculture itinérante sur brûlis et les alternatives à considérer ‣ Vulgariser les conditions à remplir pour avoir accès aux appuis proposés par les projets d'encadrement agricole comme le PNVRA, le PNDRT, le ACEFA, le Projet maïs... ‣ Organiser dans les 18 villages de la CommuneCommune des séances de sensibilisation des producteurs sur les avantages de l'agriculture intégrée, de l'agroforesterie, des semences de qualité, de la fertilisation ‣ Mettre en place des parcelles de production des semences améliorées de bananier manioc et cacao <p><u>Faciliter la commercialisation équitable des produits agricoles</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ‣ Aménager les pistes agricoles ‣ Renforcer les capacités des producteurs en marketing agricole ‣ Vulgariser les techniques de conditionnement des principaux produits agricoles locaux (manioc, banane, cacao...)

Tableau 5 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'élevage- [pêche et industries animales](#)

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Faible valorisation du potentiel pastoral et halieutique local	<ul style="list-style-type: none"> › Faible niveau d'organisation des producteurs (Voir agriculture) › Insuffisance d'encadrement › Insuffisance de vulgarisation et de promotion de l'activité d'élevage et de pisciculture › Pratique de l'élevage extensif (matériels et équipements rudimentaires divagation, petite taille des cheptels, espèces locales rustiques peu productives...) 	<ul style="list-style-type: none"> › Forte pression sur la faune sauvage › Faibles revenus issus de l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> › Fournir 02 motos tout terrain à la délégation du MINEPIA › Doter à la délégation du MINEPIA de 01 technicien d'élevage et 01 infirmier vétérinaire › Sensibiliser les populations sur l'activité d'élevage et de pisciculture › Faciliter l'organisation des producteurs par type d'élevage › Promouvoir l'agriculture intégrée à l'élevage › Promouvoir la pisciculture intégrée à l'élevage › Vulgariser les conditions à remplir pour avoir accès aux appuis proposés par les projets d'encadrement des initiatives d'élevage : ACEFA,... › Former les producteurs sur les techniques de pisciculture et d'élevage de la volaille, des petits ruminants et du porc › Mettre en place une ferme de multiplication pour les espèces améliorées de porcins et volailles › Mettre en place une station d'alevinage

Tableau 6 : Problèmes et besoins consolidés du secteur du développement urbain et de l'habitat

Localité	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Espace urbain communal	Développement/gestion anarchique et faible aménagement des quartiers urbains	<ul style="list-style-type: none"> › Absence des documents de planification urbaine › Absence d'un plan d'occupation des sols › Absence d'un dispositif de collecte et de traitement des ordures ménagères et déchets 	<ul style="list-style-type: none"> › Prolifération des taudis/habitats précaires et insalubres › Promiscuité/insécurité › Mauvaise présentation des façades des la ville › Insalubrité et pollution de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> › ElaborerElaborer et mettre en œuvre un document de planification urbaine › Mettre en place un processus fiable pour la collecte et la gestion des ordures et déchets
Espace urbain et tous les villages	Précarité et insalubrité de l'habitat	<ul style="list-style-type: none"> › Construction dans les zones risques › Construction en matériaux provisoires de mauvaise qualité › Absence de latrines dans les ménages 	<ul style="list-style-type: none"> › EcrolementÉcrolement des habitations › Pratique de la défécation à l'air libre 	<ul style="list-style-type: none"> › Identifier et matérialiser les zones à risques et y interdire les constructions › Sensibiliser les populations sur les risques sanitaires liés à la défécation à l'air libre

Tableau 7 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des domaines, du cadastre et des affaires foncières

Localité	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Précarité des occupations domaniales	<ul style="list-style-type: none"> › Ignorance de la loi foncière et domaniale › Méconnaissance de la procédure d'immatriculation des terres › Complexité et coût de la procédure d'immatriculation foncière › Vente irrégulière et anarchique des terrains › Absence de plan cadastral 	<ul style="list-style-type: none"> › Conflits fonciers entre de nombreux villages et familles 	<ul style="list-style-type: none"> › Sensibiliser les populations sur les risques liés à l'occupation des terres non immatriculées › Vulgariser la loi foncière et domaniale › Vulgariser la procédure d'immatriculation des terres › Elaborer Elaborer et mettre en œuvre le plan cadastral communal

Tableau 8 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des affaires sociales

Localités	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Espace urbain Mintom Nkoélon Afan-Essokié Akak Mabiogo Nazareth Nkoadjap Doum- Essamebenga	Insuffisance d'encadrement des personnes vulnérables (handicapées, orphelins, vieillards, fille-mère...)	<ul style="list-style-type: none"> › Inexistence d'un fichier des nécessiteux et indigents de la commune Commune › Absence d'un centre d'assistance social › Insuffisance de personnel et moyens aux services des affaires sociales › Difficultés de sédentarisation des pygmées 	<ul style="list-style-type: none"> › Faible intégration sociale et économique des personnes vulnérables › Sous scolarisation des OEV (orphelins et enfants vulnérables) › Abus sur les personnes vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> › Construire et équiper le bureau du centre social de Campo › Construire un centre d'accueil pour personnes vulnérables › Elaborer Elaborer un fichier des nécessiteux et indigents › Mettre sur place 02 associations de personnes vulnérables (01 pour personnes du 3ème age âge et 01 pour handicapés) › Sensibiliser les personnes vulnérables sur la nécessité d'établir les cartes nationales d'invalidité › Former et accompagner des personnes vulnérables à la mise en œuvre des AGR › Développer et mettre en œuvre une politique communale d'assistance aux personnes vulnérables

Tableau 9 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la jeunesse et l'éducation civique

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> › Encadrement familial défaillant › Manque d'infrastructures pour le fonctionnement du centre multifonctionnel de promotion des jeunes ; › Faible niveau d'accès aux projets gouvernementaux d'appui par la jeunesse ; › Insuffisance de personnel et d'équipement à la délégation d'arrondissement de la jeunesse › Chômage des jeunes ; › Alcoolisme et toxicomanie croissante 	<ul style="list-style-type: none"> › Exode massif des jeunes vers la Guinée ou les grandes villes du pays (Kribi, Douala, Yaoundé) › Déperdition scolaire ; › Forte prévalence du phénomène des filles-mères › Désœuvrement et oisiveté des jeunes › Délinquance juvénile › Vagabondage sexuel des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> › Construire Construire et équiper le centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse › Appuyer 20 jeunes de la Commune Commune à la mise en place des AGR › Vulgariser les conditions à remplir pour bénéficier des projets gouvernementaux en faveur de la jeunesse (PAJER-U.....) › Développer et mettre en œuvre une politique communale d'appui à la jeunesse et à l'éducation civique › Sensibiliser les familles pour un encadrement adéquat des jeunes › Doter à la délégation du MINJEC de 03 cadres d'animation

Tableau 10 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des sports et de l'éducation physique

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficultés de promotion et de développement des sports et de l'éducation physique	<ul style="list-style-type: none"> › Insuffisances d'infrastructures sportives (aires de jeu, ...) › Inexistence d'associations sportives ; › Inexistence de centres de formation en disciplines sportives 	<ul style="list-style-type: none"> › Rareté des initiatives d'organisation des événements sportifs › Faible développement des sports et loisirs 	<ul style="list-style-type: none"> › Construire un complexe multi sport › Faciliter la mise en place des associations sportives › ElaborerElaborer et adopter un programme pour l'organisation régulière des tournois de vacances

Tableau 11 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la promotion de la femme et de la famille

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficultés de promotion et d'épanouissement de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> › Absence de structure d'encadrement de la femme et de la fille › Forte prévalence du phénomène des unions libres/mariages informels › Faible niveau de prise en compte du genre dans les initiatives locales de développement › Faible capacité organisationnelle des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> › Non respect des délais administratifs pour l'établissement des actes de naissance des enfants › Forte prévalence du phénomène de fille-mère › Faible niveau d'implication des femmes dans les activités génératrices de revenus › Sévices physiques et psychiques sur les femmes › Prostitution des femmes et filles › Faible prise en compte de la planification familiale 	<ul style="list-style-type: none"> › Faciliter la mise en place d'associations féminines › Créer et construire un centre de promotion de la femme et de la famille › Assurer la formation et l'accompagnement des associations de femmes en genre, leadership féminin, mise en place et gestion des AGR (Artisanat, agriculture, couture, transformation des produits agricoles, PFNL...) › Sensibiliser les familles sur l'importance des mariages formels et de la planification familiale

Tableau 12 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des postes et Télécommunications

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficultés d'accès aux NTIC	<ul style="list-style-type: none"> › Faible niveau de couverture de la communeCommune par les réseaux de téléphonie mobile (5 villages sur 18) › Non maîtrise des Nouvelles Technique de l'Information et de la Communication (NTIC) › Télé centre Polyvalent Communautaire non équipé › Non disponibilité du réseau internet 	<ul style="list-style-type: none"> › Faible niveau de communication avec l'extérieur › Faible accès aux informations › Coût élevé des communications téléphoniques 	<ul style="list-style-type: none"> › Assurer l'équipement du télé-centretélécentre communautaire › Construire les antennes relais de téléphonie mobile de manière à couvrir l'ensemble du territoire communal

Tableau 13 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des forêts et de la faune

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Gestion irrationnelle des ressources forestières et fauniques	<ul style="list-style-type: none"> › Faible intégration de la sylviculture › Exploitation abusive des ressources forestières ligneuses › Insuffisance de reboisement › Pratique de l'agriculture itinérante sur brulis › Faible niveau d'information des populations sur la gestion durable des forêts › Faible sensibilisation des populations sur les dangers liés à la destruction des espaces forestiers › Inefficacité des mécanismes de contrôle de l'exploitation des ressources forestières et fauniques 	<ul style="list-style-type: none"> › Dégradation du couvert forestier › Perte de la biodiversité › Contribution au changement climatique › Prolifération du braconnage et des coupes sauvages de bois › Destruction des cultures par les animaux du parc particulièrement les éléphants et les guenons 	<ul style="list-style-type: none"> › Promouvoir l'agroforesterie › Mettre en place un programme d'éducation environnementale › Développer des mécanismes de collaboration entre les populations et le MINFOF en vue d'une meilleure surveillance des ressources forestières et fauniques
	Difficultés d'accès des communautés à la redevance forestière	<ul style="list-style-type: none"> › Ignorances des procédures de décaissement de la redevance forestière réservée aux communautés › Insuffisance de communication sur la redevance forestière annuelle 	<ul style="list-style-type: none"> › Faible contribution de l'exploitation forestière sur le développement des communautés riveraines › Frustration des populations 	<ul style="list-style-type: none"> › Sensibiliser les populations sur la procédure à suivre pour avoir accès à la redevance forestière annuelle
Akak	Arrêt d'exploitation de la forêt communautaire	<ul style="list-style-type: none"> › Manque de ressources pour l'actualisation du plan simple de gestion de la forêt communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> › Exploitation illégale des ressources ligneuses de la forêt communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> › Faciliter la mobilisation des ressources pour l'actualisation du plan simple de gestion de la forêt communautaire

Tableau 14 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable

Localité	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Espace urbain et tous les villages	Dégradation progressive de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> › Absence de sensibilisation des populations sur les questions environnementales 	<ul style="list-style-type: none"> › Pollution des cours d'eau › Prolifération des vecteurs de maladies (rongeurs, insectes) 	<ul style="list-style-type: none"> › Mettre en place un programme d'éducation environnementale › Faciliter la mise en place des associations pour la protection de l'environnement › Mettre en place un processus fiable pour la collecte et la gestion des ordures et déchets
Espace urbain		<ul style="list-style-type: none"> › Déversement des déchets et ordures ménagères dans les cours d'eau et dans la nature › Inexistence d'un système de collecte et de gestion des déchets ménagers et industriels 	<ul style="list-style-type: none"> › Contribution aux changements climatiques › Perte quantitative et qualitative de la biodiversité 	
Tous les villages		<ul style="list-style-type: none"> › Destruction des ressources forestières et fauniques › Destruction des zones de mangrove › Pollution du Ntem par les exploitations forestières 	<ul style="list-style-type: none"> › Prolifération des déchets plastiques › Prolifération des maladies hydriques 	

Tableau 15 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la communication

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficultés d'accès aux services de communication	<ul style="list-style-type: none"> › Inexistence d'un centre d'information › Coupures intempestives de courant électrique › Absence de radio communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> › Faible accès aux informations 	<ul style="list-style-type: none"> › Créer, construire et équiper un centre d'information dans la ville de Campo › Faire un plaidoyer auprès de ENEO Cameroon en vue de la maintenance régulière de la centrale thermique qui alimente la ville de campo en énergie électrique › Créer, construire et équiper une radio communautaire dans la ville de Campo

Tableau 16 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la culture

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Faible valorisation du potentiel culturel	<ul style="list-style-type: none"> › Absence d'inventaire du patrimoine culturel (langue, monuments, figures, calendriers culturels, associations culturelles, artistes...) › Absence d'espaces de promotion et de diffusion de la culture locale › Absence de politique communale de développement du secteur de l'art et de la culture 	<ul style="list-style-type: none"> › Absence d'organisation des événements culturels › Perte progressive des valeurs et repères culturels › Faible attrait touristique 	<ul style="list-style-type: none"> › ElaborerElaborer le fichier du patrimoine culturel de la communeCommune › ElaborerElaborer une politique de valorisation et de promotion culturelle communale › Construire foyer culturel communal et un centre multiculturel

Tableau 17 : Problèmes et besoins consolidés du secteur du tourisme

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficultés de valorisation du potentiel touristique de la commune Commune	<ul style="list-style-type: none"> › Inexistence d'un répertoire des sites touristiques › Insuffisance qualitative et quantitative des services offerts dans les structures d'accueil et loisirs (bar, restaurant, auberge,...) › Enclavement des localités disposant de potentiels sites touristiques › Absence d'organisation des événements culturels › Faible médiatisation des sites existant › Faible aménagement des sites touristiques existant 	<ul style="list-style-type: none"> › Faible attrait de la communeCommune pour les touristes 	<ul style="list-style-type: none"> › ElaborerElaborer le répertoire des sites touristiques de la communeCommune › Développer, vulgariser et appliquer les normes à respecter au niveau local pour les structures d'accueil et loisirs (bar, restaurant, auberge,...) › ElaborerElaborer et adopter un programme pour l'organisation régulière des événements culturels › Développer et mettre en œuvre une politique communale de développement du tourisme intégrant l'aménagement, le désenclavement et

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
				la médiatisation des sites touristiques

Tableau 18 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficultés d'accès à la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> › Absence de centre de formation professionnelle dans la CommuneCommune 	<ul style="list-style-type: none"> › Prolifération des diplômés sans qualification › Prévalence du chômage › Désœuvrement et oisiveté › Sous emploi › Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> › Créer une SAR/SM dans la communeCommune de Campo › Vulgariser les conditions à remplir pour bénéficier des projets d'appui à l'insertion professionnelle (PASEM, PAJER-U, PIASSI...) › Assurer l'organisation, la formation et l'accompagnement des chercheurs d'emploi sur l'entrepreneuriat et le leadership › Développer et mettre en œuvre une politique communale de promotion et de soutien à l'auto-emploi
	Difficultés d'accès aux emplois décents	<ul style="list-style-type: none"> › Rareté des opportunités d'emplois › Insuffisance de sensibilisation sur les opportunités de formation et d'emplois › Absence de politique locale de promotion et de soutien à l'auto-emploi › Mauvaise orientation scolaire 		

Tableau 19 : Problèmes et besoins consolidés du secteur du travail et de la sécurité sociale

Localisation	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Prolifération des emplois informels	<ul style="list-style-type: none"> › Faible ouverture des employeurs au respect des prescriptions du code du travail qui instruit l'affiliation obligatoire des employés à la sécurité sociale ; › Insuffisance de contrôle social après des entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> › Précarité des conditions de travail (absence de contrats, licenciements abusifs...) › Non affiliation des travailleurs à la Caisse nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) 	<ul style="list-style-type: none"> › Sensibiliser les entrepreneurs sur leurs responsabilités sociales › Sensibiliser les travailleurs sur leurs droits › Faire un plaidoyer auprès de la CNPS en vue du renforcement du contrôle social des entreprises locales

Tableau 20 : Problèmes et besoins consolidés du secteur du commerce

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Contexte local peu favorable à l'activité commerciale	<ul style="list-style-type: none"> › Faible niveau d'aménagement des infrastructures commerciales › Forte prévalence de la contrebande sur les produits provenant de Guinée-EquatorialeEquatoriale › Tracasserie et corruption aux postes de contrôle des marchandises (Douane, police, gendarmerie) › Mauvaise organisation des opérations de vente › Coût élevé du transport en raison de l'enclavement des 	<ul style="list-style-type: none"> › Prix de vente des marchandises élevés › Concurrence déloyale des produits de la contrebande 	<ul style="list-style-type: none"> › Construire 01 point d'eau potable au complexe commercial de Campo › Construire 01 bloc de latrines genrées au complexe commercial de Campo › Faciliter la mise en place d'une plate-forme entre les différents acteurs de la chaîne de commercialisation › Faire un plaidoyer auprès de ENEO Cameroon en vue de la maintenance régulière de la centrale

Commenté [P5]: Est-ce que le mot « genrées » vraiment français ?!

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
		<ul style="list-style-type: none"> zones d'approvisionnement et du mauvais état des routes › Forte spéculation sur les produits de première nécessité › Fréquentes et longues coupures d'énergie › Fermeture de la frontière Guinéenne 		<ul style="list-style-type: none"> thermique qui alimente la ville de campo en énergie électrique › Assurer l'aménagement régulier des routes desservant la Commune

Tableau 21 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des industries, des mines et du développement technologique

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Faible valorisation du potentiel minier et industriel local	<ul style="list-style-type: none"> › Conditions locales peu favorables au développement industriel (énergie, routes ...) › Exploitation anarchique des carrières de sable et de pierres › Potentiel minier non estimé 	<ul style="list-style-type: none"> › Exploitation du sable et des pierres non assujettie aux impôts et taxes › Tissu industriel local très peu fourni (01 seule menuiserie industrielle) 	<ul style="list-style-type: none"> › Évaluer le potentiel minier de la Commune › Organiser l'exploitation des carrières de sable et de pierres

Tableau 22 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat

Localisation	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Espace urbain communal	Difficulté à promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises compétitives	<ul style="list-style-type: none"> › Inorganisation des corps de métiers › Insuffisance d'encadrement des corps de métiers › Conditions locales peu favorables au développement des petites et moyennes entreprises (énergie, route, main d'œuvre,...) › Secteur entrepreneurial fortement informel 	<ul style="list-style-type: none"> › Dépendance aux produits importés › Prolifération des entreprises non viables 	<ul style="list-style-type: none"> › Élaborer un fichier de corps de métiers › Appuyer l'organisation et la structuration des corps de métiers › Assurer la formation et l'accompagnement des associations de corps de métiers dans la mise en place et la gestion des petites et moyennes entreprises
	Performance insuffisante du secteur de l'économie sociale et de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> › Inorganisation des Organisation de l'Économie Sociale (OES) › Non légalisation des OES › Absence d'appui aux OES de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> › Ralentissement de l'économie local 	<p style="text-align: center; font-size: 24px; margin: 0;">48</p> <ul style="list-style-type: none"> › Sensibiliser les OES à s'inscrire au fichier départemental › Faire des plaidoyers auprès du MINPMESSA pour l'octroi d'appui aux OES locales
	Faible niveau de valorisation du potentiel artisanal local	<ul style="list-style-type: none"> › Inexistence d'un fichier des artisans locaux › Absence d'organisation des événements de promotions artisanales (foire d'exposition ...) › Absence d'appui aux artisans pour la participation aux grandes foires d'exposition › Absence de formation sur les techniques de 	<ul style="list-style-type: none"> › Découragement et abandon du secteur par ses acteurs › Baisse du revenu des populations 	<ul style="list-style-type: none"> › Élaborer et tenir à jour un fichier des artisans locaux › Sensibiliser les artisans identifiés à l'inscription au registre Communal des activités artisanales › Faciliter la vente des produits artisanaux (organisation des foires artisanales) › Appui aux artisans en vue de leur participation aux foires extérieures (national et international)

Localisation	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
		promotions artisanales		▸ Organiser annuellement un atelier de formation des artisans locaux sur les techniques de promotion et de valorisation de l'artisanat

Tableau 23 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des enseignements secondaires

Établissement	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Lycée Moderne de Campo	Difficultés d'accès à une éducation de qualité	<ul style="list-style-type: none"> › Insuffisance d'enseignants › Forte proportion d'enseignants à la charge de l'APEE, notamment les jeunes recrues ; › Rémunération faible et irrégulière pour les enseignants à la charge de l'APEE › Refus de certains enseignants de rejoindre les postes d'affectation › Absence de salle de professeurs › Absence de laboratoire de langue › Mauvais état des salles de classe › Insuffisance de salle de classes › Insuffisance du matériel didactique › Bibliothèque non équipée et peu fournie › Absence de laboratoire ; › Absence de salle d'informatique › Absence de points d'eau potable › Insuffisance de latrines › Absence d'aire de jeu 	<ul style="list-style-type: none"> › Performance s académiques insuffisantes › Délinquance juvénile › Déperdition scolaire › Exode rural des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> › Faire un plaidoyer auprès du MINESEC en vue de l'affectation de 20 enseignants (02 de français, 03 de mathématiques, 03 de SVT, 03 de PCT, 01 d'espagnol, 01 d'histoire-géographie, 03 d'anglais, 01 d'allemand, 01 d'informatique et 02 de sport) › Réhabiliter 08 salles de classe ; › Construire 10 nouvelles salles de classe ; › Construire 01 salle de professeurs › Assurer la fourniture de 80 tables bancs (50 pour le 1^{er} cycle et 30 pour le second) ; › Aménager et achalander la bibliothèque; › Construire et équiper un laboratoire scientifique › Construire et équiper un laboratoire de langues › Construire une salle d'informatique; › Construire un bloc de 04 latrines ; › Construire un point d'eau potable › Construire des aires de jeu et d'une clôture
CETIC de Campo		<ul style="list-style-type: none"> › Insuffisance d'enseignants ; › Insuffisance des filières › Insuffisance et faible niveau d'équipement des ateliers; › Mauvais état des salles de classe › Insuffisance de salles de classe › Absence de salle de professeurs › Insuffisance du matériel didactique › Absence de Bibliothèque; › Absence de salle d'informatique › Absence de points d'eau potable › Insuffisance de latrines › Absence d'aire de jeu 		<ul style="list-style-type: none"> › Faire un plaidoyer auprès du MINESEC en vue de l'affectation de 16 enseignants (02 de maçonnerie, 01 d'électricité, 02 menuiserie, 02 section commerciale, 02 de français, 02 de mathématiques, 02 physiques, 02 d'histoire-géographies et 01 de sport) › Construire et équiper 03 blocs d'ateliers: Mécanique, maçonnerie et section commerciale › Renforcer l'équipement de l'atelier de mécanique de 02 moteurs fonctionnels - 01 poste de soudure - 01 chignole › Equiper <u>Équiper</u> l'atelier d'électricité ; › Renforcer l'équipement de l'atelier de menuiserie avec des machines portatives (01 chignole 01 scie circulaire, 01 ponceuse, 01 scie sauteuse) › Réhabiliter 04 salles de classe ; › Construire 16 salles de classe; › Construire une salle de professeurs ; › Fournir 80 tables bancs; › Construire et équiper une bibliothèque ; › Construire un bloc de 04 latrines ;

<u>Etablissement</u>	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> › Construire un point d'eau potable › Construire des aires de jeu › Construire une clôture › Construire une salle d'informatique
CES d'Ebodjé		<ul style="list-style-type: none"> › Insuffisance d'enseignants › Forte proportion d'enseignants non qualifiés recrutés par l'APEE ; › Rémunération faible et irrégulière pour les enseignants à la charge de l'APEE › Insuffisance du matériel didactique › Absence de salle de professeurs › Absence de bibliothèque ; › Absence de laboratoire ; › Absence de laboratoire de langue › Absence de salle d'informatique › Absence de logement pour enseignants › Absence de clôture › Absence de points d'eau potable › Aménagement insuffisant des latrines 	›	<ul style="list-style-type: none"> › Faire un plaidoyer auprès du MINESEC en vue de l'affectation de 08 enseignants (01 de français, 01 de mathématiques, 01 de SVT, 01 d'espagnol, 01 d'histoire-géographie, 01 d'allemand, 01 d'informatique et 01 de sport) › Construire 01 salle de professeurs › Aménager et achalander la bibliothèque; › Construire et équiper un laboratoire scientifique › Construire et équiper un laboratoire de langues › Construire une salle d'informatique; › Aménager les latrines ; › Construire un point d'eau potable › Construire une clôture

Tableau 24 : Problèmes et besoins consolidés du secteur des travaux publics

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficultés d'accès aux villages de la communeCommune	<ul style="list-style-type: none"> › Entretien irrégulier des routes desservant la communeCommune › Mauvais état des routes desservant la communeCommune › Mauvais dimensionnement des routes et ouvrages de franchissement › Affaissement régulier des ouvrages de franchissement 	<ul style="list-style-type: none"> › Rareté des occasions de transport public › Coût élevé du transport des biens et des personnes › Mobilité limitée des biens et personnes 	<p style="text-align: center;">51</p> <ul style="list-style-type: none"> › Faire un plaidoyer auprès du MINTP en vue d'un bon dimensionnement et de l'entretien régulier des routes et ouvrages de franchissement › Assurer la réhabilitation de 07 ponts : 02 à Nkoélon, 01 à Afan Essokié, 01 à Akak, 01 à Ipenyedjé, 01 à Mintom Centre (Carrière) et 01 à Ebodjé › Assurer la construction de 04 ponts : 01 à Ebianemeyong, 01 à Koélong, 01 à Akak et 01 à Mabiogo

Tableau 25 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'enseignement supérieur

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> - Eloignement<u>Eloignement</u> des établissements d'enseignement supérieur - Manque d'information sur les filières porteuses et les grandes écoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes - Déperdition scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> › Développer et mettre en œuvre une politique communale d'appui à l'accès à l'enseignement supérieur › Elaborer<u>Elaborer</u> et diffuser un catalogue d'information sur les filières, les programmes, les débouchés et les conditions d'admission dans les universités et grandes écoles nationales

Tableau 26 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la santé

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> › Insuffisance et absentéisme du personnel sanitaire › Difficultés d'approvisionnement en médicaments › Insuffisance de matériel médical adéquat (lits, ambulance, microscope ...) › Absence de pharmacie dans la ville › Faible niveau d'aménagement des structures sanitaires ; › Absence des moyens logistiques pour le déploiement des équipes médicales et de vaccination › Prolifération des médicaments de la rue › Fermeture de la case de santé d'Akak 	<ul style="list-style-type: none"> › Mauvais suivi prénatal › Irrégularité des campagnes de vaccination › Coût élevé des soins de santé › Pratique de l'automédication 	<p><u>Besoins du CMA de Campo</u></p> <ul style="list-style-type: none"> › Faire un plaidoyer auprès du MINSANTE en vue de l'affectation de 02 IDE, 03 AS et 01 matrone ; › Réhabiliter l'ensemble des bâtiments du CMA ; › Construire un nouveau bâtiment avec 02 bureaux, 01 salle des soins et 05 salles d'hospitalisation › Renforcer des équipements du CMA : 10 lits d'hospitalisation, 01 table d'accouchement ; › Equiper<u>Equiper</u> le laboratoire du CMA ; › Renforcer le dispositif de déplacement : 02 motos tout terrain ; › Construire un point d'eau potable dans le CMA <p><u>Besoins du CSI d'Ebodjé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> › Aménager et équiper une maternité › Faire un plaidoyer auprès du MINSANTE en vue de l'affectation de 01 IDE et 02 AS › Construire un point d'eau potable <p><u>Besoins de la case de santé d'Akak</u></p> <ul style="list-style-type: none"> › Faire un plaidoyer auprès du MINSANTE en vue de la transformation de la case de santé d'Akak en Centre de Santé Intégré

Tableau 27 : Problèmes et besoins consolidés du secteur du transport

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficultés de mobilité des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> › Tracasseries policières › Absence d'agence de voyage desservant régulièrement Campo › Absence d'une station service et spéculation sur la vente des carburants › Inexistence d'une véritable gare routière › Mauvais état des routes › Faible niveau d'organisation des transporteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Coûts de transport élevés - Prédominance des transporteurs clandestins 	<ul style="list-style-type: none"> › Organiser des consultations multipartites en vue de la suppression des contrôles routiers fantaisistes › Aménager un espace à utiliser comme gare routière › Faciliter la mise en place d'une association de transporteurs › Sensibiliser les chauffeurs et transporteurs sur la nécessité de se conformer à la réglementation en vigueur dans leur secteur d'activité

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
		<ul style="list-style-type: none"> › Forte spéculation sur les prix de transport (Saison de pluie particulièrement) › Etat <u>État</u> défectueux des véhicules de transport public › Chauffeurs ne disposant pas des pièces réglementaires 		<ul style="list-style-type: none"> › Assurer l'aménagement régulier des routes desservant la commune <u>Commune</u>

Tableau 28 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'eau et de l'énergie

Localité	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Espace urbain	Difficultés d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> › Faible étendue de l'adduction d'eau potable de la ville de Campo › Insuffisance de personnel affecté à la gestion de l'Adduction d'eau desservant la ville de Campo ; › Vétusté des canalisations et de la station de traitement ; › Entretien insuffisant des infrastructures (château, station de traitement ...) › Mauvaise qualité de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> › Pénibles corvées d'eau/forte proportion de temps réservée à la recherche de l'eau › Consommation d'eau souillée (pluie, sources, rivière) › Prolifération des maladies hydriques 	<ul style="list-style-type: none"> › Faire le plaidoyer auprès de la CDE en vue de : <ul style="list-style-type: none"> - l'affectation de 02 techniciens pour l'entretien et la gestion de l'adduction d'eau potable - la réhabilitation et l'extension de la station de traitement de l'eau ; - la construction d'un second château pour les quartiers non desservis ; - l'extension du réseau d'eau potable vers les quartiers Ipono, Mvasse, Mintom et Tondefom
Tous les villages		<ul style="list-style-type: none"> › Insuffisance des points d'eau potable › Eloignement <u>Eloignement</u> des points d'eau potable › Nombreux points d'eau non fonctionnels › Faible implication des populations dans la construction des points d'eau › Insuffisance de COGES › Mauvaise qualité de la ressource au niveau de certains points d'eau 		
Espace urbain	Difficultés d'approvisionnement régulier en énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> › Coût d'exploitation de la centrale thermique élevée › Capacité limitée de la centrale par rapport à la demande d'énergie émanant de la ville; › Electrification <u>Electrification</u> partielle de l'espace urbain ; › Vétusté des équipements de la centrale (01 moteur sur 02 en panne) et des infrastructures de transport d'énergie › Insuffisance de personnel à la centrale 	<ul style="list-style-type: none"> › Ralentissement de l'activité économique › Faible accès à l'information et aux NTIC › Destruction des appareils ménagers › Insécurité › Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> › Faire le plaidoyer auprès de ENEO Cameroun en vue de : <ul style="list-style-type: none"> - Créer un centre ENEO à Campo - la connexion de la ville de Campo au réseau inter connecté Sud - l'extension du réseau d'électrification aux quartiers de Mintom-Ville, Mvasse, Ipono, Tondefom

Localité	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
		<ul style="list-style-type: none"> › Entretien insuffisant des installations électriques › Procédure de branchement longue et onéreuse 		
Mintom et Itondé Fang		› Réseaux électriques non fonctionnels		› Réaliser les études en vue de rendre fonctionnels les réseaux électriques
Autres villages		› Absence de réseau électrique		› Étendre le réseau à l'ensemble des villages de la Commune (16 villages à électrifier)

Tableau 29 : Détail des besoins en infrastructures d'eau potable pour les villages

Besoin	Type d'ouvrage concerné	Localisation de l'ouvrage															Total	
		Nkoélon	Nkoadjap	Doum-Essamedjang	Ebianemeyong	Afan-Essokié	Mabiogo	Ebodje	Malaba	Akak	Bitande Asso	Itande Fang	Ebodje	Mbenji	Mintom	Bouandjo		Nazareth
Construction	F / P	01	01	01	01	01		01	01	01		01	01	01	01	01	01	14
Réhabilitation	P	01	01	01	01	01	02	02										09

Légende

F	Forage	P	Puits
----------	--------	----------	-------

Tableau 30 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'administration territoriale, de la décentralisation, de la sécurité publique et du maintien de l'ordre

Localisation	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficultés d'accès aux services administratifs	<ul style="list-style-type: none"> › Non fonctionnalité des bureaux d'état civil existant › Absentéisme des personnels de l'administration › Vétusté des bâtiments administratifs › Manque de matériel de travail dans les services administratifs 	<ul style="list-style-type: none"> › Mauvaise qualité des services rendus par l'administration › Non satisfaction des populations › Faible confiance des populations vis-à-vis des services administratifs › Coût élevé des actes d'état civil en raison des frais de transport 	<ul style="list-style-type: none"> › Construire et équiper des bâtiments modernes pour abriter les services administratifs communaux › Veiller à l'application systématique dispositions des manuels de procédures administratives pour la gestion des personnels administratifs › Remettre en fonctionnement les Centres d'Etat Civil d'Akak et d'Ebodje
Bouandjo et Doum Essamebenga	Litige frontalier	› Contestation des limites des 02 villages par leurs populations respectives	› Tensions entre les populations des 02 villages	› Faciliter la matérialisation formelle des limites des 02 villages par une commission mixte intégrant le Sous-préfet, le Maire ainsi que d'autres experts jugés utiles

Tableau 31 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de la recherche scientifique et de l'innovation

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficulté d'accès aux produits de la recherche et au développement des innovations scientifiques	<ul style="list-style-type: none"> › Coût élevé des produits développés par la recherche › Faible connaissance/collaboration avec les structures de vulgarisation des produits de la recherche 	<ul style="list-style-type: none"> › Faible prise en compte des innovations scientifiques et technologiques dans les systèmes locaux de production et le mode de vie des populations locales 	<ul style="list-style-type: none"> › ElaborerElaborer et diffuser un catalogue d'information sur les organismes de recherche et les programmes de vulgarisation des innovations scientifiques et technologiques

Tableau 32 : Problèmes et besoins consolidés du secteur de l'éducation de base

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins / idées de projets
Tous les villages	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> › Délabrement de l'Inspection d'arrondissement de l'éducation de base ; › Insuffisance d'Instituteurs dans les écoles › Insuffisance de tables bancs › Insuffisance de salles de classe › Absence de point d'eau potable dans les écoles ; › Absence de rampes d'accès pour handicapés ; › Insuffisance de matériel didactique › Insuffisance de bureau pour les enseignants › Elèves insuffisamment dotés de fournitures scolaires › Insuffisance d'aménagement des établissements › Absentéisme des enseignants › Irrégularité des salaires des maîtres des parents 	<ul style="list-style-type: none"> › Mauvaises conditions de travail pour les enseignants › Mauvais encadrement des élèves › Faible épanouissement des enfants › Performances académiques insuffisantes 	<ul style="list-style-type: none"> › Réfectionner les bâtiments en mauvais état (61) › Construire 22 nouvelles salles de classes › Renforcer le corps enseignant (56) › Fournir 165 tables bancs › Construire 09 points d'eau › Réhabiliter 01 point d'eau (EP Ebodjé) › Construire 18 latrines › Fournir 144 bacs à ordures › Construire 18 clôtures › Aménager les espaces verts dans l'ensemble des établissements scolaires (18) › Construire 46 logements pour enseignants › Construire et équiper selon les standards en vigueur l'IAEB de Campo

Tableau 33 : Détail des besoins écoles primaires et maternelles existantes

Village	Statut école	Etat des besoins										
		Besoins en enseignants	Réhabilitation salle	Construction	Tables bancs	Construction de points d'eau	Latrines	Bac à ordures	Reboisement	Clôture	Logement enseignants	
EP Campo-Ville	Pub	0	15	0	20	1	4	10	1	1	0	
EM Campo-Ville	Pub	1	0	0	0	0	0	4	1	1	0	
EP Campo-Beach	Pub	4	7	0	20	1	0	10	1	1	0	
EM Campo-Beach	Pub	0	2	0	15	0	0	4	1	1	0	
EP Ipono	Pub	4	3	0	0	0	0	10	1	1	0	
EP Bilingue	Pub	4	2	5	20	1	0	10	1	1	0	
EM Bilingue	Pub	1	0	2	10	0	2	4	1	1	0	
EP Ebiamemeyong	Pub	6	0	3	0	1	0	10	1	1	6	
EP Nkoélon	Pub	6	2	2	0	1	0	10	1	1	6	
EP EAkakAkak	Pub	4	3	0	0	0	0	10	1	1	6	
EP Mabiogo	Pub	5	8	0	0	1	0	10	1	1	6	
EP Ebodje	Pub	5	9	0	0	1	6	10	1	1	6	
EM Ebodje	Pub	2	0	2	20	0	0	4	1	1	2	
EP Bouandjo	Pub	6	4	0	10	0	0	10	1	1	6	
EM Bouandjo	Pub	2	0	2	20	0	0	4	1	1	2	
EP Itonde Fang	Pub	5	3	3	20	1	4	10	1	1	6	
EP Catholique	Pr	1	3	3	10	1	0	10	1	1	0	
EM Catholique	Pr	0	0	0	0	0	2	4	1	1	0	
Total		56	61	22	165	9	18	144	18	18	46	

Tableau 34 : Synthèse sur les changements climatiques

N°	Secteur	Tendances	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Capacité d'adaptation	Solutions envisagées	Villages/Zones concernés
1.	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> › Variation du cycle des pluies › Variation des températures moyennes › Inondations des parcelles agricoles › Récurrence des vents violents 	<ul style="list-style-type: none"> › ErosionÉrosion des sols › Savanisation de la végétation › Destruction des cultures › Augmentation des maladies des tubercules 	<ul style="list-style-type: none"> › Perturbation du calendrier agricole › Baisse des rendements agricoles › Baisse de revenus 	Moyen	› Bonne	<ul style="list-style-type: none"> › Promouvoir et vulgariser les nouvelles techniques agroforestières : régénération naturelle assistée (RNA) › Drainage des parcelles agricoles 	Tous les villages
2.	Elevage Élevage et pêche	<ul style="list-style-type: none"> › Perturbation du régime des cours d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> › Assèchement de certains cours d'eau › Prolongement des crues pour certains cours d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> › Diminution des produits de la pêche › Abandon de la pêche au profit de la chasse 	Elevé Élevé	› Faible	<ul style="list-style-type: none"> › Promouvoir la pisciculture et l'élevage 	Tous les villages
3.	Eau	<ul style="list-style-type: none"> › Pollution des eaux superficielles 	<ul style="list-style-type: none"> › Diminution de la faune et de la flore aquatique 	<ul style="list-style-type: none"> › Augmentation des dépenses de santé 	Moyen	› Bonne	<ul style="list-style-type: none"> › Construire des points d'eau potable › EviterEviter d'exposer des matières polluantes sur les voies de ruissellement des eaux de pluies ou d'écoulement des cours d'eau 	Tous les villages
4.	Habitat	<ul style="list-style-type: none"> › Récurrence des vents violents 	<ul style="list-style-type: none"> › Destruction des habitations et salles de classe 	<ul style="list-style-type: none"> › Accroissement des populations vulnérables › Perturbation du fonctionnement des écoles, oisiveté des élèves 	Moyen	› Bonne	<ul style="list-style-type: none"> › Construire les haies vives autour des maisons et infrastructures sociales 	Tous les villages
5.	Forêts-Faune	<ul style="list-style-type: none"> › Dégradation du couvert forestier 	<ul style="list-style-type: none"> › ErosionÉrosion des sols › Migration des espèces fauniques › Perte du potentiel 	<ul style="list-style-type: none"> › Raréfaction des produits forestiers et fauniques › Difficultés à pratiquer la pharmacopée traditionnelle 	Elevé Élevé	› Moyen	<ul style="list-style-type: none"> › Promouvoir et vulgariser les nouvelles techniques agroforestières : régénération naturelle assistée (RNA) 	Tous les villages

57

N°	Secteur	Tendances	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Capacité d'adaptation	Solutions envisagées	Villages/Zones concernés
			floristique et faunique	› Perturbation des régimes alimentaires locaux				

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE 59

5.1. Vision stratégique et objectifs du PCD

La vision qui sous-tend l'exécution du PCD est encadrée par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi. Il s'agit de promouvoir des changements positifs, profonds et durables dans l'environnement local. A cet effet, la vision de la [CommuneCommune](#) de Campo se décline comme suit : « **Faire de la [CommuneCommune](#) de Campo à l'horizon 2025, un espace économique attrayant et compétitif où règnent le plein emploi et la prospérité** ».

Comme déjà mentionné dans l'introduction, le PCD a pour objectif de doter la [CommuneCommune](#) de Campo d'un outil contenant les axes stratégiques et les actions opérationnels servant de référentiel pour l'impulsion d'un développement concerté, participatif et durable.

Plus spécifiquement, le PCD vise à :

- définir les orientations du développement local et servir de référence à toutes les actions ;
- animer et conscientiser les populations concernées sur la nécessité de leur participation effective dans toutes les initiatives de développement local ;
- revaloriser les connaissances traditionnelles et stimuler et soutenir les initiatives locales;
- permettre une meilleure appropriation des initiatives locales par les groupes concernés ;
- provoquer une auto analyse de leur situation par les populations en vue de réactiver une dynamique interne de discussion et de changement ;
- permettre une information de chacune des parties concernées sur la situation des intérêts et des besoins de toutes les parties prenantes ;
- permettre d'établir de nouveaux rapports de travail entre les villages, la [CommuneCommune](#), les services publics et privés et les organismes de développement ;
- servir d'élément fédérateurs entre différents partenaires pour servir d'articulation avec les niveaux économiques, techniques et administratifs locaux, régionaux et internationaux ;

Pour atteindre les objectifs définis et réaliser cette vision, la mise en œuvre des besoins et idées de projets identifiés dans la phase des diagnostics participatifs est indispensable. Pour cela, les interventions à entreprendre seront tirées des projets prioritaires identifiées par les populations à la base et des cadres logiques inspirées de la consolidation des différents diagnostics.

5.2. Cadres logiques sectoriels

Le cadre logique est un outil important pour la planification, il permet de présenter dans un tableau l'essentiel des éléments des projets conçus. Il permet également d'établir le lien entre les ressources du projet, son objectif global (but), son objectif spécifique ainsi que les résultats escomptés et les activités y afférant sans oublier les hypothèses pouvant influencer la réussite ou l'échec des interventions.

Les tableaux suivants présentent les cadres logiques permettant la mise en œuvre des projets identifiés lors de la réalisation des diagnostics participatifs de la [CommuneCommune](#) de Campo.

Tableau 35 : Cadre logique du secteur de l'agriculture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles	Part de la production agricole dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricoles	Nombre d'appuis déployés	↳ Rapports et données d'enquêtes
Objectif spécifique	Promouvoir le développement d'une agriculture rentable	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Niveau/taux d'accroissement des revenus agricoles ↳ Niveau/taux de réduction des pertes post-récoltes 	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Rapports du MINADER ↳ Compte d'exploitation des groupes encadrés 	↳ Conditions climatiques favorables	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Hauteur des précipitations ↳ Températures moyennes ↳ Cycle des pluies 	↳ Rapports météorologiques
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les producteurs sont organisés en groupes viables	↳ Nombre de coopératives agricoles mises en place	↳ Rapports du MINADER	↳ Populations désireuses de constituer des coopératives	↳ Nombre de dossiers de création de coopératives agricoles constitués	↳ Rapports de la DDAADER/ Océan
	2. L'encadrement des producteurs est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Rendements agricoles moyens ↳ Nombre de programmes localement actifs dans l'encadrement des producteurs ↳ Nombre de groupes/producteurs agricoles effectivement encadrés par la DAADER 	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Rapports du MINADER ↳ Rapports des services communaux 	▶	▶	▶
	3. Les facilités pour une commercialisation équitable des produits agricoles sont mises en place	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Longueur des pistes agricoles aménagées ↳ Nombre de groupes/producteurs formés sur la commercialisation des produits agricoles ↳ Taux de pertes post-récolte 	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Rapports du MINADER ↳ Rapport du MINTP ↳ Rapports des services communaux 	▶	61	▶
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. Organiser dans chacun des 18 villages de la Commune Commune des séances de sensibilisation sur l'importance, le processus de mise en place, l'adhésion et le fonctionnement des coopératives agricoles (Coûts administratifs)		2.1 Faire un plaidoyer auprès du MINADER en vue de : <ul style="list-style-type: none"> ↳ l'octroi de 02 motos tout terrain à la DAADER ↳ l'affectation ou du recrutement de 03 agents pour la vulgarisation agricole et l'encadrement des producteurs au profit de la DAADER ↳ la réhabilitation-construction du poste agricole d'Akak (1 x 250 000 FCFA = 250 000 F CFA) 		3.1 Faire le plaidoyer auprès du MINTP pour l'inscription des ressources au BIP pour la réhabilitation des pistes agricoles et routes rurales de la Commune Commune de Campo (Cf. cadre logique MINTP)		

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

<p>1.2. Faciliter l'organisation des assemblées générales constitutives de 02 coopératives agricoles :</p> <ul style="list-style-type: none"> > 01 coopérative pour les villages situés sur l'axe Ebianemeyong-Campo > 01 coopérative pour les villages situés sur l'axe Ipenyéjé-Campo <p>(Coûts administratifs)</p>	<p>2.2 Organiser dans chacun des 18 villages de la CommuneCommune des séances de sensibilisation des producteurs sur les méfaits de l'agriculture itinérante sur brûlis et les alternatives liées (agriculture intégrée, agroforesterie, utilisation des semences améliorées, recours à la fertilisation....)</p> <p>(Coûts administratifs)</p>	<p>3.2. Organiser dans chacun des 18 villages de la CommuneCommune un atelier de formation des producteurs sur la commercialisation des produits agricoles et les techniques de conditionnement des principaux produits agricoles locaux (manioc, maïs, cacao...)</p> <p>(Coûts administratifs)</p>
<p>2.3. Appuyer la légalisation des 02 coopératives</p> <p>(Coûts administratifs)</p>	<p>2.3 Sensibiliser les groupes de producteurs sur les conditions à remplir pour avoir accès aux appuis proposés par les projets d'encadrement agricole comme le PNVRA, le PNDRT, le PACA, ACEFA, le Projet maïs... (Coûts administratifs)</p> <p>2.4 Mettre en place des champs semenciers :</p> <p>2.4.1 Pépinières de 100 000 rejets de bananier (100 FCFA x100_000_FCFA= 10 000 000FCFA)</p> <p>2.4.2. 05 Ha de manioc</p> <p>(1x4 000_000_FCFA= 4 000 000FCFA)</p>	
<p style="text-align: right;">(Coûts administratifs)</p>	<p style="text-align: right;">14 000 000 F CFA</p>	
<p>Total estimatif</p>		<p style="text-align: right;">14 000 000 F CFA</p>

Mis en forme : Portugais (Brésil)

Tableau 36 : Cadre logique du secteur de l'élevage, pêche et industries animales

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales et halieutiques	- Part des productions animales dans le PIB - Part de la production halieutique dans le PIB	› Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les productions animales et halieutiques	Nombre d'appui déployés	› Rapports et données d'enquêtes
Objectif spécifique	Promouvoir la valorisation optimale du potentiel pastoral et halieutique local (Accroissement durable des productions et commercialisation équitable)	› Niveau/taux d'accroissement des revenus issus de l'élevage et aquaculturees › Niveau/taux de réduction de la contribution de la viande de brousse dans l'alimentation des ménages › Niveau/taux de réduction des revenus issus de la vente viande de brousse	› Rapports du MINEPIA › Rapports des éleveurs	› Absence d'épizooties	› Taux de mortalité dans les élevages	› Rapports MINEPIA
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les éleveurs sont organisés en groupes viables	› Nombre de coopératives mises en place	› Rapports du MINEPIA	› Populations désireuses de constituer des coopératives	› Nombre de dossiers de création de coopératives constitués	› Rapports de la DDEPIA/Océan
	2. L'encadrement des éleveurs est amélioré	› Taux de productivité des élevages locaux › Nombre de programmes localement actifs dans l'encadrement des éleveurs › Nombre de groupes/éleveurs effectivement encadrés par la DAEPIA	› Rapports du MINEPIA › Rapports des services communaux	›	›	›
	3. La pratique de l'activité d'élevage est renforcée et améliorée	› Taux de nouveaux éleveurs › Taux d'accroissement des cheptels locaux › Niveau/taux de réduction de l'élevage extensif	› Rapports du MINEPIA › Rapports des services communaux	› 63	›	›
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. Organiser dans chacun des 18 villages de la CommuneCommune des séances de sensibilisation sur l'importance, le processus de mise en place, l'adhésion et le fonctionnement des coopératives d'éleveurs (Coûts administratifs)		2.1 Faire un plaidoyer auprès du MINEPIA en vue de : › l'octroi de 02 motos tout terrain à la DAEPIA › l'affectation ou du recrutement d'un technicien d'élevage et d'un infirmier vétérinaire au profit de la DAEPIA (01 x 250 000 FCFA = 250 000 F CFA)		3.1. Organiser dans chacun des 18 villages de la CommuneCommune des séances de sensibilisation sur l'activité d'élevage et de pisciculture (Coûts administratifs)		

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

1.2. Faciliter l'organisation des assemblées générales constitutives de 02 coopératives d'éleveurs : > 01 coopérative pour les villages situés sur l'axe Ebianemeyong-Campo > 01 coopérative pour les villages situés sur l'axe Ipenyédjé-Campo (Coûts administratifs)	2.2 Organiser dans chacun des 18 villages de la Commune Commune des séances de sensibilisation des éleveurs sur les techniques d'élevage intégré (Coûts administratifs)	3.2. Organiser dans chacun des 18 villages de la Commune Commune un atelier de formation des éleveurs sur les techniques de pisciculture et d'élevage de la volaille, des petits ruminants et du porc (Coûts administratifs)
2.3. Appuyer la légalisation des 02 coopératives (Coûts administratifs)	2.3 Sensibiliser les groupes mis en place sur le processus d'accès des différents projets gouvernementaux ou non d'appui aux secteurs de l'élevage (ACEFA, AFOP...) (Coûts administratifs)	3.3. Mettre en place une ferme de multiplication pour les espèces améliorées de porcins (01 x 20 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA)
		3.4. Mettre en place une station d'alevinage (01 x 10 000 000F CFA = 40 000 000 F CFA)
5 800 000 F CFA	250 000 F CFA	60 000 000 F CFA
Total estimatif		60 000 000 F CFA

Tableau 37 : Cadre logique du secteur du développement urbain et de l'habitat

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectifs spécifiques	Promouvoir le développement harmonieux et l'aménagement adéquat des habitats urbains	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de quartiers aménagés ▸ Niveau/taux d'aménagement des quartiers urbains 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINDUH ▸ Rapports des services communaux 	▶	▶	
	Promouvoir les habitats décents	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Niveau/taux de réduction des habitats implantés dans les zones à risques ▸ Niveau/taux d'accroissement des habitats décents 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINDUH ▸ Rapports des services communaux 	▶	▶	
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'utilisation de l'espace urbain est organisée et réglementée	▸ 01 plan d'aménagement de l'espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINDUH ▸ Rapports des services communaux 	▶		
	2. L'occupation de l'espace urbain communal est conforme aux prescriptions du plan d'urbanisation	▸ Taux d'occupation anarchique de l'espace urbain communal	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINDUH ▸ Rapports des services communaux 	▶		
	3. L'intérêt des populations locales pour les habitats décents est accru	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Niveau/taux de réduction des habitats précaires ▸ Niveau/taux de réduction des habitats victimes des aléas naturels ▸ Niveau/taux de réduction de la défécation à l'air libre 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINDUH ▸ Rapports des services communaux 	▶		
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. En collaboration avec le MINHDU, recruter un consultant selon les procédures en vigueur pour la réalisation du plan sommaire d'urbanisme (PSU) de la ville de Campo (1 x 25 000 000 = 25 000 000 F CFA)		2.1. Mise en place d'une commission d'examen et contrôles du niveau de respect des règles d'urbanisme	3.1 Organiser dans chacun des 18 villages de la CommuneCommune des séances de sensibilisation sur les risques liés à la construction des habitats précaires et/ou dans les zones à risques (18 x 200 000F CFA = 3 600 000 F CFA)			
		2.2. Organiser dans chacun des quartiers urbains de la CommuneCommune des séances de sensibilisation sur le plan d'aménagement de la ville (01 x 1 000 000 FCFA=1 000 000 FCFA)	3.2 Organiser dans chacun des 18 villages de la CommuneCommune des séances de sensibilisation sur les risques liés à la pratique de la défécation à l'air libre (18 x 200 000F CFA = 3 600 000 F CFA)			
		2.3. Organiser sur une base mensuelle des missions de contrôle du respect des dispositions du plan d'aménagement de la ville (Coûts administratifs)	3.3. Organiser dans chacun des 18 villages de la CommuneCommune des missions pour l'identification et la matérialisation des zones à risques (18 x 500 000F CFA = 9 000 000 F CFA)			
25 000 000 FCFA		1 000 000 FCFA	16 200 000 FCFA			
Total estimatif			37 200 000 F CFA			

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Commenté [P6]: Réorganiser les colonnes et ajouter un 4^{ème} Axe des résultats.

65

Tableau 38 : Cadre logique du secteur des domaines, du cadastre et des affaires foncières

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectifs spécifiques	Promouvoir l'occupation pérenne des ressources domaniales	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Niveau/taux d'accroissement des parcelles immatriculées ▸ Niveau/taux de réduction des conflits fonciers 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINDCAF ▸ Rapports de la sous-préfecture 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	
Résultats (Axes stratégiques)	1. La CommuneCommune dispose des réserves foncières	▸ Titre fonciers des réserves foncières communales	▸ Rapports du MINDCAF	▸		
	2. Les populations se sont appropriéesapproprié la loi foncière et la procédure d'immatriculation des terres	▸ Niveau/taux d'accroissement des demandes de titres fonciers	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports de la sous-préfecture ▸ Rapports de la sous-préfecture 	▸		
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1 En collaboration avec le MINDCAF, recruter un consultant selon les procédures en vigueur en vue de l'élaboration d'un plan cadastral ressortant les réserves foncières pouvant être affectées à la communeCommune (01 x 20 000 000 FCFA = 20 000 000 F CFA)			2.1. Organiser dans chacun des 18 villages de la CommuneCommune des séances de sensibilisation sur les risques liés à l'occupation des terres non immatriculées (18 x 200 000 F CFA = 3 600 000 F CFA)			
1.2 Procéder à l'immatriculation des terres faisant partie des réserves foncières de la communeCommune (01 x 50 000 000 FCFA = 50 000 000 F CFA)			2.2. Produire et distribuer 2 500 fiches de synthèse présentant la loi foncière ainsi que les étapes à suivre dans la procédure d'immatriculation des terres (2 500 x 500 F CFA = 1 250 000 F CFA)			
70 000 000 F CFA			4 850 000 F CFA			
Total estimatif			74 850 000 F CFA			

Commenté [P7]: Chercher dans le DSCF ou ailleurs un objectif supérieur conforme à ce secteur

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Tableau 39 : Cadre logique du secteur des affaires sociales

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir une meilleure insertion sociale des personnes vulnérables	▷ Niveau/taux d'accroissement des personnes vulnérables bénéficiant d'un encadrement		▶	▶	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le suivi des personnes vulnérables est mieux organisé	▷ 01 politique communale d'assistance aux personnes vulnérables ▷ 01 fichier de personnes vulnérables	▷ Rapports du MINAS	▲		
	2. La capacité de la Commune Commune est améliorée en matière d'accueil et de traitement des personnes vulnérables	▷ 01 centre social complexe pour personnes vulnérables construit	▷ Rapports des services communaux	▲		
	3. Des mécanismes favorables à l'autonomisation socio-économique des personnes vulnérables sont mis en place	▷ Niveau/taux d'accroissement des personnes vulnérables exerçant une activité économique viable		▲		
Activités						
Pour R1		Pour R2	Pour R3			
1.1. Elaborer Elaborer un fichier de personnes vulnérables présentes à travers dans la l'ensemble des 48 villages de la Commune Commune (18 x 50 000 F CFA = 900 000 F CFA)		2.1 Faire un plaidoyer auprès du MINAS pour la construction d'un centre social complexe pour personnes vulnérables dans la Commune Commune de Campo (01 x 500 000 = 500 000 F CFA)	3.1. Identifier, sur la base du fichier des personnes vulnérables, les individus en mesure de réaliser des activités économiques localement rentables (Coûts administratifs)			
1.2. Sensibiliser les personnes vulnérables sur la nécessité d'établir les cartes nationales d'invalidité (01 x 1 000 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)			3.2. Organiser 10 sessions pour la formation des individus identifiés à la mise en œuvre et la gestion des activités génératrices de revenus (10 x 1 000 000 F CFA = 10 000 000 F CFA)			
			3.3. Sensibiliser les conseillers municipaux afin que soit inscrite chaque année au budget de la Commune Commune une ligne pour l'appui à la mise en œuvre et au suivi-accompagnement des AGR portées par les personnes vulnérables (Coûts administratifs)			
1 900 000 F CFA		500 000 F CFA	67			
Total estimatif			10 000 000 F CFA			
			12 400 000 FCFA			

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Tableau 40 : Cadre logique du secteur de la jeunesse et l'éducation civique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir l'insertion socioprofessionnelle des jeunes	› Taux de chômage de la population jeune	› Rapports du MINJEC	▶	▶	
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'encadrement et l'orientation socioprofessionnels des jeunes sont améliorés	› 01 centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse › Nombre de jeunes faisant l'objet d'un encadrement sur le plan socioprofessionnel	› Rapports du MINJEC › Rapports des services communaux	▶		
	2. L'autonomisation socio-économique des jeunes est renforcée	› Nombre de jeunes exerçant une AGR	› Rapports du MINJEC › Rapports des services communaux	▶		
	3. Les jeunes de la Commune Commune sont sensibilisés sur les méfaits de l'alcoolisme, du tabagisme et de la toxicomanie	› Taux de jeunes affectés par l'alcoolisme, le tabagisme et la toxicomanie	› Rapports du MINJEC › Rapports des services communaux	▶		
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. Faire un plaidoyer auprès du MINJEC en vue de : ▶ la construction et l'équipement d'un centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse dans la commune Commune de Campo ▶ l'affectation ou de le recrutement de deux (02) cadres de jeunesse et d'animation (04-02 x 250 000 FCFA = 5 000 000 F CFA)		2.1 Etablir Etablir un fichier regroupant d'une part les jeunes impliqués dans une AGR et les jeunes désœuvrés (Coût administratif)		3.1 Organiser dans chacun des 18 villages de la Commune Commune des séances de sensibilisation sur les méfaits liés à la consommation du tabac, de l'alcool et des drogues (Causeries éducatives et kermesses ...) (18 x 200 000F CFA = 3 600 000 F CFA)		
		2.2 Organiser des sessions de formation des jeunes dans les métiers porteurs eu-égard au contexte local		3.2 Organiser mensuellement des causeries éducatives avec les jeunes dans les établissements d'enseignement secondaire de la Commune Commune (12x3 x 100 000F CFA = 3 600 000 F CFA)		
		2.3 2 Sélectionner et appuyer annuellement 20 jeunes de la Commune Commune dans la mise en place des AGR (20 x 1 000 000 F CFA = 20 000 000 F CFA) 2.4 2 Sensibiliser les jeunes déjà impliqués dans les AGR sur les procédures d'obtention des appuis des projets gouvernementaux (PAJER-U, SCNPD...) (Coût administratif)		3.3 Organiser en collaboration avec les forces de l'ordre des opérations de répression du trafic des stupéfiants (Coûts administratifs)		
250 000 F CFA		20 000 000 F CFA		3 600 000 F CFA		
Total estimatif				23 850 500 F CFA		

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Police :Gras

Mis en forme : Retrait : Gauche : 0,69 cm, Sans numérotation ni puces

Mis en forme : Surlignage

Tableau 41 : Cadre logique du secteur des sports et de l'éducation physique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir le développement du sport	▸ Niveau/taux d'accroissement des personnes exerçant des activités sportives	▸ Rapports du MINSEP	▲	▲	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Des infrastructures sportives sont mises en place	▸ 01 complexe multi sport	▸ Rapports du MINSEP ▸ Rapports des services communaux	▲		
	2. La pratique des activités sportives est mieux organisée	▸ Niveau/taux d'accroissement des associations sportives ▸ Niveau/taux d'accroissement des événements sportifs	▸ Rapports du MINSEP ▸ Rapports des services communaux	▲		
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Faire un plaidoyer auprès du MINSEP pour la création et la construction d'un complexe multi-sport dans la ville de Campo (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)			2.1 Organiser dans chacun des 18 villages de la CommuneCommune des séances de sensibilisation des populations sur les bienfaits du sport et sur l'importance des associations sportives (18 x 200 000 F CFA = 3 600 000 F CFA)			
			2.2 Sensibiliser les conseillers municipaux afin que soit inscrite chaque année au budget de la CommuneCommune une ligne pour l'organisation de tournois de vacances (Coûts administratifs)			
250 000 F CFA			3 600 000 F CFA			
Total estimatif					3 850 000 F CFA	

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Tableau 42 : Cadre logique du secteur de la promotion de la femme et de la famille

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir l'épanouissement de la femme et de la famille à la base	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux de réduction des conflits conjugaux › Niveau/taux d'accroissement des mariages formels › Niveau/taux d'accroissement de la scolarisation de la jeune fille 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINPROFF › Rapports du MINAS 	›	›	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Des infrastructures d'encadrement de la femme et de la fille sont mises en place	› 01 centre de promotion de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINPROFF › Rapports communaux 			
	2. Les capacités organisationnelles des femmes sont améliorées	› 18 associations de femmes (01 par village)	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINPROFF › Rapports communaux 			
	3. L'autonomie socio-économique des femmes est renforcée	› Niveau/taux d'accroissement des femmes exerçant une AGR	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINPROFF › Rapports communaux 			
	4. La légalisation des familles est renforcée	› Nombre de mariage officiel <u>eélebrécélébré</u> dans la <u>CommuneCommune</u>	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINPROFF › Rapports communaux 			
Activités						
Pour R1	Pour R2	Pour R3		Pour R4		
1.1. Faire un plaidoyer auprès du MINPROFF pour la création et la construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille dans la ville de Campo (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)	2.1. Organiser dans chacun des 18 villages de la <u>CommuneCommune</u> des séances de sensibilisation sur l'importance, le processus de mise en place, l'adhésion et le fonctionnement des associations féminines (18 200 000 F CFA = 3 600 000 F CFA)	3.1 Organiser annuellement 02 sessions de formation de 50 femmes en genre, leadership féminin, mise en place et gestion des AGR (01 session par village) (2 x 1 000 000 F CFA = 2 000 000 F CFA)		Recenser et enregistrer les couples vivants en union libre (1x 500 000 FCFA)		
	2.2. Faciliter l'organisation des assemblées générales constitutives ainsi que la déclaration des 18 associations féminines (01 par village) (18 x 200 000F CFA = 3 600 000 F CFA)	3.2. Organiser sur une base trimestrielle des missions de suivi-accompagnement des associations de femmes engagées dans la réalisation des AGR (jusqu'à la maturité des associations)		Organiser annuellement 02 cérémonies de mariages collectifs (Coûts administratifs)		
250 000 F CFA	7 200 000 F CFA	2 500 000 F CFA		2-500-000-F-CFA		
Total estimatif				9 950 000 F CFA		

Tableau 43 : Cadre logique du secteur des [postes-Postes](#) et Télécommunications

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir l'accès des populations aux nouvelles technologies de l'information et de la communication	› Niveau/taux d'accroissement des villages et populations ayant accès au NTIC	› Rapports du MINPOSTEL › Rapports des services communaux	›	›	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Des infrastructures de promotion des NTIC sont mises en place	› 01 télé-centre communautaire polyvalent	› Rapports du MINPOSTEL › Rapports des services communaux			
	2. L'offre qualitative et quantitative des services dans le secteur des NTIC est améliorée	› Niveau/taux d'accroissement des villages couverts par des réseaux téléphoniques stables	› Rapports du MINPOSTEL			
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Faire un plaidoyer auprès du MINPOSTEL en vue de l'équipement du télé-centre communautaire polyvalent dans la ville de Campo (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)			2.1 Faire un plaidoyer auprès des opérateurs Orange, MTN et CAMTEL pour l'amélioration de la qualité de service et pour l'extension des réseaux téléphoniques à l'ensemble des villages de la CommuneCommune de Campo (03 x 250 000F CFA = 750 000 F CFA)			
250 000 F CFA			750 000 F CFA			
Total estimatif					1 000 000 F CFA	

Tableau 44 : Cadre logique du secteur des **F**orêts et de la **F**aune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectifs spécifiques	Promouvoir la gestion durable des ressources forestières	› Niveau/taux de réduction des superficies forestières déboisées	› Rapports du MINFOF › Rapports communaux		›	
	Promouvoir l'accès des communautés riveraines des UFA à la RFA	› Niveau/taux d'accroissement des projets communautaires réalisés avec la RFA	› Rapports du MINFOF › Rapports communaux	›	›	
	Faciliter la relance du processus d'exploitation de la forêt communautaire d'Akak	› Plan Simple de Gestion actualisé	› Rapports du MINFOF › Rapports communaux	›	›	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les populations se sont appropriées approprié les enjeux de la gestion durable des ressources forestières	› Niveau/taux d'accroissement parcelles agro forestières › Taux de réduction du braconnage	› Rapports du MINFOF › Rapports communaux › Rapports MINADER			
	2. La RFA est régulièrement reversée aux communautés bénéficiaires	› Niveau/taux d'accroissement des communautés bénéficiant de la RFA › Montants débloqués	› Rapports du MINFOF › Rapports communaux			
	3. Le processus d'exploitation de la forêt communautaire d'Akak redémarré	› Volumes de ressources ligneuses et non ligneuses prélevées de manière légale › Nombre de projets communautaires réalisés à l'aide des ressources issues de l'exploitation de la forêt communautaire	› Rapports du MINFOF › Rapports communaux			
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. Organiser dans chacun des 18 villages de la Commune Commune des séances de sensibilisation des producteurs sur les avantages de l'agroforesterie (Cf. secteur de l'agriculture)		2.1 Produire et distribuer dans les communautés riveraines de l'UFA 09 025 1 000 fiches synthèse présentant les étapes à suivre pour avoir accès à la RFA (1 000 x 400 F CFA = 400 000 F CFA) Former 08 comités de Développement chargés de suivre les recouvrements et la gestion des RFA .		3.1. Faciliter l'évaluation, la restructuration et la redynamisation du comité de gestion de la forêt communautaire d'Akak (01 x 500 000 F CFA = 500 000 F CFA)		
1.2. Organiser dans chacun des 18 villages de la Commune Commune des campagnes d'éducation environnementale (Cf. secteur de l'environnement)		2.1 Produire 1 000 fiches synthèse présentant les étapes à suivre pour avoir accès à la RFA et les distribuer dans les communautés riveraines de l'UFA 09 025 (1 000 x 400 F CFA = 400 000 F CFA)		72 3.2. Recruter un consultant selon les procédures en vigueur pour l'actualisation du plan simple de gestion de la forêt communautaire d'Akak (01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)		
1.3. Organiser dans chacun des 18 villages de la Commune Commune des séances de sensibilisation sur les méfaits et risques liés au braconnage ainsi les mesures à prendre en cas de constat de cette pratique (18 x 200 000 F CFA = 3 600 000 F CFA)						
1.4 Renforcer et équiper les comités de vigilances villageois (Akak, Nkoélon, Nkoadjap, Mintom)						
3 600 000 F CFA		400 000 F CFA		5 500 000 F CFA		
Total estimatif					9 500 000 F CFA	

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Tableau 45 : Cadre logique du secteur de l'environnement/Environnement, de la protection-Protection de la nature et du développement
Développement durable-Durable

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppo sitions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir la gestion durable des ressources environnementales	> Niveau/taux de réduction de la déforestation > Niveau/taux de réduction des ordures dans la nature	> Rapports du MINEPDED	>	>	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les populations se sont <u>appropriées</u> les enjeux de la gestion durable des ressources forestières	> Niveau/taux d'accroissement parcelles agro forestières > 18 associations pour la protection de l'environnement (01 par village)	> Rapports du MINFOF > Rapports du MINEPDED			
	2. La gestion des ordures et déchets est mieux organisée dans l'espace urbain	> 100 bacs à ordures > 01 dispositif de traitement des ordures/déchets				
	3. La conservation des mangroves est renforcée	> Taux de zones de mangroves bénéficiant d'un plan de régénération et conservation	>			
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1 Organiser dans chacun des 18 villages de la <u>Commune</u> des séances de sensibilisation des producteurs sur les avantages de l'agroforesterie (Cf. secteur de l'agriculture)		2.1 Installer 100 bacs à ordures dans l'espace urbain communal (100 x 15 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)		3.1 Identifier et caractériser les différentes zones de mangroves de la <u>Commune</u> (1 x 1 000 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)		
1.2. Organiser dans chacun des 18 villages de la <u>Commune</u> des séances de sensibilisation sur l'importance, le processus de mise en place, l'adhésion et le fonctionnement des associations de protection de l'environnement (18 x 200 000F CFA = 3 600 000 F CFA)		2.2 Créer une décharge communale (01 x 20 000 000 F CFA = 20 000 000 F CFA)		3.2 Faire un plaidoyer auprès du MINEPDED en vue de l'intégration de la <u>Commune</u> de Campo dans le Projet <u>Mangrove</u> . (1 x 200 000F CFA = 200 000 F CFA)		
1.3. Faciliter l'organisation des assemblées générales constitutives des 18 associations de protection de l'environnement (01 par village) (18 x 200 000F CFA = 3 600 000 F CFA)		74				
		7 200 000 F CFA		21 200 000 F CFA		
Total estimatif				28 400 000 F CFA		

Mis en forme : Police :(Par défaut) Arial

Mis en forme : Paragraphe de liste, Justifié, Retrait : Gauche : 0 cm, Suspendu : 0,34 cm, Hiérarchisation + Niveau : 1 + Style de numérotation : 1, 2, 3, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0,63 cm + Retrait : 1,27 cm

Commenté [P8]: Penser au niveau du R2 aux ressources hmaines pour la gestion des déchets ménager de l'espace urbain communal

Mis en forme : Surlignage

Tableau 46 : Cadre logique du secteur de la [C](#)ommunication

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir l'amélioration de l'accès des populations locales à l'information et à la communication de masse	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de canaux/supports de communication/information existant au niveau local 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINCOM ▸ Rapports communaux 			
Résultats (Axes stratégiques)	1. Des infrastructures de promotion de la communication sont mises en place	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 01 télé-centre communautaire polyvalent fonctionnel ▸ 01 radio communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINCOM ▸ Rapports du MINPOSTEL 			
	2. La qualité de l'offre d'énergie est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Fréquence des coupures d'énergie 				
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. Faire un plaidoyer en vue de l'équipement du télé-centre communautaire polyvalent dans la ville de Campo (Cf. cadre logique MINPOSTEL)		2.1 Faire un plaidoyer auprès ENEO Cameroon en vue de la maintenance régulière de la centrale thermique qui alimente la ville de campo en énergie électrique (Cf. cadre logique MINEE)				
1.2. Mettre en place Construction et équipement d'une radio communautaire communale (01 x 20 000 000 F CFA = 20 000 000 F CFA)						
		20 000 000 F CFA				
Total estimatif					20 000 000 F CFA	

Mis en forme : Gauche, Aucun(e), Espace Avant : 0 pt, Pas de paragraphes solidaires, Pas de lignes solidaires

Commenté [P9]: Penser à la mise en place d'un générateur d'appoint autour des infrastructures de télécommunication.

Tableau 47 : Cadre logique du secteur de l'Art et de la Culture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Supports	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir la valorisation du potentiel culturel de la Commune de Campo	› Niveau/taux d'accroissement des éléments culturels exploités				
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le patrimoine culturel de la Commune de Campo est mieux connu et valorisé	› 01 fichier du patrimoine culturel › 01 politique culturelle communale › 01 foyer culturel communal	› Rapports du MINAC › Rapports communaux			
Activités						
Pour R1						
1.1. Recruter un consultant selon les procédures en vigueur pour l'élaboration du fichier du patrimoine et de la politique culturelle de la Commune de Campo (01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)						
1.2. Construire un foyer culturel dans la Commune de Campo (01 x 80 000 000 F CFA = 80 000 000 F CFA)						
1.3 Construire un centre multiculturel à Campo						
Total estimatif						85 000 000 F CFA

Tableau 48 : Cadre logique du secteur du [Tourisme et Loisir](#)

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir la valorisation du potentiel touristique de la CommuneCommune de Campo	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement des éléments touristiques exploités › Niveau/taux d'accroissement des touristes 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINTOUL › Rapports communaux 			
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le patrimoine touristique de la CommuneCommune est connu et valorisé	<ul style="list-style-type: none"> › 01 fichier du patrimoine touristique › 01 politique communale du tourisme 				
	2. La qualité de service est améliorée dans les structures d'accueil et de loisir (restaurants, auberges...) de la CommuneCommune	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement des structures d'accueil en règle avec les standards du MINTOUL 				
Activités						
Pour R1		Pour R2				
1.1. Recruter un consultant selon les procédures en vigueur pour l'élaboration du fichier du patrimoine et de la politique communale relative au développement du tourisme (5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)		2.1 Sensibiliser les opérateurs économiques du secteur sur les normes à respecter au niveau local pour l'exploitation des structures d'accueil et loisirs (bar, restaurant, auberge,...) (Coûts administratifs)				
		2.2. Organiser sur une base trimestrielle des missions de suivi et de contrôle du niveau de respect des normes arrêtées pour l'exploitation des structures d'accueil et loisirs (bar, restaurant, auberge,...) (Coûts administratifs)				
		3.1 Construire un hôtel de moyen standing dans la ville de Campo (1 x 480 000 000 F CFA)				
5 000 000 F CFA		480 000 000 F CFA				
Total estimatif				485 000 000 F CFA		

Tableau 49 : Cadre logique du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectifs spécifiques	Promouvoir l'accès à des formations professionnelles de qualité	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Niveau/taux d'accroissement des établissements de formation professionnelle ↳ Niveau/taux d'accroissement des filières de formation 	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Rapports du MINEFOP ↳ Rapports communaux 			
	Promouvoir l'accès à l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Fichier des emplois types disponibles au niveau local 				
Résultats (Axes stratégiques)	1. Des établissements de formation professionnelle sont mis en place dans la CommuneCommune	<ul style="list-style-type: none"> ↳ 01 SAR/SM 				
	2. L'insertion professionnelle est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ↳ Niveau/taux de chômage 				
Activités						
Pour R1		Pour R2				
1.1. Faire un plaidoyer auprès du MINEFOP en vue de la création d'une SAR/SM dans la CommuneCommune de Campo (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	2.1 Recruter un consultant selon les procédures en vigueur pour l'élaboration du fichier des emplois types disponibles au niveau de la CommuneCommune (01 x 2 000 000 F CFA = 2 000 000 F CFA)					
	2.2 Produire et distribuer 2 500 dépliants sur les emplois types disponibles au niveau de la CommuneCommune (2 500 x 400 F CFA = 1 000 000 F CFA)					
	2.3. Sensibiliser les conseillers municipaux en vue de l'inscription chaque année dans le budget communal d'une provision destinée à soutenir la mise en œuvre des idées de projet à fort potentiel (Coûts administratifs)					
	2.4. Produire et distribuer 2 500 fiches synthèse présentant les conditions à remplir pour avoir accès aux projets d'appui à l'insertion professionnelle comme le PAJER-U, le PASEM, le PIASSI... (Cf. Cadre logique MINJEC)					
250 000 F CFA						3 000 000 F CFA
Total estimatif						3 250 000 F CFA

Tableau 50 : Cadre logique du secteur du travail et de la sécurité sociale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppo sitions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir le respect des dispositions du code du travail par les entrepreneurs locaux	› Niveau/taux d'accroissement des emplois formels	› Rapports du MINTSS › Rapports des services communaux			
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les emplois proposés au niveau local sont décents	› Niveau/taux d'accroissement des salariés bénéficiant d'un contrat				
		› Niveau/taux d'accroissement des salariés bénéficiant d'une affiliation à la CNPS › Niveau/taux de réduction des licenciements abusifs				
Activités						
Pour R1						
1.1. Sensibiliser les employeurs locaux sur leurs responsabilités sociales (Coûts administratifs)						
1.2. Faire un plaidoyer auprès du MINTSS et de la CNPS pour l'organisation des missions inopinées en vue de contrôler le niveau de respect du code du travail (02 x 250 000F CFA = 500 000 F CFA)						
2.3. Sensibiliser les travailleurs sur leurs droits et voies de recours (Coûts administratifs)						
Total estimatif						500 000 F CFA

Tableau 51 : Cadre logique du secteur des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir le développement des micro-entreprises viables, de l'économie sociale et de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement des PME viables 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINPMEESA › Rapports des services communaux 			
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'environnement local est favorable au développement des PME	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'amélioration de la fourniture de l'énergie électrique › Niveau/taux d'accroissement des villages couverts par des réseaux téléphoniques stables › Niveau/taux de désenclavement de la CommuneCommune 				
	2. Les capacités organisationnelles des corps de métiers sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'organisations de métiers (PME, économie sociale et artisanat) 				
	3. Le secteur de l'économie sociale est organisé	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'Organisation de l'EconomieEconomie Sociale (OES) inscrites dans le fichier départemental › Nombre d'OES locales bénéficiant d'appuis divers 				
	4. L'artisanat devient un secteur productif et attractif	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'artisans et entreprises artisanales créés › Nombre de foire d'exposition artisanale organisés › Nombre d'artisans ayant participé aux foires extérieures › Nombre d'artisans formés et suivis 				
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3	Pour R4	
1.1. Faire un plaidoyer auprès de ENEO Cameroun et de l'AER en vue de l'amélioration qualitative et quantitative de la fourniture de l'énergie électrique (Cf. secteur de l'Eau et de l' Energie Énergie)		2.1 Elaborer Élaborer et tenir à jour les fichiers des différents corps de métiers communaux (promoteurs des PME, organisations de l'économie sociale et des acteurs de l'artisanat (Coûts administratifs)		3.1 Elaborer Élaborer un fichier des OES locales (Coûts administratifs)	4.1 Elaborer Élaborer et tenir à jour un fichier des artisans locaux (02 100 000F CFA = 200 000 F CFA)	
1.2 Faire un plaidoyer auprès des opérateurs Orange, MTN et CAMTEL pour l'amélioration de la qualité de service et pour l'extension des réseaux téléphoniques à l'ensemble des villages de la Commune Commune de Campo (Cf. secteur des télécommunications)		2.2 Organiser des séances de sensibilisation en vue de la constitution des associations de corps de métiers (02 x 100 000F CFA = 200 000 F CFA)		3.2 Sensibilisation des OES à l'inscription au fichier départemental (Coûts administratifs)	4.2 Sensibiliser les artisans identifiés à l'inscription au registre Communal des activités artisanales (Coûts administratifs)	
1.3 Aménager les routes communales (Cf. secteur des travaux publics)		2.3 Organiser des ateliers de formation des membres des corps de métiers dans la mise en place et la gestion des petites et moyennes entreprises (15 x 500 000 F CFA = 15 000 000 F CFA)		3.3 Faire des plaidoyers auprès du MINPMEESA pour l'octroi d'appui aux OES locales (Coûts administratifs)	4.3 Faciliter la vente des produits artisanaux (organisation des foires artisanales) PM	
		15 200 000 F CFA			4.4 Appui aux artisans en vue de leur participation aux foires extérieures (national et international) (PM)	
					4.5 Organiser annuellement un atelier de formation des artisans locaux sur les techniques de promotion et de valorisation de l'artisanat (PM)	
Total estimatif					15 200 000 F CFA	

Tableau 52 : Cadre logique du secteur des industries, des mines et du développement technologique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir la valorisation du potentiel minier et industriel de la CommuneCommune	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement des industries › Niveau/taux d'exploitation des ressources minières 				
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'environnement local est favorable au développement industriel et à l'exploitation minière	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'amélioration de la fourniture de l'énergie électrique › Niveau/taux d'accroissement des villages couverts par des réseaux téléphoniques stables › Niveau/taux de désenclavement de la CommuneCommune 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINIMDT › Rapports des services communaux 			
	2. Le potentiel minier de la CommuneCommune est mieux valorisé	<ul style="list-style-type: none"> › 01 fichier des sites miniers › 01 politique communale de gestion des mines 				
Activités						
Pour R1				Pour R2		
1.1. Faire un plaidoyer auprès de ENEO Cameroun et de l'AER en vue de l'amélioration qualitative et quantitative de la fourniture de l'énergie électrique (Cf. secteur de l'Eau et de l'Energie)				2.1 Aménager l'accès aux carrières de pierre de Mintom et de sable à Ebodje (Cf. secteur des travaux publics)		
1.2 Faire un plaidoyer auprès des opérateurs Orange, MTN et CAMTEL pour l'amélioration de la qualité de service et pour l'extension des réseaux téléphoniques à l'ensemble des villages de la CommuneCommune de Campo (Cf. secteur des télécommunications)				2.2 Sensibiliser les jeunes et les équiper en vue de l'exploitation des carrières identifiées dans la CommuneCommune (1 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)		
1.3 Aménager les routes communales (Cf. secteur des travaux publics)				2.3 Instaurer des taxes communales sur les carrières de Mintom et Ebodje (1 000 F CFA/benne de 3 m ³ et 2 000 F CFA/5 m ³) (Coûts administratifs)		
				5 000 000 F CFA		
Total estimatif				5 000 000 F CFA		

Tableau 53 : Cadre logique du secteur du commerce

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppo sitions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir le commerce équitable et la lutte contre la vie chère	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'opérateurs impliqués dans les activités commerciales › Nombre et types de produits commercialisés au niveau local › Prix moyens pratiqués par produit 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINCOMMERCE › Rapports des services communaux 			
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'environnement local est favorable au développement de l'activité commerciale	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'amélioration de la fourniture de l'énergie électrique › Niveau/taux de désenclavement de la CommuneCommune › Niveau/taux d'accroissement des marges bénéficiaires des opérateurs commerciaux 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINCOMMERCE › Rapports des services communaux 			
	2. Des infrastructures commerciales locales sont aménagées	› Nombre d'infrastructures de commerce disposant d'un minimum d'aménagement (latrines et point d'eau)	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINCOMMERCE › Rapports communaux 			
	3. Des nouvelles infrastructures commerciales sont construites	› Nombre de hangars commerciaux et de magasin construits				
	4. Des événements promotionnels commerciaux sont régulièrement organisés dans la CommuneCommune	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de ventes promotionnelles organisées › Nombre et régularité des foires promotionnelles 				
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		Pour R4
1.1. Faire un plaidoyer auprès de ENEO Cameroun et de l'AER en vue de l'amélioration qualitative et quantitative de la fourniture de l'énergie électrique (Cf. secteur de l'Eau et de l' EnergieEnergie)		2.1 Construire 01 point d'eau potable au complexe commercial de Campo (01 x 8 000 000 F CFA = 8 000 000 F CFA)		3.1 Construire 03 hangars commerciaux (03 x 25 000 000 FCFA = 75 000 000 FCFA)		4.1 Organiser annuelle de 02 opérations de vente promotionnelles dans la CommuneCommune (02 x 900 000 FCFA = 1 800 000 FCFA)
1.2 Aménager les routes communales (Cf. secteur des travaux publics)		2.2 Construire 01 bloc de latrines générées au complexe commercial (01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)		3.2 Construire 04 grands entrepôts à Ipényédjé (PM)		4.2 Organiser chaque année une foire commerciale dans la ville de Campo (PM)
1.3. Organiser régulièrement des concertations multipartites afin de faciliter la collaboration entre les commerçants et les différents services administratifs intervenant dans le secteur (Coûts administratifs)						
		13 000 000 F CFA		75 000 000 FCFA		1 800 000 F CFA
Total estimatif					89 800 000 F CFA	

Mis en forme : Surlignage

Tableau 54 : Cadre logique du secteur du transport

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir la mobilité aisée des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux de réduction des coûts de transport › Niveau/taux de réduction des accidents de la circulation 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINTRANS › Rapports du MINTP › Rapports des services communaux 			
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le réseau routier local est bien entretenu	› Niveau/taux d'accroissement des routes praticables en toute saison				
	2. Les véhicules et personnels de transport sont en conformité avec la réglementation en vigueur	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement des véhicules dotés de pièces administratives complètes et en cours de validité › Niveau/taux d'accroissement des chauffeurs dotés de pièces administratives complètes et valides 				
	3. Un espace de facilitation des activités de transport est aménagé dans la commune Commune	› 01 gare routière				
	4. La collaboration entre les différents acteurs du secteur du transport est améliorée	› Taux de réduction des contrôles routiers fantaisistes				
Activités						
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4			
1.1. Réhabiliter les routes communales (Cf. Cadre logique MINTP)	2.1 Sensibiliser les chauffeurs et transporteurs sur l'importance des pièces administratives dans le cadre de l'activité de transport ainsi que sur les risques et sanctions liés au défaut de titres de transport (05 x 100 000 = 500 000FCFA)	3.1 Construire une gare routière dans la ville de Campo (01 x 20 000 000 = 20 000 000FCFA)	4.1 Organiser régulièrement des concertations multipartites afin de supprimer les contrôles routiers fantaisistes (Coûts administratifs)			
	500 000 F CFA	20 000 000FCFA				
Total estimatif			84		20 500 000 F CFA	

Tableau 55 : Cadre logique du secteur de l'administration territoriale, de la décentralisation, de la sécurité publique et du maintien de l'ordre

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectifs spécifiques	Promouvoir l'accès aisé aux services administratifs	<ul style="list-style-type: none"> › Délais de traitement des dossiers › Distances à parcourir vers les services administratifs 				
Résultats (Axes stratégiques)	1. La cohabitation est pacifique entre les populations des villages Bouandjo et Doum Essamebenga	› PV de la mission de matérialisation des limites des 02 villages	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINATD › Rapports des services communaux 			
	2. Le cadre de travail dans les services administratifs est amélioré	› Nombre de services administratifs dotés de nouveaux bâtiments équipés				
	3. Des mesures sont prises en vue de faciliter l'accès aux services d'état civil	› Nombre de centres d'état civil fonctionnels				
	4. Le personnel des services public fait l'objet d'un suivi efficace	› Taux d'absentéisme				
Activités						
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4			
1.1 Faciliter la matérialisation des limites des villages Bouandjo et Doum Essamebenga par une commission mixte (Coûts administratifs)	2.1. Faire un plaidoyer auprès du MINATD en vue de la rénovation et de l'équipement des bâtiments abritant les services administratifs locaux (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	3.1. Faire le plaidoyer auprès du MINATD en vue de la réouverture des Centres d'Etat Civil de Akak et Ebodjé (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	4.1. Sensibiliser les responsables des services administratifs locaux en l'application systématique dispositions prévues dans les manuels de procédures administratives pour la gestion des personnels de l'Etat (Coûts administratifs)			
	250 000 F CFA	250 000 F CFA				
Total estimatif			500 000 F CFA			

Tableau 56 : Cadre logique du secteur des enseignements secondaires

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources		
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources	
Objectif spécifique	Promouvoir l'accès à une éducation secondaire de qualité	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement de la population justifiant d'un niveau d'études secondaires › Niveau/taux de réussite aux examens de passage et officiels 					
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le personnel enseignant est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> › 44 nouveaux enseignants qualifiés recrutés ou affectés 					
	2. La couverture des établissements scolaires en infrastructures est optimale	<ul style="list-style-type: none"> › 12 salles de classe réhabilitées › 26 nouvelles salles de classe construites › 03 nouveaux points d'eau potable construits › 02 latrines construites › 03 clôtures construites › 02 aires de jeux aménagées › 03 bibliothèques construites › 02 laboratoires scientifiques construits › 02 laboratoires de langue construits › 03 salles pour enseignants construits › 03 salles d'informatique construites › 01 atelier de mécanique construit › 01 atelier de maçonnerie construit › 01 atelier pour section commerciale construit › 01 atelier d'électricité équipé › 01 atelier de menuiserie équipé › 01 atelier de mécanique équipé 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINESEC › Rapports des services communaux 				
	3. Les établissements scolaires justifient d'un niveau d'équipement adéquat	<ul style="list-style-type: none"> › 160 tables bancs disponibles 					
Activités							
Pour R1		Pour R2		Pour R3			
1.1 Faire le plaidoyer auprès du MINESEC en vue du recrutement ou de l'affectation de 44 nouveaux enseignants au profit des établissements scolaires de la communeCommune (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)		2.1 Faire le plaidoyer auprès du MINESEC en vue de : <ul style="list-style-type: none"> › la réhabilitation de 12 salles de classe › la construction de 26 nouvelles salles › la construction de 03 nouveaux points d'eau potable › la construction de 02 latrines › la construction de 03 clôtures › l'aménagement de 02 aires de jeux › la construction de 03 bibliothèques › la construction de 02 laboratoires scientifiques › la construction de 02 laboratoires de langue › la construction de 03 salles pour enseignants › la construction de 03 salles d'informatique › la construction de 01 atelier de mécanique › la construction de 01 atelier de maçonnerie › la construction de 01 atelier pour section commerciale › l'équipement de 01 atelier d'électricité › l'équipement de 01 atelier de menuiserie › l'équipement de 01 atelier de mécanique (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)		86	3.1 Faire un plaidoyer auprès du MINESEC en vue de l'acquisition de 160 tables bancs au profit des établissements scolaires de la communeCommune (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)		
250 000 F CFA				250 000 F CFA		250 000 F CFA	
Total estimatif				750 000 F CFA			

Commenté [P10]: Le plaidoyer concerne juste la création ; pas de plaidoyer pour construire ce qui est créé

Mis en forme : Surlignage

Tableau 57 : Cadre logique du secteur de la recherche scientifique et de l'innovation

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir l'accès aux innovations scientifiques et technologiques	› Niveau/taux d'intégration locale des innovations scientifiques et technologiques	› Rapports du MINRESI › Rapports des services communaux	›	›	›
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les acteurs locaux se sont appropriés les innovations scientifiques et technologiques	› Nombre d'innovations scientifiques et technologiques vulgarisées au niveau de la Commune › Nombre d'innovations scientifiques et technologiques valorisées au niveau local	› Rapports du MINRESI › Rapports des services communaux	› Les innovations proposées sont en rapport avec les attentes des populations	› Taux de populations concernées par la mise en œuvre des innovations technologiques et scientifiques au niveau de la Commune	› Rapports MINRESI › Rapports des services communaux
Activités						
1.1. Produire et distribuer 2 500 exemplaires d'un catalogue de présentation et d'information sur les organismes de recherche et les programmes de vulgarisation des innovations scientifiques et technologiques (2 500 x 1000 = 2 500 000 FCFA)						
Total estimatif						2 500 000 F CFA

Tableau 58 : Cadre logique du secteur de l'enseignement supérieur

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir l'accès des jeunes diplômés à l'enseignement supérieur	› Niveau/taux d'accroissement de la population justifiant d'un niveau d'études universitaires	› Rappports du MINESUP › Rappports des services communaux	›	›	›
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les acteurs locaux se sont appropriés les enjeux de la formation universitaire	› Niveau/taux d'accroissement des inscriptions des élèves issus de la commune Commune dans les universités		›	›	›
Activités						
1.1. Recruter un consultant selon les procédures en vigueur pour l'élaboration de la politique communale d'appui à l'accès à l'enseignement supérieur (5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)						
1.2 Produire et distribuer 2 500 exemplaires d'un catalogue d'information sur les filières, les programmes, les débouchés et les conditions d'admission dans les universités et grandes écoles nationales, sous-régionales (2 500 x 400 F CFA = 1 000 000 F CFA)						
Total estimatif						6 000 000 F CFA

Tableau 59 : Cadre logique du secteur des travaux publics

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir l'accès facile à l'ensemble du territoire communal	› Niveau/taux d'accroissement des routes praticables en toute saison	› Rapports du MINTP › Rapports des services communaux		›	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le réseau routier local et les ouvrages de franchissement sont praticables en toute saison	› Longueur des tronçons régulièrement en bon état › Nombre d'ouvrage de franchissement régulièrement en bon état	› Rapports du MINTP › Rapports des services communaux			
Activités						
Pour R1						
1.1 Faire le plaidoyer auprès du MINTP pour : › l'entretien régulier des routes et ouvrages de franchissement (Mise en place, formation et équipement des comités de routes dans tous les villages) › la réhabilitation de 07 ponts : 02 à Nkoélon, 01 à Afan Essokié, 01 à Akak, 01 à Ipenyedjé, 01 à Mintom Centre (Carrière) et 01 à Ebodjé › la construction de 04 ponts : 01 à Ebianemeyong, 01 à Koélong, 01 à Akak et 01 à Mabiogo › Reprofilage avec charge du tronçon scierie Mabiogo, Nazareth (09 Km) (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)						
Total estimatif						250 000 F CFA

Tableau 60 : Cadre logique du secteur de la santé

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir l'accès aux soins de qualité	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement de la fréquentation des établissements sanitaires › Niveau/taux de réduction de la mortalité maternelle et infantile 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINSANTE › Rapports des services communaux 	›	›	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le personnel médical est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> › Actes d'affection ou de recrutement de : <ul style="list-style-type: none"> .2 03 IDE .3 05 AS .4 01 Matrone 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINSANTE › Rapports des services communaux 			
	2. La couverture des établissements sanitaire en infrastructures est optimale	<ul style="list-style-type: none"> › Tous les bâtiments du CMA réhabilités › 01 bâtiment avec 02 bureaux, 01 salle des soins et 05 salles d'hospitalisation construit › 03 points d'eau potable construits › 01 maternité construite 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINSANTE › Rapports des services communaux 			
	3. Les établissements sanitaires justifient d'un niveau d'équipement adéquat	<ul style="list-style-type: none"> › 10 lits d'hospitalisation › 01 table d'accouchement › 01 laboratoire équipé 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINSANTE › Rapports des services communaux 			
	4. La capacité de mobilité des personnels sanitaires est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> › 02 motos tout terrain 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINSANTE › Rapports des services communaux 			
	5. L'offre quantitative des services sanitaire est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> › Case de santé d'Akak transformée en CSI 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINSANTE › Rapports des services communaux 			
Activités						
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5		
1.1. Faire le plaidoyer auprès du MINSANTE et des autorités compétentes pour l'affectation de : - 03 IDE, - 05 AS - 01 matrone (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	2.1. Faire le plaidoyer auprès du MINSANTE et des autorités compétentes pour : › la réhabilitation de tous les bâtiments du CMA › la construction de 01 bâtiment avec 02 bureaux, 01 salle des soins et 05 salles d'hospitalisation › la construction de 03 points d'eau potable › la construction de 01 maternité construite (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	3.1. Faire le plaidoyer auprès du MINSANTE et des autorités compétentes pour : › l'acquisition de 10 lits d'hospitalisation › l'acquisition de 01 table d'accouchement › l'équipement de 01 laboratoire au CMA (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	90 4.1 Faire un plaidoyer auprès du MINSANTE et des autorités compétentes pour l'acquisition de 02 motos tout terrain (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	5.1. Faire un plaidoyer auprès du MINSANTE et des autorités compétentes en vue de la transformation de la case de santé d'Akak en centre de santé intégré (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)		
250 000 F CFA	250 000 F CFA	250 000 F CFA	250 000 F CFA	250 000 F CFA		
Total estimatif					1 750 000 F CFA	

Tableau 61 : Cadre logique du secteur de l'eau potable

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir l'accès durable des populations à l'eau potable	› Niveau/taux d'accès à l'eau potable	› Rapports du MINEE › Rapports des services communaux	›	›	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le personnel chargé de la gestion de l'adduction d'eau potable du centre urbain est renforcé	› 02 techniciens recrutés ou affectés	› Rapports du MINEE › Rapports des services communaux			
	2. Le rendement de l'adduction d'eau potable du centre urbain est amélioré	› Longueur de l'extension du réseau › Canalisation et station de traitement réhabilitées	› Rapports du MINEE › Rapports des services communaux			
	3. La couverture de la commune Commune en ouvrages d'eau potable est optimale	› 13 forages construits › 09 puits aménagés réhabilités	› Rapports du MINEE › Rapports des services communaux			
	4. L'implication des populations dans la gestion des points d'eau potable est renforcée	› 13 comités de gestion des points d'eau potable mis en place	› Rapports du MINEE › Rapports des services communaux			
Activités						
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4			
1.1. Faire le plaidoyer auprès de CAMWATER et du MINEE en vue du recrutement ou de l'affectation 02 techniciens pour l'entretien et la gestion de l'adduction d'eau potable du centre urbain (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	2.1. Faire le plaidoyer auprès de CAMWATER et du MINEE pour : › la réhabilitation de la station de traitement de l'eau ; › la construction d'un second château pour les quartiers non desservis ; › l'extension du réseau d'eau potable vers les quartiers Ipono, Mvasse, Mintom et Tondefom (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	3.1. Construire 13 forages, (13 x 8 000 000 FCFA = 116 000 000 F CFA) 3.2. Réhabiliter 09 puits améliorés (09 x 1 500 000 F CFA = 12 000 000 F CFA)	4.1. Organiser dans 13 villages de la Commune Commune des séances de sensibilisation sur l'importance, le processus de mise en place, l'adhésion et le fonctionnement des comités de gestion des points d'eau potable (13 x 200 000 F CFA = 2 600 000 F CFA) 4.2. Faciliter l'organisation des assemblées générales constitutives de 13 comités de gestion des points d'eau potable, soit 01 par village (13 x 200 000 F CFA = 2 600 000 F CFA) 4.3. Appuyer la légalisation et la formalisation de la collaboration entre la Commune Commune et les 13 comités de gestion des points d'eau potable (13 x 10 000 F CFA = 130 000 F CFA)			
250 000 F CFA	250 000 F CFA	128 000 000 F CFA	5 330 000 F CFA			
Total estimatif			133 880 000 F CFA			

Tableau 62 : Cadre logique du secteur l'énergie

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir l'approvisionnement régulier de la CommuneCommune en énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement de localités connectées au réseau électrique › Niveau/taux de réduction de la fréquence des coupures électriques 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEE › Rapports des services communaux 	›	›	
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'offre de l'énergie électrique est améliorée sur les plans qualitatifs et quantitatifs	<ul style="list-style-type: none"> › Taux d'extension du réseau électrique › Taux de délestage 				
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
1.1. Faire un plaidoyer auprès de ENEO Cameroun et de l'AER pour : <ul style="list-style-type: none"> › la connexion de la ville de Campo au RIS; › l'extension du réseau d'électrification aux quartiers de Mintom-Ville, Mvasse, Ipono, Tondefom › la mise en fonctionnement des réseaux électriques desservant les villages Mintom et Itondé Fang › L'extension du réseau électrique à l'ensemble des villages de la CommuneCommune (16 villages à électrifier) (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)						
Total estimatif					250 000 F CFA	

Tableau 63 : Cadre logique du secteur de l'éducation de base

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif spécifique	Promouvoir l'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> › Taux d'accès à l'enseignement primaire et maternel › Taux d'achèvement dans l'enseignement primaire et maternel 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEDUB › Rapports des services communaux 	›	›	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le personnel enseignant est renforcé	› 56 nouveaux enseignants qualifiés recrutés ou affectés	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEDUB › Rapports des services communaux 			
	2. La couverture des établissements scolaires en infrastructures est optimale	<ul style="list-style-type: none"> › 61 salles de classe réhabilitées › 22 nouvelles salles de classe construites › 01 point d'eau potable réhabilité › 09 nouveaux points d'eau potable construits › 18 latrines construites › 18 clôtures construites › 18 espaces verts aménagés › 46 logements d'astreinte construits 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEDUB › Rapports des services communaux 			
	3. Les établissements scolaires justifient d'un niveau d'équipement adéquat	› 165 tables bancs disponibles	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEDUB › Rapports des services communaux 			
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		
<p>1.1. Faire un plaidoyer auprès du MINEDUB et des autorités compétentes pour l'affectation de 56 enseignants dans les écoles de la CommuneCommune</p> <p>(01x250 000 FCFA= 250 000 FCFA)</p>		<p>2.1 Faire un plaidoyer auprès du MINEDUB et des autorités compétentes pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> › la réhabilitation de 61 salles de classe › la construction de 22 nouvelles salles de classe › la réhabilitation de 01 point d'eau potable › la construction de 09 nouveaux points d'eau potable › la construction de 18 latrines › la construction de 18 clôtures › l'aménagement de 18 espaces verts › la construction de 46 logements d'astreinte › la construction et l'équipement selon les standards en vigueur de l'IAEB <p>(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>		93	<p>3.1. Faire un plaidoyer auprès du MINEDUB et des autorités en vue de l'acquisition de 165 tables bancs au profit des écoles de la CommuneCommune</p> <p>(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>	
250 000 F CFA		250 000 F CFA		250 000 F CFA		
Total estimatif				750 000 F CFA		

5.3. Coût estimatif du PCD

En relation avec cadres logiques sectoriels sus-présentés, le coût estimatif d'exécution du PCD est donné dans le tableau ci-dessous.

Tableau 64 : Coût estimatif du PCD

N°	Secteur	Coût prévisionnel
1.	Agriculture et développement rural	14 000 000
2.	Élevage Élevage, pêche et industries animales	60 000 000
3.	Développement urbain et de l'habitat	37 200 000
4.	Domaines, cadastre et affaires foncières	74 850 000
5.	Affaires sociales	12 400 000
6.	Jeunesse et éducation civique	23 850 500
7.	Sports et éducation physique	3 850 000
8.	Promotion de la femme et de la famille	9 950 000
9.	Postes et Télécommunications	1 000 000
10.	Forêts et faune	9 500 000
11.	Environnement, protection de la nature et développement durable	28 400 000
12.	Communication	20 000 000
13.	Arts et culture	85 000 000
14.	Tourisme et loisirs	485 000 000
15.	Emploi et formation professionnelle	3 250 000
16.	Travail et sécurité sociale	500 000
17.	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	15 200 000
18.	Industries, mines et développement technologique	5 000 000
19.	Commerce	89 800 000
20.	Transport	20 500 000
21.	Administration territoriale, sécurité publique et maintien de l'ordre	500 000
22.	Enseignements secondaires	750 000
23.	Recherche scientifique et innovation	2 500 000
24.	Enseignement supérieur	6 000 000
25.	Travaux publics	250 000
26.	Santé publique	1 750 000
27.	Eau	133 880 000
28.	Énergie Énergie	250 000
29.	Éducation Éducation de base	750 000
TOTAL		1 145 880 500

5.4. Développement de l'économie locale

Marquée par un environnement très peu compétitif, l'économie locale est essentiellement bâtie autour des activités de production, du commerce et des services. Ces activités qui sont à majorité informelles s'inscrivent globalement dans la logique de l'auto-emploi.

5.4.1. Agriculture

L'agriculture est la principale activité économique locale, elle est pratiquée par la quasi-totalité de la population à titre d'activité principale ou secondaire. L'activité concerne les cultures vivrières et à un degré moindre les produits de rente (cacao essentiellement). Il s'agit principalement d'une agriculture itinérante sur brûlis.

Les cultures vivrières les plus répandues au niveau local sont le manioc, le maïs, le concombre, le plantain, l'arachide, le piment, l'igname, le gombo, le macabo et la patate douce. Ces spéculations sont prioritairement destinées à l'autoconsommation, les ventes ne concernant que les surplus.

L'encadrement agricole semble très insuffisant malgré la présence d'une Délégation d'Arrondissement du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et deux (02) Postes Agricoles. D'autres acteurs interviennent également dans le champ de l'encadrement agricole, notamment :

- la Société Camerounaise d'Industrie et d'Exploitation de Bois (SCIEB) : appui à la création des bananeraies communautaires
- le Programme National de Développement des Racines et Tubercules (PNDRT) : distribution des boutures de manioc de variété améliorée
- le Réseau Africain des Forêts Modèles (RAFM) : mise en place des champs écoles

Malgré ces appuis, le secteur agricole fait face à de nombreux problèmes et contraintes qui plombent sa rentabilité. Entre autres, ceux- comprennent :

- la destruction des parcelles agricoles par les éléphants dans les villages riverains du parc national de Campo-Ma'an
- le faible niveau d'organisation des agriculteurs
- l'insuffisance d'encadrement
- la difficulté d'accès aux intrants de qualité
- la non maîtrise des processus de conditionnement et de transformation
- les mauvaises pratiques agricoles (brûlis)
- les maladies et attaques des cultures par des déprédateurs (hérissons et autres petits rongeurs...)
- l'enclavement des bassins de production

- la non maîtrise des circuits de commercialisation des produits
- les inondations des parcelles agricoles situées à proximité du fleuve Ntem.
- forte salinité des sols pour les villages en bordures de l'océan Atlantique.

5.4.2. ~~Elevage~~Elevage et pêche

De manière globale, l'élevage se pratique à petite échelle et e manière extensive. Cette activité concerne les ovins (moutons), les caprins (chèvres), les porcins (porcs), la volaille (poulets en particulier), les canins (chiens) et les félins (chats). Il est à noter un intérêt de plus en plus croissant pour l'élevage porcin dans les villages riverains du parc national de Campo-Ma'an.

L'activité de pêche quant à elle est assez développée et constitue l'activité principale d'une bonne proportion de la population. Il s'agit d'une activité artisanale qui se pratique en haute mer et sur les différents cours d'eau qui arrosent la ~~commune~~Commune : le Ntem, le Biwomé, le Mvini, le Bongola... Les principaux produits de la pêche intègrent les carpes, les silures, les crevettes, les poissons vipères, les poissons électriques, les ~~crevisses~~crisilles, les gourgeons.

En raison des principales difficultés ci-après, le développement du secteur de l'élevage et des pêches reste globalement peu productif et incapable de satisfaire la demande locale :

- Absence d'encadrement des acteurs
- Faible organisation des opérateurs
- Matériel et équipements inadéquats (vétustes et archaïques).

5.4.3. Exploitation forestière

La ~~commune~~Commune de Campo compte une (01) unité forestière d'Aménagement : l'UFA 09 025. D'une superficie de 86 788 ha, cette UFA est exploitée par la Société Camerounaise d'Industrie et d'Exploitation de Bois (SCIEB), une filiale de la société WIJMA. La SCIEB est la plus grande pourvoyeuse d'emplois dans la ~~commune~~Commune : 70 employés à l'usine (scierie) et plus de 200 dans les différentes zones d'exploitation du bois.

La ~~commune~~Commune de campo compte également une (01) forêt communautaire : la forêt communautaire d'Akak. Toutefois cette forêt communautaire est en arrêt d'exploitation car son plan simple de gestion n'a pas pu être actualisé. Néanmoins ses ressources ligneuses font l'objet d'une exploitation illégale.

L'exploitation de l'UFA permet à la ~~commune~~Commune de bénéficier de la redevance forestière annuelle dont une partie doit être reversée aux communautés riveraines pour la réalisation des projets. Mais les villages concernés semblent ne pas maîtriser la procédure à suivre pour avoir accès à ce fonds, d'où la nécessité de les sensibiliser à cet effet.

5.4.4. Collecte des produits forestiers non ligneux

Malgré le potentiel local, la collecte des Produits Forestiers Non Ligneux (PNFL) constitue une activité secondaire assez peu développée. Ces produits dont les principaux intègrent les chenilles, les fruits, les amandes de mangues sauvages, les champignons, le miel, les écorces, les racines et les lianes sont exploités principalement à but d'autoconsommation (alimentation, pharmacopée traditionnelle, artisanat et construction des habitations...). Le faible développement de l'activité de collecte des PFNL est fortement lié à la faible connaissance du potentiel qualitatif et quantitatif des ressources disponibles au niveau local. Aussi le processus de développement impulsé par la [communeCommune](#) devra prendre en compte l'identification ainsi que les techniques de valorisation des différents PFNL disponibles dans les villages et communautés.

5.4.5. Chasse

La chasse est une activité de subsistance qui implique la majorité des ménages de la [communeCommune](#). Il s'agit essentiellement d'une chasse artisanale à l'aide des armes rudimentaires, notamment les pièges, lances, fusils traditionnels.

La viande de brousse occupe une place importante dans les habitudes alimentaires locales. Aussi le braconnage tend à se généraliser si bien que la viande de brousse constitue le principal aliment de base servi dans les restaurants de la [communeCommune](#) de Campo.

5.4.6. Exploitation minière

Elle concerne essentiellement la collecte artisanale et inorganisée du sable. Les carrières étant nombreuses, cette activité est réalisée dans la quasi-totalité du territoire communal. L'habitat étant essentiellement fait de terre battue, le sable semble difficile à vendre.

L'exploitation minière concerne aussi et à très faible échelle la valorisation de la carrière de pierres de Mintom. Cette activité est également non organisée et concerne globalement les allogènes.

5.4.7. Activités de transport

Il intègre le transport par moto et le transport par autocar. Le transport par moto permet la mobilité des personnes et des biens entre les quartiers urbains et les villages. Le transport par autocar quant à lui concerne globalement les déplacements entre Campo et Kribi.

En raison du mauvais état des routes, les coûts de transport sont élevés et le sont davantage en saison des pluies.

5.4.8. Activités d'hôtellerie

La ville de Campo compte 23 auberges qui offrent des services d'hôtellerie de qualité globalement médiocre. Les prix pratiqués sont variables, allant de 2 000 F CFA à 8 000 F CFA la nuitée.

5.4.9. Activités de restauration

Les activités de restauration sont menées dans le cadre de cafétérias et restaurants de standings divers dont certains sont en plein air. Les plats offerts sont multiples et intègrent principalement le manioc, le riz, le macabo, la viande de brousse, le poisson, les beignets.

5.4.10. Commerce

Avec la fermeture de la frontière entre le Cameroun et la Guinée ~~Equatoriale~~Équatoriale, l'activité commerciale semble au ralenti. De manière globale, elle concerne entre autres :

- ⇒ les bars qui servent des boissons gazeuses et alcoolisées
- ⇒ la vente des produits agricoles
- ⇒ les merceries qui assurent l'approvisionnement des acteurs communaux en matériaux de couture (boutons, fermeture...)
- ⇒ la vente du carburant
- ⇒ des échoppes qui, dans les villages, permettent aux populations de s'approvisionner en produits de première nécessité (sel, pétrole, allumettes, huile,...)
- ⇒ les alimentations où il est possible de s'approvisionner en produits manufacturés divers (vin, lait, sardines, farine de blé, sucre, ...)
- ⇒ les discothèques pour la vente de CD et DVD
- ⇒ la vente des vêtements et chaussures.

Dans la ~~commune~~Commune de Campo, l'activité commerciale est très influencée par la proximité de la Guinée ~~Equatoriale~~Équatoriale où se vendent des denrées agricoles. En retour des produits manufacturés (notamment le vin, les produits cosmétiques...) sont achetés en Guinée ~~Equatoriale~~Équatoriale. En raison de la porosité des frontières et de l'inefficacité des contrôles douaniers, cette activité commerciale transfrontalière a facilité la mise en place de nombreux réseaux de contrebande.

5.4.11. Mécanique

La pratique de la mécanique concerne l'entretien des motos et automobiles circulant dans la ville et même dans tout l'arrondissement. En raison du faible équipement des garages et de la faible formation des mécaniciens, le plateau technique est de faible niveau.

5.4.12. Couture

L'activité de couture subit une forte concurrence de la friperie et du prêt à porter. Elle est particulièrement dynamique lors des rentrées scolaires où les élèves renouvellent leurs tenues scolaires.

5.4.13. Coiffure

La coiffure concerne aussi bien les hommes que les femmes. Toutefois les salons féminins sont plus nombreux que les salons masculins.

5.4.14. Menuiserie

Dans la ~~commune~~Commune de Campo, la menuiserie est encore essentiellement orientée vers la valorisation du bois. Ainsi, les lits, les tables, chaises, fauteuils, armoires, les portes et les fenêtres en bois entre autres sont fabriqués au niveau local. Toutefois une initiative de menuiserie aluminium a été mise en place, mais elle tarde à se développer et à attirer un niveau suffisant de clientèle.

5.4.15. Activité de "Call Box"

Elle est principalement pratiquée par les femmes sur les trottoirs de la ville de Campo. L'activité de "Call Box" est fortement perturbée par les nombreuses coupures de courant électrique que connaît l'espace urbain communal. Elle est également perturbée par les promotions de plus en plus organisées par les opérateurs, ces promotions rendant les coûts de communication moins élevés sur les téléphones personnels qu'au niveau des "Call Box".

5.4.16. Autres activités et services

Les autres services disponibles dans la ~~commune~~Commune de Campo intègrent principalement :

- 01 institution de microfinance : Express Union qui fait également dans le transfert d'argent
- la maintenance frigorifique
- la câblodistribution
- le pressing
- la bureautique
- la maintenance électronique (radio, téléphone, télévision)
- la cordonnerie
- la sérigraphie
- la meunerie (moulin)

En dehors de l'agence Express Union qui couvre un large spectre, les autres services sont de très faible portée avec une contribution très faible au développement de l'économie locale.

5.5. Récapitulatif de la prise en compte de la petite enfance

Le tableau ci-après présente par thème une analyse des principales prestations développées dans la [commune](#) Commune de Campo au profit de la petite enfance.

Tableau 65 : Analyse synthétique des principales prestations développées au profit de la petite enfance

N°	Thèmes	Etats des lieux	Objectifs généraux	Activités à mener	Responsables/ Partenaires
1.	Enregistrement des naissances	<ul style="list-style-type: none"> - Non fonctionnement des centres d'état civil - Absence de campagne d'enregistrement des naissances - Quelques cas d'élèves ne disposant pas d'actes de naissances signalés (environ une vingtaine) 	Amélioration et renforcement des acquis du système d'identification des enfants dans la Commune Commune de Campo	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration Elaboration d'un répertoire des enfants scolarisés sans acte de naissance, avec l'assistance des directeurs des écoles ; - Rendre opérationnel les Centres d'état civil d'Akak et d'Ebodje : <ul style="list-style-type: none"> o Réhabiliter les locaux de ces centres ; o Equiper Equiper chaque centre du matériel de bureau o Y affecter 02 responsables (01 par centre) ; - Organisation des séances de sensibilisation sur la nécessité d'établir des actes de naissance auprès des populations ; - Organisation des séances collectives d'audience foraine au sein de la commune Commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance ; - Proposer à l'autorité compétente la multiplication des centres spéciaux d'état civil pour rapprocher davantage les populations de ces centres. - Créer des passerelles entre les systèmes d'accouchement traditionnels et le système formel de l'état civil en vue d'encourager davantage l'enregistrement des naissances : <ul style="list-style-type: none"> o Primer les sages femmes pour chaque naissance déclarée o Doter les sages femmes des carnets pour l'enregistrement des naissances 	<ul style="list-style-type: none"> - Commune Commune - MINAS - PNDP - ONG ...
2.	Enfants en privation de Liberté	Aucun cas signalé dans la Commune Commune	Renforcement du cadre juridique et institutionnel de protection de l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des réunions de sensibilisation des populations sur les droits à la liberté des enfants - Encourager les populations à dénoncer tous les cas de violations des droits des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> - Commune Commune - MINAS - ONG ...
3.	Enfants exploités ou abusés	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun cas signalé dans les villages Bantous et Pygmées - Phénomène d'enfants dans la rue observé dans l'espace urbain 	Amélioration du système de réhabilitation des enfants victimes de violences, d'exploitation, d'abus et de discrimination	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des réunions de sensibilisation des populations sur les méfaits du phénomène d'enfants dans la rue - Appuyer l'insertion scolaire des enfants dans la rue identifiés dans l'espace urbain 	<ul style="list-style-type: none"> - Commune Commune - MINAS - ONG ...
4.	Alimentation infantile	<ul style="list-style-type: none"> - Faible taux de cas de malnutrition signalés dans CSI et hôpitaux de la Commune Commune - Absence de programme spécifique de sensibilisation sur la nutrition des enfants - Allaitement maternel très encrés dans les mœurs locales 	Faciliter l'accès à une alimentation équilibrée des enfants (éducation et appuis)	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser 02 fois par an dans les villages de la Commune Commune des séances de sensibilisation et de formation la nutrition infantile à base des ressources disponibles avec un accent particulier sur l'optimisation de l'allaitement et les techniques de sevrage - Renforcement des stocks de vitamines et autres substances nutritives des centres de santé - Administration des vermifuges dans les écoles et villages 	<ul style="list-style-type: none"> - Commune Commune - MINSANTE - ONG

N°	Thèmes	Etats des lieux	Objectifs généraux	Activités à mener	Responsables/ Partenaires
5.	Vaccination	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre effective du PEV par le CMA de Campo - Couverture des villages pygmées - Difficultés à vacciner les enfants pygmées qui ne sont pas dans les familles sédentarisées 	Renforcement du PEV dans la CommuneCommune de Campo	<ul style="list-style-type: none"> - Doter le CMA de deux (02) motos pour la descente des équipes PEV - Planifier des descentes des équipes PEV dans le campement de Nyamalandé lors des grands regroupements de pygmées - Organiser dans les villages de la CommuneCommune de sensibilisation sur les PTME, la nutrition infantile et la vaccination des enfants et des mères 	
6.	Eau, hygiène et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> - Absences des points d'eau dans 11 des 12 écoles de la CommuneCommune - Mauvais état et/ou absence de latrines dans les écoles - Faible niveau d'accès à l'eau potable dans les villages l'hygiènehygiène et l'assainissement - Absence de campagne de sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement 	Promotion de l'accès à la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement des petits enfants	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'accès à l'eau potable (Cf. secteur Eau) - Construire des latrines dans les écoles primaires et maternelles de la CommuneCommune - Organiser des campagnes de sensibilisation sur le lavage des mains à l'eau et au savon dans toutes les écoles de la CommuneCommune - Organisation dans chaque village de 02 formations sur les techniques de traitement des eaux douteuses avant consommation 	CommuneCom mune MINEE ONG
7.	Accès à l'éducation préscolaire de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - 06 écoles maternelles présentes dans la CommuneCommune ; - Seulement 02 écoles maternelles disposent ses salles classes - EloignementEloignement des écoles (Difficiles d'accès pour les plus jeunes) - Insuffisances d'enseignants dans les écoles maternelles de la CommuneCommune 		<ul style="list-style-type: none"> - Voir secteur éducation de base 	

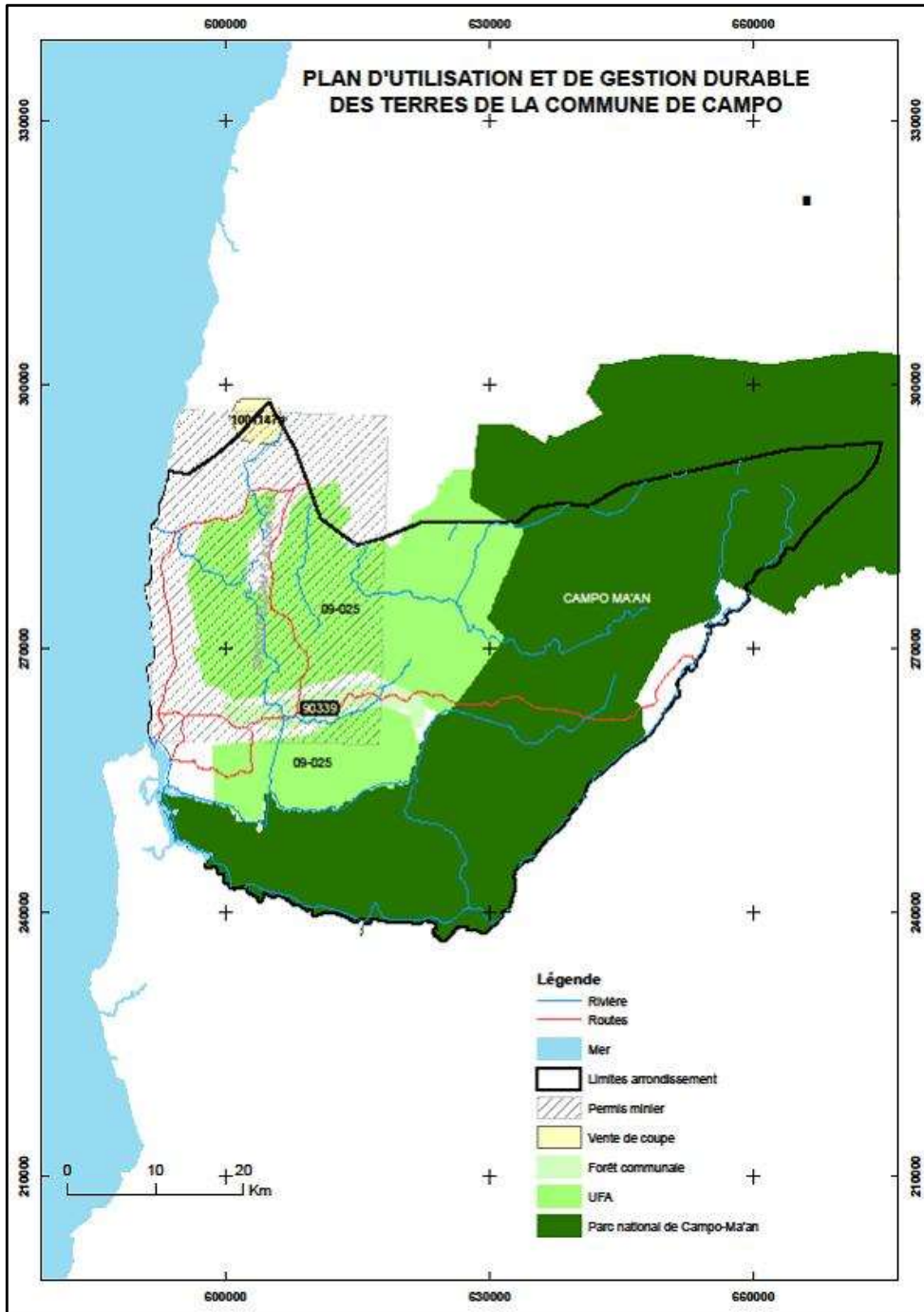
5.6. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Le tableau suivant présente la matrice diagnostic des ressources naturelles de l'espace communal. La carte quant à elle présente une esquisse de PUGDT de la ~~commune~~ Commune de Campo.

Tableau 66 : Matrice diagnostic des ressources naturelles de l'espace communal

Ressources	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôle	Mode de gestion	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
UFA	UFA 09 -025	86 788 ha	SCIEB	MINFOF	Concession	Ecrémage Écrémage	Procédures d'accès à la RFA non maîtrisées par les communautés riveraines	Sensibilisation et formation des populations sur les procédures et calculs et de recouvrement des redevances forestières
Forêt communautaire	Akak	-	Actuellement non exploitée	MINFOF	Gestion communautaire (Comités de gestion)	Dégradation (coupe fréquente du bois)	Plan simple de Gestion arrivé à expiration Exploitation clandestine Laxisme et complicité des autorités	Etablissement Etablissement d'un nouveau plan simple de gestion Mettre en place des comités de vigilance
Parc National Camp Ma'an	Campo	264 064 ha	Conservation de la faune et de la flore	MINFOF	Directe	--	Braconnage Destruction des plantations par les éléphants dans les villages riverains	Renforcer la surveillance contre le braconnage Sensibiliser les populations en vue de l'éloignement des parcelles des pistes d'éléphants
Marécages	Mintom, Ipono, Campo Beach Malaba Doumassi	Non estimé	Agriculture Collecte du sable	Pas de contrôle	Droits coutumiers	Envasement	Enclavement des sites marécageux	Désenclavement des zones de marécage
Mangrove	De Campo Beach à la bordure du Ntem	Non estimé	Pêche	Pas de contrôle	Droits coutumiers	--	103	
	D'Itondé Fang à Bokombé	Non estimé	Pêche Agriculture	Pas de contrôle	Droits coutumiers	Dégradation		Exploitation irrationnelle
Parcelles agricoles	Tout le territoire communal	Production de plusieurs variétés de cultures de rente et vivrières	Populations locales	Pas de contrôle	Droits coutumiers en général	Baisse de rendement	Faible productivité de l'activité agricole Accès difficiles aux intrants et aux marchés Faible organisation des producteurs Enclavement des zones de production	Mise en place des coopératives agricoles Renforcement de l'encadrement agricole Aménagement des pistes rurales

Ressources	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôle	Mode de gestion	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
Cours d'eau	Tout le territoire communal	Pêche, irrigation des parcelles agricoles	Populations locales	Pas de contrôle	Libre d'accès	Perturbation du régime des cours d'eau	Asèchement de certains cours d'eau Prolongement des crues pour certains cours d'eau	Promouvoir la pisciculture
Fer	Mont des Mamelles (Itonde Fang)	Non estimé	Inexploité					



105

Carte 2: Esquisse de Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres

6. PROGRAMMATION

106

6.1. Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT)

Le tableau suivant présente le Cadre des Dépenses à Moyen Terme du PCD de la Commune de Campo

Tableau 67 : Cadre des dépenses à moyens terme (CDMT)

Secteur	Projet	Activités	Responsable	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes			Localisation	Observations					
				Commune	Partenaire	Total	A1	A2	A3							
MINDUH	Construction d'une cité Municipale	A1 : Finalisation des négociations pour le financement	Commune, FEICOM et CFC	50 000	450 000	500 000				Accord de financement trouvé entre la Commune et le Crédit Foncier (CFC)	Tableau mis en forme					
		A2 : Identification et acquisition formelle du site	Commune								Mis en forme : Centré					
		A3 : Etudes de faisabilité	Consultant													
		A4 : Etudes d'impacts socio-environnementales														
		A5 : Préparation des DAO									Commune, CFC, FEICOM et MINMAP					
		A6 : Lancement de l'appel d'offre														
		A7 : Sélection d'un maître d'ouvrage	Commune													
		A8 : Mise en place et formation du Comité de Suivi des Travaux (CST)	Commune													
		A9 : Suivi-évaluation des travaux	Commune													
		A10 : Réception (Provisoire et définitive)	Commune (CST), FEICOM et MINMAP													
MINDUH	Elaboration d'un Plan Sommaire d'urbanisation	A1 : Mobilisation des ressources	Commune	25 000		107 25 000				Campo	Mis en forme : Centré					
		A2 : Correspondance au MINDUH pour accompagnement à l'élaboration du PSU	Commune													
		A3 : Préparation des DAO	Commune, MINDUH et MINMAP													
		A4 : Lancement de l'appel d'offre	MINDUH													
		A5 : Sélection d'un consultant	Commune, MINDUH													
		A6 : Suivi-évaluation des travaux														
A9 : Restitution et validation du PSU																
MINDUH	Construction d'une cité de grand standing	A1 : Etudes de faisabilité	Consultant	200		200					Mis en forme : Centré					
		A2 : Mobilisation des ressources	Commune	500		500					Mis en forme : Centré					
		A3 : Etudes d'impacts socio-environnementales	Consultant	5 000		5 000					Mis en forme : Centré					
		A4 : Préparation des DAO	Commune	PM	PM	PM					Mis en forme : Centré					

Secteur	Projet	Activités	Responsable	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes			Localisation	Observation							
				Commune Commune e	Partenaire	Total	A1	A2	A3									
		A5 : Lancement de l'appel d'offres	e et partenaires								Tableau mis en forme							
		A6 : Sélection d'un maître d'ouvrage																
A7 : Mise en place et formation du CST																		
A8 : Suivi-évaluation des travaux																		
A9 : Réception (Provisoire et définitive)																		
	Immatriculation des routes communales		CommuneCommune e	PM	PM	PM					Mis en forme : Centré							
MINCOMM ERCE	Construction d'un hangar au complexe commercial	A1 : Finalisation des négociations pour le financement (Ratification de financement)	CommuneCommune e et PNDP									Campo		Mis en forme : Centré				
		A2 : EtudesEtudes de faisabilité	Consultant															
		A3 : Préparation des DAO	CommuneCommune e, PNDP et MINMAP															
		A4 : Lancement de l'appel d'offre																
		A5 : Sélection d'un maître d'ouvrage																
		A6 : Mise en place et formation du (CST)																
		A7 : Suivi-évaluation des travaux	CommuneCommune e et PNDP															
		A8 : Réception (Provisoire et définitive)																
	Construction de 04 grands entrepôts	A1 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune e	500		500							Ipényedjé		Mis en forme : Centré			
		A2 : EtudesEtudes de faisabilité	Consultant	200		200										Mis en forme : Centré		
		A3 : EtudesEtudes d'impacts socio environnementales	Consultant	5 000		5 000										Mis en forme : Centré		
		A4 : Préparation des DAO	CommuneCommune e et partenaires mobilisés	PM	PM	PM												Mis en forme : Centré
		A5 : Lancement de l'appel d'offre																
		A6 : Sélection d'un maître d'ouvrage																
		A7 : Mise en place et formation du CST																
		A8 : Suivi-évaluation des travaux																
		A9 : Réception (Provisoire et définitive)																
	Construction de 02 hangars commerciaux	A1 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune e	100		100							Ebodje et Akak		Mis en forme : Centré			
		A2 : EtudesEtudes de faisabilité	Consultants	200		200										Mis en forme : Centré		
		A3 : Préparation des DAO	CommuneCommune e et partenaires mobilisés	50 000		50 000												Mis en forme : Centré
		A4 : Lancement des appels d'offres																
		A5 : Sélection des maîtres d'ouvrages																
		A6 : Mise en place et formation des CST																
		A7 : Suivi-évaluation des travaux																
A8 : Réception (Provisoire et définitive)																		

Secteur	Projet	Activités	Responsable	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes			Localisation	Observations
				Commune Commune e	Partenaire	Total	A1	A2	A3		
	Organisation annuelle de 02 ventes promotionnelles	A1 : Saisi de la DD/MINDUH	CommuneCommune e	900x2= 1 800		900x2= 1 800				Campo	← ← ←
		A2 : Mobilisation des fonds pour l'organisation des ventes									
		A3 : Sensibilisation des populations									
	Organisation d'une foire commerciale annuelle	A1 : Choix du site	CommuneCommune e	PM	PM	PM				Campo	←
		A2 : Aménagement du site									
		A2 : Mobilisation des partenaires (Entreprises et opérateurs économiques locaux et externes)									

Tableau mis en forme

Mis en forme : Centré

Mis en forme : Centré

Mis en forme : Centré

Mis en forme : Centré

Secteur	Projet	Activités	Responsable	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes			Localisation	Observations
				Commune Commune e	Partenaire	Total	A1	A2	A3		
MINTOUL	Construction d'un hôtel de moyen standing	A1 : Finalisation des négociations pour le financement (Ratification des documents de financement)	CommuneCommune e, FEICOM	48 000	432 000	480 000				Campo	Accord de principe obtenu entre le FEICOM et la CommuneCom mune pour un financement à hauteur de 90% et 10% respectivement
		A2 : Identification et acquisition formelle du site (Immatriculation)	CommuneCommune e								
		A3 : Etudes Études de faisabilité	Consultant								
		A4 : Etudes Études d'impacts socio-environnementales									
		A5 : Préparation des DAO	CommuneCommune e, FEICOM et								
		A6 : Lancement de l'appel d'offre	MINMAP								
		A7 : Sélection d'un maître d'ouvrage									
		A8 : Mise en place et formation du Comité de Suivi des Travaux (CST)	CommuneCommune e, MINTP								
		A9 : Suivi-évaluation des travaux	CommuneCommune e (CST), FEICOM et								
		A10 : Réception (Provisoire et définitive)	MINMAP								
	Valorisation du potentiel touristique de la	A1 : Elabore Elabore le fichier d'identification et de caractérisation des potentiels sites touristiques de la CommuneCommune e	CommuneCommune e	Coût administratif							

Secteur	Projet	Activités	Responsable	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes			Localisation	Observations
				Commune Commune	Partenaire	Total	A1	A2	A3		
	PMH	A3 : Lancement de l'appel d'offre							1Ebianemeyong, CMA Campo, Itone Fang, Mintom, Mbenji, Ipenyedjé, Malaba,		
		A4 : Sélection d'un maître d'ouvrage									
		A5 : Suivi-évaluation des travaux									
		A6 : Réception (Provisoire et définitive)									
	Mise en place et formation des Comités de Gestion (COGES) des points d'eau : 13	A1 : Sensibilisation sur l'importance, le rôle des COGES ainsi que les critères d'éligibilité	CommuneCommune et PNDP	Coût administratif						Ebianemeyong Afan-Essokié	
		A2 : Organisation des assemblées constitutives des COGES									
		A3 : Organisation de 03 sessions de formation des COGES									
	Fournitures des caisses à outils aux COGES (13)	A1 : Elaboration Elaboration de la liste des outils contenus dans une caisse à outil	CommuneCommune et PNDP	1 000		1 000				Mabiogo, Ebodje, Akak Nazareth, Nkoadjap Doum-Essamebenga Doum-Essamedjang, Nkoélon	
		A2 : Préparation des DAO									
		A3 : Lancement de l'appel d'offre									
		A4 : Sélection d'un maître d'ouvrage									
		A5 : Réception et vérification du contenu des caisses à outils									
		A6 : Distribution des Caisses aux COGES									
Réhabilitation et extension de l'adduction d'eau urbaine (Ebodje à Mintom)	A1 : Etude Études de faisabilité	CommuneCommune, CAMWATER	2 000		2 000			Campo, Ebodje, Mbenji, Doum Esamedjang, Bouandjo, Malaba, Itonde Fang, Campo Beach, Mintom Tondéfom,			
	A2 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune	500		500						
	A3 : Etudes Études d'impacts socio-économiques	CommuneCommune, CAMWATER et autres partenaires	PM		111						
	A3 : Préparation des DAO										
	A4 : Lancement des appels d'offres										
	A5 : Sélection des maîtres d'ouvrages										
	A6 : Mise en place et formation des CST										
	A7 : Suivi-évaluation des travaux										
A8 : Réception (Provisoire et définitive)											
ElectrificationÉlectrification rurale décentralisée de 03 villages avec des centrales thermiques	A1 : Réalisation du devis estimatif	Consultant	5 000 x 2 = 10 000		10 000			Ebodje, Bouandjo et Doum Essamedjang			
	A2 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune									
	A3 : Réunion de sensibilisation et d'adoption des modalités de gestion de l'électricité	CommuneCommune, population									
	A3 : Mise en place et formation du Comité de gestion	CommuneCommune									
	A4 : Lancement des appels d'offres	CommuneCommune									

Secteur	Projet	Activités	Responsable	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes			Localisation	Observations
				Commune Commune e	Partenaire	Total	A1	A2	A3		
		A3 : Préparation des DAO A4 : Lancement des appels d'offres A5 : Sélection des maîtres d'ouvrages A6 : Mise en place et formation des CST A7 : Suivi-évaluation des travaux A8 : Réception (Provisoire et définitive)									
	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour l'équipement laboratoire du CMA de Campo		CommuneCommune e, Médecin chef du CMA	Coût administratif						Campo	
	Construction d'une morgue au CMA	A1 : <u>Etude</u> <u>Études</u> de faisabilité	Consultant	50 000		50 000				Campo	
A2 : Mobilisation des ressources		CommuneCommune e									
A3 : Préparation des DAO		CommuneCommune e, MINMAP, MINSANTE									
A4 : Lancement des appels d'offres											
A5 : Sélection des maîtres d'ouvrages											
A6 : Mise en place et formation des CST											
A7 : Suivi-évaluation des travaux											
A8 : Réception (Provisoire et définitive)											
Réhabilitation d'une Case de Santé	A1 : <u>Evaluation</u> <u>Évaluation</u> du niveau de dégradation et du devis estimatif	Consultant	PM	PM	113 ^{PM}				Akak		
	A2 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune e									
	A3 : Préparation des DAO	CommuneCommune e et MINSANTE									
	A4 : Lancement des appels d'offres										
	A5 : Sélection d'un entrepreneur										
	A6 : Mise en place et formation des CST										
	A7 : Suivi-évaluation des travaux										
	A8 : Réception (Provisoire et définitive)										
	A9 : Recrutement de 02 infirmiers et d'une sage femme										
Plaidoyer pour renforcer le personnel sanitaire	A1 : 02 IDE, 03 AS et 01 matrone ;	CommuneCommune e et MINSANTE	PM	PM	PM				CMA Campo		
	A2 : 01 IDE et 02 AS								CSI Ebodje		
	A3 : 02 infirmiers et une sage femme								Akak		
Plaidoyer pour renforcer l'équipement des	A1 : 10 lits d'hospitalisation, 01table d'accouchement A2 : 02 motos tout terrain pour les équipes du PEV								CMA Campo		

Secteur	Projet	Activités	Responsable	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes			Localisation	Observations
				Commune Commune	Partenaire	Total	A1	A2	A3		
	formations sanitaires	A3 : Aménager et équiper une maternité							CSI Ebodje		
MINADER	Création et légalisation de 02 coopératives agricoles viables	A1 : Organiser dans chaque village des séances de sensibilisation sur l'importance, le processus de mise en place, l'adhésion et le fonctionnement des coopératives agricoles	CommuneCommune, DAADER et DDADER	3 600		3 600				01 sur l'axe Campo – Ipenyedjé	
		A2 : Faciliter l'organisation des assemblées générales constitutives de 02 coopératives agricoles		2 000		2 000				01 sur l'axe Campo- Ebianemeyong	
		A3 : Appuyer la légalisation des 02 coopératives		Coûts administratifs							
	Plaidoyer pour le renforcement des capacités de la DAADER	A1 : Octroi de 02 motos tout terrain	CommuneCommune, DAADER et DDADER	500						Campo	
		A2 : Affectation ou recrutement de 03 agents technique								Akak	
A3 : réhabilitation d'un poste agricole											
Amélioration du niveau de production agricole dans la CommuneCommune	A1 : Mise en place d'une pépinière d'une capacité annuelle 100 000 rejets de bananier	CommuneCommune et MINADER			10 000				Nkoélon		
	A2 : Mise en place de 03 champs de 05 Ha de manioc				30 000				Nazareth, Ebodje, Nkoadjap		
	A3 : Champ semencier de manioc de 02ha		PM		PM				Akak		
MINEPIA	Plaidoyer pour le renforcement des capacités de la DAEPIA	A1 : Octroi de 02 motos tout terrain à la délégation d'arrondissement	CommuneCommune, MINEPIA	500		500					
		A2 : Affectation ou recrutement d'un technicien d'élevage et d'un Infirmier vétérinaire									
	Construction des structures d'appuis au développement de l'élevage	A1 : Construction d'une ferme de multiplication pour les espèces améliorées de porcs				120 000				Campo	
		A2 : Construction d'une station d'alevinage				40 000					
Appuis aux initiatives locales dans le secteur de l'élevage	A1 : Appuis à la construction de 02 étangs piscicole de 400 m²	CommuneCommune	8 000		8 000				Tondefom, Doum Essamebennga Essamebenga		
	A2 : Appuis à la mise en place de 03 fermes de 1 000 poulets de chairs	CommuneCommune	PM		PM				Nkoadjap, Bitande Asso, Mabiogo		
	A3 : Appuis à la mise en place de 02 fermes porcine d'engraissement de 50 sujets	CommuneCommune	PM		PM				Mbenji, Malaba		

Secteur	Projet	Activités	Responsable	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes			Localisation	Observations
				Commune Commune	Partenaire	Total	A1	A2	A3		
MINTP	Promotion de l'entretien des ouvrages des travaux publics	A1 : Reprofilage avec recharge du tronçon Scierie - Nazareth - Mabiogo	CommuneCommune	14 000		14 000				Mabiogo, Nazareth	
		A2 : Mise en place, formation et équipement des comités de routes dans tous les villages	CommuneCommune, MINTP	PM		PM				Tous les villages	
		A3 : Aménagement de la façade fluviale	CommuneCommune	70 000		70 000				Campo Beach	
		A4 : Réhabilitation d'une route rurale (04 Km)								Mintom centre – route Akak	
MINCULT	Elaboration du fichier du patrimoine et de la politique culturelle	A1 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune	PM	PM				Toutes communautés		
		A2 : Préparation des DAO									
		A3 : Lancement de l'appel d'offre									
		A4 : Sélection d'un consultant									
	Construction et équipement d'une salle de fête	A5 : Restitution et validation du plan de politique culturelle de la CommuneCommune de Campo									
		A1 : Etudes de faisabilité	Consultant	80 000	80 000	115			Campo		
		A2 : Identification et acquisition formelle du site	CommuneCommune								
		A3 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune								
		A4 : Etudes d'impacts socio-environnementales	Consultant								
		A5 : Préparation des DAO	CommuneCommune, MINMAP								
A6 : Lancement de l'appel d'offre	CommuneCommune, MINMAP										
A7 : Sélection d'un maître d'ouvrage	CommuneCommune, MINMAP										
A8 : Mise en place et formation du Comité de Suivi des Travaux (CST)	CommuneCommune, MINMAP, MINTP										
A9 : Suivi-évaluation des travaux	CommuneCommune										
A10 : Réception (Provisoire et définitive)	CommuneCommune, MINMAP										
Appuis à l'organisation des manifestations culturelles	A1 : Fournitures de 02 tentes et 200 chaises à 04 villages	CommuneCommune							Mabiogo, Malaba, Bouandjo, Doum Essamedjang		
	A2 : Construction de 02 foyers culturels								Ebodje, Mintom		
MINEDUB	Plaidoyer pour l'amélioration de	A1 : le recrutement de 56 instituteurs	CommuneCommune	250	250				EP Campo-Ville, EM Campo-Ville, EP Campo-Beach, EM Campo-		
		A2 : la réhabilitation de 61 salles de classe	CommuneCommune, PNDP,								

Secteur	Projet	Activités	Responsable	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes			Localisation	Observations
				Commune Commune	Partenaire	Total	A1	A2	A3		
	l'offre en matière de l'éducation de base dans la CommuneCommune	A3 : la construction de 22 salles de classe	MINEDUB, FEICOM, SCIEB ...							Beach, EP Ipono, EP Bilingue, EM Bilingue, EM Bouandjo, EP Ebiamemeyong EP Nkoélon, EP Mabiogo, EP Ebodje, EM Ebodje, EP Bouandjo, EP Akak EP Itonde Fang, EP Catholique, EM Catholique	
		A4 : la réhabilitation de 01 point d'eau potable									
		A5 : la construction de 09 points d'eau potable									
		A6 : la construction de 18 latrines									
		A7 : la construction et l'équipement de l'IAEB									
		A8 : la construction de 46 logements d'astreinte									
		A9 : l'acquisition de 165 tables bancs									
MINMIDT	Valorisation du potentiel minier et industriel communal	A1 : Construction d'une scierie communale	CommuneCommune	PM		PM				Akak	
		A2 : Organisation de l'exploitation des carrières de la CommuneCommune		PM		PM			Beach, Mintom Bokombe,		
MINESEC	Plaidoyer pour l'amélioration de l'offre en matière d'enseignement secondaire dans la CommuneCommune	A1 : le recrutement de 44 nouveaux enseignants	CommuneCommune , PNDP, MINEDUB, FEICOM, SCIEB ...	250		250				CES d'Ebodje, CETIC de Campo, Lycée Moderne de Campo	
		A2 : la réhabilitation de 12 salles de classe									
		A3 : la construction de 26 salles de classe									
		A4 : la construction de 03 points d'eau potable									
		A5 : la construction de 02 blocs de 04 latrines									
		A6 : la construction de 03 bibliothèques									
		A7 : la construction de 03 laboratoires (02 scientifiques et 01 laboratoire de langue)									
		A8 : la construction de 03 salles d'informatique									
		A9 : la construction de 01 atelier de mécanique									
		A10 : la construction de 1 atelier de maçonnerie									
		A11 : la construction d'1 atelier de section commerciale									
		A12 : l'équipement de 01 atelier d'électricité									
		A13 : l'équipement de 01 atelier de menuiserie									
MINPOSTEL	EquipementEquipement et mise en fonction du télé-centre communautaire	A1 : Plaidoyer auprès du MINPOSTEL pour l'équipement du télé-centre communautaire	CommuneCommune , MINPOSTEL	250		250				Campo	
		A2 : Mobilisation des ressources		PM		PM					
		A3: EquipementEquipement du télé-centre communautaire		PM		PM					
MINJEC	Construction et équipement du centre multifonctionnel de promotion de	A1 : Plaidoyer auprès du MINJEC, pour la construction et l'équipement du centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse	CommuneCommune	250		250				Campo	
		A2 : Réalisation des études de faisabilité.		PM		PM					
		A3 : Mobilisation des ressources		PM		PM					

116

Secteur	Projet	Activités	Responsable	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes			Localisation	Observations
				Commune Commune e	Partenaire	Total	A1	A2	A3		
la jeunesse	la jeunesse		e								
		A4 : Construction et équipement du centre	CommuneCommune e, MINJEC	PM		PM					
	Facilitation de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de la CommuneCommune de Campo	A1 : Organisation chaque trimestre d'un atelier de renforcement des capacités des jeunes sur le montage et la gestion des projets générateurs de revenus et l'entrepreneuriat	CommuneCommune e, MINJEC, PAJER-U, SCNPD	PM		PM					
		A2 : Plaidoyer auprès des projets d'insertion des jeunes pour l'intégration de la CommuneCommune de Campo dans leur mise en œuvre	CommuneCommune e, MINJEC	PM		PM					
		A3 : Accompagnement de 20 jeunes par an à la mise en place la gestion d'un projet économique	CommuneCommune e, MINJEC	PM		PM					
	Promotion des attitudes responsables parmi les jeunes	A1 : Organisation mensuelle des causeries éducatives dans les établissements secondaires	CommuneCommune e, MINJEC	PM		PM					
A2 : Organiser en collaboration avec les forces de l'ordre des opérations de répression du trafic et de consommation des stupéfiants		Police, gendarmerie	PM		PM						
MINEFOP	Création et construction d'un centre de formation professionnelle.	A1 : Plaidoirie auprès du MINEFOP pour la création, la construction et l'équipement de 01 centre de formation professionnelle.	CommuneCommune e	250		250				Campo	
		A2 : Réalisation des études de faisabilité.	Consultant	PM		PM					
		A3 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune e	PM		PM					
		A4 : construction et équipement de 01 centre de formation professionnelle.	CommuneCommune e	PM		PM					
MINAS	Construction d'1 complexe pour personnes vulnérables (handicapés moteurs, enfants abandonnés, personnes âgées, infirmerie, mini complexe sportif)	A1 : Plaidoyer auprès du MINAS pour inscription au BIP de la construction et l'équipement d'un complexe multifonctionnel	CommuneCommune e	250		250				Campo	
		A2 : Réalisation des EtudesEtudes de faisabilité.	Consultant, MINAS	PM		PM					
		A3 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune e	PM		PM					
		A4 : Construction du complexe multifonctionnel	Maitre d'oeuvreœuvre, CommuneCommune e, MINAS, MINTP, MINDUH	PM		PM					
		A5 : EquipementEquipement du complexe multifonctionnel	CommuneCommune e, MINAS, MINTP, MINDUH	PM		PM					

117

Secteur	Projet	Activités	Responsable	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes			Localisation	Observations
				Commune Commune e	Partenaire	Total	A1	A2	A3		
Coût total du CDMT						1 751 100					

6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

6.2.1. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Au-delà de l'amélioration de la condition de vie des populations, les projets et activités planifiés dans le CDMT sont susceptibles de provoquer des impacts socio-économiques et environnementaux négatifs. Il est donc important d'analyser et de prendre en compte ces effets non souhaitables afin de mieux les maîtriser/atténuer et d'optimiser les impacts positifs.

6.2.2. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Le tableau ci-après récapitule les impacts sociaux et environnementaux des projets planifiés dans le CDMT ainsi que les mesures d'optimisation des effets positifs et d'atténuation des effets négatifs.

Tableau 68 : Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
<p>Microprojets hydrauliques:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de 13 forages équipés d'une PMH - Réhabilitation de 09 puits aménagés - Réhabilitation et extension de l'adduction d'eau urbaine 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux des maladies liés à l'eau dans les villages - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds - Amélioration de la gouvernance locale à travers l'institution des comités de gestion - Amélioration des revenus à travers main d'œuvre locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les communautés sur les mesures d'hygiène et d'assainissement - Mettre en place des comités de gestion suivant un processus participatif, prenant en compte les minorités et l'aspect genre - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Risque de déplacement involontaire - Pollution du point d'eau par les produits de traitement, phytosanitaires, par les latrines, les animaux - Risque de perte des espèces ligneuses 	<ul style="list-style-type: none"> - EviterÉviter d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles (marécages, lieux sacrés, parcs et aires protégées, etc.) - Négocier auprès des propriétaires des sites et leur expliquer le bien fondé du projet dans la communauté - Obtenir des propriétaires fonciers des actes de donations - Activer le plan de recasement - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Reboiser les sites au cas par cas - Réaliser des EtudesÉtudes d'Impacts Socio-économiques (EISE)
<p>Microprojets d'électrification</p> <ul style="list-style-type: none"> - ÉlectrificationÉlectrification rurale décentralisée avec des centrales thermiques des villages Bouandjo, Ebodje et Doum Essamedjang 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du cadre et des conditions de vie (Santé, éducation) - Développement des activités économique - Création des emplois - Réduction de l'exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation des infrastructures - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques sur la sécurité des personnes - Destruction de la biodiversité (dégagement du site) - Risques d'incendies 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les normes techniques de construction ou installation des infrastructures - Sensibiliser et impliquer les populations lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental
<p>Projets routiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reprofilage des axes : Scierie Ipono – Nazareth – Mabiogo; - Réhabilitation d'une route rurale (04 Km) à Mintom 	<ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement des localités - Facilitation des mouvements des personnes et transports des biens - Développement économique 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place et équipement des comités d'entretien des routes 	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Arroser les endroits des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Prévoir un plan de reboisement aux abords des routes
<p>Micro projets agricoles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une pépinière d'une capacité annuelle 100 000 rejets de bananier - Mise en place de 03 champs de 05 Ha de manioc - Champ semencier de manioc de 02ha 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des emplois - Amélioration des revenus dans la zone du projet - Réduction du taux d'exode rural - Promotion de l'auto-emploi - Amélioration de l'alimentation et la santé des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser (technique HIMO) - Mettre sur pied un système de commercialisation (SIM, marché périodique) - Organiser les producteurs en coopératives structurées et viables 	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction du couvert forestier pour le dégagement des parcelles - Pollution des eaux par des produits phytosanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier les techniques agricoles respectueuses de l'environnement : agroforesterie,

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Micro projets d'élevages : <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une ferme porcine de multiplication - Construction d'une station d'alevinage - Construction de 02 étangs piscicole de 400 m² - Construction de 03 fermes de 1 000 poulets de chairs - Construction de 02 fermes porcine d'engraissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des emplois - Amélioration des revenus dans la zone du projet - Réduction du taux d'exode rural - Lutte braconnage - Améliorer l'alimentation et partant la santé des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les producteurs en coopératives structurées et viables - Assurer les formations et l'encadrement des groupes des producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque des conflits agro pastorales - Production des odeurs nauséabondes - Pollution des cours d'eau - Perturbation des débits des cours d'eau utilisés pour les étangs 	<ul style="list-style-type: none"> - Interdiction de l'élevage en divagation - Construire les fermes à l'écart des habitations - Promotion de l'agriculture intégrée (compostage, utilisation des résidus agricoles pour l'alimentation des animaux)
Projets de construction : <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une salle de fête - Construction d'un hôtel de moyen standing - Construction d'une cité Municipale - Construction d'une cité de grand standing - Construction de 03 hangars au complexe commercial - Construction de 04 grands entrepôts - Construction d'une Radio Communautaire - Construction d'une morgue au CMA - Construction et équipement du centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des emplois - Amélioration des revenus dans la zone du projet - Réduction du taux d'exode rural - Amélioration de l'accès aux services sociaux de base - Facilitation de l'accès aux soins de santé ; - Développement des activités socio-économiques ; - Amélioration des conditions de fréquentation des élèves ; - Facilitation de la formation professionnelle ; - Facilitation de l'insertion socioprofessionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO - Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour le financement des projets communautaires - Sensibiliser les populations sur la maîtrise d'ouvrages - Mettre en place les comités de vigilance 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de marginalisation des populations vulnérables - ErosionÉrosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au déchargement du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire en sorte que les infrastructures profitent à toutes les couches sociales. - Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel - Reboiser les zones affectées ; - Engazonner les zones affectées - Arroser les endroits des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser les alentours de l'ouvrage

6.2.3. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Le plan sommaire de gestion de l'environnement dans le cadre de l'exécution du PCD est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 69 : Plan sommaire de gestion de l'environnement

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Acteurs de suivi	Observations
Réaliser les études d'impacts environnementaux avant l'exécution de tout micro projet communal	<ul style="list-style-type: none"> - préparer les TDR ; - faire approuver les TDR ; - recruter les consultants ; - réaliser les études proprement dites 	<ul style="list-style-type: none"> - Mairie (Maître d'ouvrage) - Consultant (Maître d'œuvre) 	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINEPED - PNDP - ACD - Conseil municipal 	Ces études doivent être conformes à l' ARRETE N° 0070/MINEP du 22 avril 2005 fixant les opérations dont la nécessite une EIE
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental lors du montage de tous les microprojets au niveau de la CommuneCommune	<ul style="list-style-type: none"> - Remplissage du formulaire par les bénéficiaires ; - Identification des impacts socio-environnementaux possible ; - Mesures d'atténuation/ optimisation à envisager 	<ul style="list-style-type: none"> - Bénéficiaires des projets ; - Sectoriels ; - Consultants 	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINEPED - PNDP - ACD - Conseil municipal 	Chaque formulaire est annexé au dossier projet
Formation de l'ACD et le Comité de suivi du PCD (CCSP) aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	<ul style="list-style-type: none"> - Préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir l'atelier 	PNDP	<ul style="list-style-type: none"> - PNDP - CommuneCommune (Maire, SG) 	
Inscription dans le budget communal des provisions pour les compensations des personnes déplacées	Inventaires des personnes déplacées et des biens endommagés au cours du montage des projets	Mairie/Conseil municipal	<ul style="list-style-type: none"> -Mairie -DDMINDCAF 	Les frais y afférents sont pris en charge par la CommuneCommune pour les projets PNDP et par l'état pour les projets BIP
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale des projets retenus	<ul style="list-style-type: none"> - extraction des mesures environnementales des projets ; - élaboration d'un plan de suivi des mesures 	<ul style="list-style-type: none"> - ACD - Comité de suivi du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINEPED - PNDP - ACD - Conseil municipal 	Elaborer Elaborer un mécanisme de suivi du plan de gestion environnementale
Intégration systématique des rampes d'accès pour handicapés, points d'eau, latrines, dispositifs de traitement des déchets dans les projets de construction		<ul style="list-style-type: none"> - Consultants, - Conseil municipal, - Chef SAS 	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINEPED - PNDP - ACD - MINAS 	Les coûts y afférents doivent être intégrés dans les coûts de la conception du microprojet
Activation et formation des comités locaux de gestion des infrastructures aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	Former les comités sur la maintenance des ouvrages	<ul style="list-style-type: none"> - CommuneCommune - ACD - Prestataire - Comité de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> - DDMINEPED - PNDP - Conseil municipal 	

6.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1. Ressources mobilisables

Les ressources mobilisables par la [Commune](#) pour l'année 2015 sont évaluées dans le tableau ci-après.

Tableau 70: Ressources mobilisables par la [Commune](#)

N°	Sources de financement	Contribution prévisionnelle
1.	Recettes propres	190 635 880
2.	FEICOM	980 000 000
3.	Allocation-PNDP	20 000 000
4.	BIP (Budget d'Investissement Public)	255 523 300
5.	Dotation générale de la Décentralisation (DGD)	6 000 000
6.	Centime Additionnel Communal (CAC)	48 000 000
7.	Autres subventions reçues de l' Etat	20 000 000
TOTAL		1 520 159 180

6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (première année : 2015)

Le tableau ci-après présente la programmation annuelle des projets prioritaires.

Tableau 71: Plan d'investissement annuel (2015)

Secteurs	Projets	Activités	Partenaires	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes				Localisation
				CommuneCommune	Partenaire	Total	T1	T2	T3	T4	
MINTOUL	Construction d'un hôtel à moyen standing	A1 : Finalisation des négociations pour le financement (Ratification des documents de financement)	CommuneCommune, FEICOM	48 000	432 000	480 000	■				Campo
		A2 : Identification et acquisition formelle du site									
		A3 : EtudesEtudes de faisabilité									
		A4 : EtudesEtudes d'impacts socio-environnementales									
		A5 : Préparation des DAO									
		A6 : Lancement de l'appel d'offre									
		A7 : Sélection d'un maître d'ouvrage									
		A8 : Mise en place et formation du Comité de Suivi des Travaux (CST)									
		A9 : Suivi-évaluation des travaux									
		A10 : Réception (Provisoire et définitive)									
	Valorisation du potentiel touristique communal	ElaborationElaboration le fichier d'identification et de caractérisation des potentiels sites touristiques de la CommuneCommune	CommuneCommune	Coût administratif			■				
MINDUH	Construction d'une cité Municipale	A1 : Finalisation des négociations pour le financement	Crédit Foncier (CFC), FEICOM	50 000	450 000	500 000	■				Campo
		A2 : Identification et acquisition formelle du site									
		A3 : EtudesEtudes de faisabilité									
		A4 : EtudesEtudes d'impacts socio-environnementales									
		A5 : Préparation des DAO									
		A6 : Lancement de l'appel d'offre									
		A7 : Sélection d'un maître d'ouvrage									
		A8 : Mise en place et formation du Comité de Suivi des Travaux (CST)									
		A9 : Suivi-évaluation des travaux									
		A10 : Réception (Provisoire et définitive)									
	ElaborationElaboration d'un Plan Sommaire d'urbanisation	A1 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune, MINDUH et MINMAP	25 000		25 000	■				Campo
A2 : Correspondance au MINDUH pour accompagnement à l'élaboration du PSU											
A3 : Préparation des DAO											
A4 : Lancement de l'appel d'offre											
A5 : Sélection d'un consultant											
A6 : Suivi-évaluation des travaux											
A9 : Restitution et validation du PSU											
	Construction d'une cité de	A1 : EtudesEtudes de faisabilité	Consultant	1 000		1 000	■				Campo
A2 : Mobilisation des ressources		CommuneCommune					500				

Secteurs	Projets	Activités	Partenaires	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes				Localisation
				GemmineCo mmune	Partenaire	Total	T1	T2	T3	T4	
	grand standing		mmune								
MINCOMM ERCE	Construction d'un hangar au complexe commercial	A1 : Finalisation des négociations de financement (Ratification de financement)	GemmineCo mmune et PNDP	5 000	20 000	25 000					Campo
		A2 : Etudes de faisabilité	Consultant								
		A3 : Préparation des DAO									
		A4 : Lancement de l'appel d'offre	GemmineCo mmune,								
		A5 : Sélection d'un maître d'ouvrage	PNDP et MINMAP								
		A6 : Mise en place et formation du (CST)									
		A7 : Suivi-évaluation des travaux									
	A8 : Réception (Provisoire et définitive)										
	Organisation de 02 ventes promotionnelles	A1 : Saisie par écrit de la DD/MINCOMMERCE	GemmineCo mmune	900x2= 1800		1 800					
		A2 : Mobilisation des fonds									
A3 : Sensibilisation des populations											
MINCOM	Construction d'une Radio communautaire	A1 : Sollicitation auprès du MINCOM de l'autorisation de création d'une radio communautaire à Campo	GemmineCo mmune	100 000		100 000					Campo
		A2 : Mobilisation des ressources	GemmineCo mmune								
		A3 : Etudes d'impacts socio-économiques									
		A4 : Préparation du DAO									
		A5 : Lancement du dossier d'appel d'offre	GemmineCo mmune,								
		A6 : Sélection des entrepreneurs	FEICOM								
		A7 : Mise en place et formation des CST									
		A8 : Suivi-évaluation des travaux									
		A9 : Réception (Provisoire et définitive)									
MINADER	Plaidoyer pour le renforcement des capacités de la DAADER	A1 : Octroi de 02 motos tout terrain	GemmineCo mmune,	500	125	500					Campo
		A2 : Affectation ou recrutement de 03 agents technique	DAADER et DDADER								
		A3 : réhabilitation d'un poste agricole									
	Amélioration des productions agricoles	A1 : Mise en place d'une pépinière d'une capacité annuelle 100 000 rejets de bananier	GemmineCo mmune et MINADER	10 000		10 000					Nkoélon
A2 : Mise en place de 03 champs de 05 Ha de manioc			30 000		30 000					Nazareth, Ebodje, koadja	
MINEPIA	Plaidoyer pour le renforcement des capacités de la DAEPIA	A1 : Octroi de 02 motos tout terrain à la délégation d'arrondissement	GemmineCo mmune et MINEPIA	500		500					Campo
		A2 : Affectation ou recrutement d'un technicien d'élevage et d'un Infirmier vétérinaire									
	Appuis aux	A1 : Appuis à la construction de 02 étangs piscicoles de	GemmineCo	8 000		8 000					Tondefom,

Secteurs	Projets	Activités	Partenaires	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes				Localisation
				GemmeCommune	Partenaire	Total	T1	T2	T3	T4	
	initiatives d'élevage	400 m²	mmune								Doum Essamebenga
MINTP	Promotion de l'entretien des ouvrages des travaux publics	A1 : Reprofilage avec recharge du tronçon Scierie – Nazareth - Mabiogo	CommuneCommune	14 000		14 000					Mabiogo, Nazareth
		A2 : Aménagement de la façade fluviale	CommuneCommune		70 000						Campo Beach
MINCULT	Construction et équipement d'une salle de fête	A1 : Etudes Etudes de faisabilité	Consultant	80000	80 000						Campo
		A2 : Identification et acquisition formelle du site	CommuneCommune								
		A3 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune								
		A4 : Etudes Etudes d'impacts socio-environnementales	Consultant								
		A5 : Préparation des DAO									
		A6 : Lancement de l'appel d'offre	CommuneCommune,								
		A7 : Sélection d'un maître d'ouvrage	MINMAP,								
		A8 : Mise en place et formation du CST	MINTP								
		A9 : Suivi-évaluation des travaux									
		A10 : Réception (Provisoire et définitive)									
MINSANTE	Réhabilitation de 04 bâtiments au CMA	A1 : Evaluation Evaluation du niveau de dégradation et du devis estimatif	CommuneCommune	20 000	20 000						Campo
		A2 : Mobilisation des ressources									
		A3 : Préparation des DAO									
		A4 : Lancement des appels d'offres									
		A5 : Sélection des maîtres d'ouvrages									
		A6 : Mise en place et formation des CST									
		A7 : Suivi-évaluation des travaux									
		A8 : Réception (Provisoire et définitive)									
MINSANTE	Construction d'une morgue au CMA	A1 : Etude Etudes de faisabilité	Consultant	50 000	50 000						Campo
		A2 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune								
		A3 : Préparation des DAO									
		A4 : Lancement des appels d'offres	CommuneCommune,								
		A5 : Sélection des maîtres d'ouvrages	MINMAP,								
		A6 : Mise en place et formation des CST	MINSANTE								
		A7 : Suivi-évaluation des travaux									
		A8 : Réception (Provisoire et définitive)									
	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour l'équipement laboratoire du CMA		CommuneCommune, Médecin Chef du		Coûts administratifs						Campo

126

Secteurs	Projets	Activités	Partenaires	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes				Localisation
				Commune mmune	Partenaire	Total	T1	T2	T3	T4	
			CMA								
	Plaidoyer pour renforcer le personnel sanitaire	A1 : 02 IDE, 03 AS et 01 matrone ;	Commune mmune et MINSANTE	250	250						CMA Campo
		A2 : 01 IDE et 02 AS									CSI Ebodje
	A3 : 02 infirmiers et une sage femme	Akak									
	Plaidoyer pour le renforcement des équipements sanitaires	A1 : 10 lits d'hospitalisation, 01 table d'accouchement									CMA Campo
		A2 : 02 motos tout terrain pour les équipes du PEV									CMA Campo
		A3 : Aménager et équiper une maternité									CSI Ebodje
MINEDUB	Plaidoyer pour l'amélioration de l'offre en matière de l'éducation de base dans la Commune mmune	A1 : le recrutement de 56 instituteurs	Commune mmune, PNDP, MINEDUB, FEICOM, SCIEB	250	250						
		A2 : la réhabilitation de 61 salles de classe									
		A3 : la construction de 22 salles de classe									
		A4 : la réhabilitation de 01 point d'eau potable									
		A5 : la construction de 09 points d'eau potable									
		A6 : la construction de 18 latrines									
		A7 : la construction et l'équipement de l'IAEB									
		A8 : la construction de 46 logements d'astreinte									
		A9 : l'acquisition de 165 tables bancs									
MINESEC	Plaidoyer pour l'amélioration de l'offre en matière d'enseignement secondaire dans la Commune mmune	A1 : le recrutement de 44 nouveaux enseignants	Commune mmune, PNDP, MINEDUB, FEICOM, SCIEB ...	250	127	250					CES d'Ebodje, CETIC de Campo, Lycée Moderne de Campo
		A2 : la réhabilitation de 12 salles de classe									
		A3 : la construction de 26 salles de classe									
		A4 : la construction de 03 points d'eau potable									
		A5 : la construction de 02 blocs de 04 latrines									
		A6 : la construction de 03 bibliothèques									
		A7 : la construction de 03 laboratoires (02 scientifiques et 01 laboratoire de langue)									
		A8 : la construction de 03 salles d'informatique									
		A9 : la construction de 01 atelier de mécanique									
		A10 : la construction de 1 atelier de maçonnerie									
		A11 : la construction d'1 atelier de section commerciale									
		A12 : l'équipement de 01 atelier d'électricité									
		A13 : l'équipement de 01 atelier de menuiserie									
MINPOST EL	Équipement Equ ipement du télé- centre	A1 : Plaidoyer auprès du MINPOSTEL pour l'équipement du télé-centre communautaire	Commune mmune	250		250					Campo
MINJEC	Construction et équipement du centre de	A1 : Plaidoyer auprès du MINJEC, pour la construction et l'équipement du centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse	Commune mmune	250		250					Campo

Secteurs	Projets	Activités	Partenaires	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes				Localisation
				CommuneCommune	Partenaire	Total	T1	T2	T3	T4	
promotion de la jeunesse		A2 : Réalisation des études de faisabilité.	Consultant	250		250					
		A3 : Mobilisation des ressources	CommuneCommune	PM		PM					
Facilitation de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de la CommuneCommune de Campo		A1 : Organisation chaque trimestre d'un atelier de formation des jeunes sur le montage et la gestion des projets générateurs de revenus et l'entrepreneuriat	CommuneCommune, MINJEC, PAJER-U, SCNPD	4 x1 000		4 000					Campo
		A2 : Plaidoyer auprès des projets d'insertion des jeunes pour l'intégration de la CommuneCommune de Campo dans leur mise en œuvre		PM		PM					

Secteurs	Projets	Activités	Partenaires	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes				Localisation
				Commune Commune	Partenaire	Total	T1	T2	T3	T4	
MINEE	Construction de 13 forages équipés d'une PMHH	A1 : Transmission au MINEE de la liste des localités bénéficiaires	BIP, MINEE	9 000	108 000	117 000					Afan Essokié, Akak, Bitande AssockAssok , Bokombe Centre, Campo Beach, Ebianemeyong, CMA Campo, Itone Fang, Mintom, Mbenji, Ipenyedje, Malaba, Nkoadjap 1
		A2 : Préparation des DAO									
		A3 : Lancement de l'appel d'offre									
		A4 : Sélection d'un maître d'ouvrage									
		A5 : Suivi-évaluation des travaux									
		A6 : Réception (Provisoire et définitive)									
	Etude Études de faisabilité pour réhabiliter et étendre l'AEP	A1 : Etude Études de faisabilité	Commune Commune , CAMWATER	2 000		2 000					Campo Ville
		A2 : Mobilisation des ressources		500		500					
	Réhabilitation et aménagement de tous les puits modernes en panne: 09	A1 : Réalisation des devis estimatifs	Commune Commune	12 000		12 000					Nkoadjap 2, Nkoélon, Doum Essamedjang, Ebianemeyong, Afan Essokié, Mabiogo (02), Ebodje (02)
		A2 : Recrutement d'un technicien pour									
		A3 : Préparation des DAO									
		A4 : Lancement de l'appel d'offre									
		A5 : Sélection d'un Technicien									
A6 : Suivi-évaluation des travaux											
A7 : Réception (Provisoire et définitive)											
Mise en place et formation des Comités de Gestion (COGES) des points d'eau potable : 22 Comités mis en place et formés	A1 : Sensibilisation des populations sur l'importance, le rôle des COGES ainsi que les critères d'éligibilité	Commune Commune , ACD, PNDP	Coûts administratifs							Afan Essokié, Akak, Bitande AssockAssok , Bokombe Centre, Campo Beach, Ebianemeyong, CMA Campo, Itone Fang, Mintom, Mbenji, Ipenyedje, Malaba, Nkoadjap 1	
	A2 : Appui à l'organisation des assemblées constitutives et à la déclaration des COGES										
	A3 : Organisation de 03 sessions de formation des COGES : Mobilisation communautaire, Gestion technique et financière des points d'eau potable										
Électrification Électrification de 10 villages	A1 : Etude Études de faisabilité	Consultant	500		500					Ipenyedje, Mbenji, Ebodje, Mintom, Tondefom, Doum Essamedjang, Bouandjo, Malaba, Itonde Fang, Campo,	
	A2 : Mobilisation des ressources	Commune Commune	PM	129	PM						
Électrification Électrification rurale décentralisée de 03 villages avec des centrales thermiques	A1 : Réalisation du devis estimatif	Consultant	10 000		10 000					Ebodje, Bouandjo, Doum Essamedjang	
	A2 : Mobilisation des ressources	Commune Commune									
	A3 : Réunion de sensibilisation et d'adoption des modalités de gestion de l'électricité	Commune Commune , population									
	A3 : Mise en place et formation du Comité de gestion										
	A4 : Lancement des appels d'offres										
	A5 : Sélection des maîtres d'ouvrages										
	A6 : Mise en place et formation des CST										
	A7 : Suivi-évaluation des travaux										
A8 : Réception (Provisoire et définitive)											

Secteurs	Projets	Activités	Partenaires	Financement (x 1 000 F CFA)			Périodes				Localisation
				Commune Commune	Partenaire	Total	T1	T2	T3	T4	
Total				483 550	1 080 000	1 563 550					

6.3.3. Plan de passation des marchés du PIA

Le tableau ci-dessous présente la programmation annuelle des projets prioritaires

Tableau 72: Plan de passation des marchés du PIA

N°	Localité	Libellé du microprojet	coût prévisionnel du marché (x 1 000 FCFA)	Méthode de sélection	Date approbation par COMES et validation des listes restreintes		Date signature conventions		Date de validation et publication du DAO/DC		Date d'ouverture et analyse des offres		Date d'attribution et signature du contrat		Date de démarrage des travaux		Date réception provisoire		Date de réception définitive	
					Prévue	Réalisée	Prévue	Réalisée	Prévue	Réalisée	Prévue	Réalisée	Prévue	Réalisée	Prévue	Réalisée	Prévue	Réalisée	Prévue	Réalisée
1.	Campo	Construction d'un hôtel à moyen standing	480 000	DAO	20/12/14		20/01/15		30/01/15		01/04/15		15/04/15		01/05/15		01/12/15		31/12/15	
2.	Campo	Construction d'une cité Municipale	500 000	DAO	20/12/14		20/01/15		30/01/15		01/04/15		15/04/15		01/05/15		01/12/15		31/12/15	
3.	Campo	Elaboration Elaboration d'un Plan Sommaire d'urbanisation	25 000	DC	20/12/14		20/01/15		30/01/15		01/04/15		15/04/15		01/05/15		01/12/15		31/12/15	
4.	Campo	Construction d'un hangar au complexe commercial	25 000	DAO	20/12/14		20/01/15		30/01/15		01/04/15		15/04/15		01/05/15		01/12/15		31/12/15	
5.	Campo	Construction d'une Radio communautaire	100 000	DAO	20/12/14		20/01/15		30/01/15		01/04/15		15/04/15		01/05/15		01/12/15		31/12/15	
6.	Campo	Réhabilitation de 04 bâtiments au CMA	20 000	DAO	20/12/14		20/01/15		30/01/15		01/04/15		15/04/15		01/05/15		01/12/15		31/12/15	
7.	Campo	Construction d'une morgue au CMA	50 000	DAO	20/12/14		20/01/15		30/01/15		01/04/15		15/04/15		01/05/15		01/12/15		31/12/15	
8.	Campo	Construction et équipement d'une salle de fête	80 000	DAO	20/12/14		20/01/15		30/01/15		01/04/15		15/04/15		01/05/15		01/12/15		31/12/15	
9.	13 villages	Construction de 13 forages équipés d'une PMHH	117 000	DAO	20/12/14		20/01/15		30/01/15		01/04/15		15/04/15		01/05/15		01/07/15		01/07/16	
10.	09 villages	Réhabilitation et aménagement de tous les puits	12 000	DAO	20/12/14		20/01/15		30/01/15		01/04/15		15/04/15		01/05/15		01/12/15		31/12/15	
11.	Bouandjo, Ebodjé, Doum-Essamedjang	Electrification Electrification rurale décentralisée de 03 villages avec des centrales thermiques	10 000	DAO	20/12/14		20/01/15		30/01/15		01/04/15	130	15/04/15		01/05/15		01/12/15		31/12/15	

NB : DP = Date prévue ; DR= Date de réalisation

6.3.4. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Le tableau suivant présente le plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Tableau 73: Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Activités	Indicateurs de résultats	Période 2015												Responsables et collaborateurs	Coût	Source de financement		
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
Plaidoyer auprès du MINAS pour inscription au BIP de la construction et l'équipement de 01 complexe multifonctionnel	Correspondances administratives																Coûts administratifs	
Recensement des personnes vulnérables dans l'espace géographique de la Commune Commune	Fichier actualisé par type des personnes vulnérables de la Commune Commune (handicapés, personnes âgées, OEV)															MINAS Mairie Partenaires	Coûts administratifs	MINAS Commune Commune Partenaires
Prise en charge scolaire des enfants vulnérables	Taux des OEV (orphelins et enfants vulnérables) bénéficiant des appuis scolaires															IAEB Responsables Lycée, CES, CETIC	PM	MINAS Commune Commune
Création d'un fond pour la subvention des soins sanitaires des personnes vulnérables	Taux d'accroissement des personnes vulnérables ayant un suivi médical															MINAS Commune Commune MINSANTE CMA	PM	MINAS Commune Commune MINSANTE PNDP
Formation et accompagnement des personnes vulnérables à la création des AGR	Nombre de personnes vulnérables formées et accompagnées à la mise en place des AGR															MINAS Commune Commune Consultant	PM	MINAS Commune Commune
Délivrance de la carte nationale d'invalidité aux handicapés	Nombre de cartes nationales d'invalidité délivrées															MINAS Commune Commune	PM	Commune Commune

6.3.5. Plan opérationnel en faveur des populations pygmée

Le plan opérationnel en faveur des populations pygmées est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 74: Plan opérationnel en faveur des peuples pygmées

N°	Activités	Indicateurs de résultats	Responsables /collaborateurs	Financement
Composante éducation et formation professionnelle				
1.	1.1. Inscription et prise en charge de tous les enfants pygmées de Nyamalandé à l'école de Mabiogo	Nombre d'enfants pygmées inscrits	MINAS, CommuneCommune , IAEB	CommuneCommune , MINAS, PNDP
	1.2. Octroi des fournitures scolaires aux enfants pygmées recensés (05) dans les écoles de la CommuneCommune	Taux d'enfants pygmées disposant de la totalité des manuels nécessaires à leur éducation	MINAS, CommuneCommune , IAEB	CommuneCommune , MINAS, PNDP
	1.3. Former/recycler les enseignants des 05 écoles accueillant ou susceptibles d'accueillir les élèves pygmées (Ebianemeyong, Ebodjé, Nkoélon, Akak et Mabiogo) à l'accueil et aux techniques d'encadrement des enfants Pygmées	- Nombre de formation sur les techniques d'accueil et d'encadrement des enfants Pygmées organisées dans la CommuneCommune - Taux d'instituteurs formés	MINAS, CommuneCommune , IAEB	CommuneCommune , MINAS, PNDP
	1.4. Organisation des formations à la mise en place des AGR en faveur des jeunes pygmées non scolarisés et appui à leur insertion socioprofessionnelle	- Nombre de formation sur les techniques de mise en place et de gestion des AGR en faveur des jeunes pygmées non scolarisés organisées dans la CommuneCommune - Nombre de jeunes pygmées exerçant une activité économiques	MINAS, CommuneCommune , IAEB	CommuneCommune , MINAS, PNDP
Composante santé				
2.	2.1. Formation de deux relais de santé communautaire pygmée dans le campement de Nyamalandé et le doter de médicaments de première nécessité	- Nombre de formations organisées - Nombre de relais de santé communautaire formés et équipés	CMA, Chef SAS, CommuneCommune ,	PNDP CMA Chef SAS CommuneCommune MINSANTE
	2.2. Organiser des campagnes de sensibilisation et de dépistage du VIH/SIDA et de la tuberculose dans le campement de Nyamalandé : 02 campagnes par an	- Nombre de campagnes organisées - Taux de VIH dans les campements pygmées		
	2.3. Organiser des campagnes d'hygiène et d'assainissement (02 campagnes par an) dans le campement de Nyamalandé	- Nombre de formations organisées - Nombre de ménages pygmées disposant et utilisant les latrines (Niveau d'assainissement des campements)		
	2.4. Formation/ recyclage, équipement et instauration d'une motivation pour les accoucheuses traditionnelles	- Nombre de femmes formées - Nombre d'accouchement réussies et déclarées par les femmes formées		
	2.5. Création au CMA d'un fond de subvention des soins sanitaires des pygmées	- Montant alloué à la subvention des soins sanitaires des pygmées		

N°	Activités	Indicateurs de résultats	Responsables /collaborateurs	Financement
		- Taux de fréquentation du CMA par les peuples pygmées		
Composante citoyenneté				
3.	3.1. Etablissement Etablissement des pièces officielles en faveur des peuples pygmées: 14 CNI et 30 actes de naissance	- Nombre de pièces officielles établis - Nombre de pygmées disposant des pièces officielles	Administration, Chef SAS, CommuneCommune ,	PNDP MINATD Chef SAS CommuneCommune MINSANTE
	3.2. Mettre en place un système efficace d'enregistrement des naissances à travers les accoucheuses traditionnelles dans le campement de Nyamalandé	- Nombre de femmes formées - Nombre d'accouchement réussies et déclarées par les femmes formées		
4.	4.1. Formation des moniteurs agricoles pygmées (sélection, formation, suivi-accompagnement)	- Nombre de moniteurs formés - Nombre de familles encadrées par les moniteurs formés	MINADER, CommuneCommune	PNDP, MINADER, CommuneCommune , SCIEB
	4.2. Appuis (don des intrants agricoles) à la mise en place des exploitations familiales parmi les peuples pygmées	- Valeur des intrants alloués pour appuyer la création des exploitations familiales - Nombre de familles soutenues/encadrées - Rendement moyens des exploitations familiales des pygmées		

7. MECANISME DE SUIVI- EVALUATION

135

Après la validation du PCD, une structure comité communale devra être mise en place pour coordonner la mise en œuvre, suivre et évaluer le niveau de réalisation des interventions programmées dans le PCD. Il s'agit du Comité de Suivi du Plan Communal de Développement (PCD). La mise en place de ce comité doit être officialisée par un arrêté municipal.

7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

La composition du Comité de Suivi est modulable en fonction de la spécificité de l'ouvrage à réaliser. Cependant, il y a lieu de préciser que les Chefs Supérieurs, les Présidents des Comités de Développement, les membres des Comités de Concertation en leur qualité de mobilisateurs des populations et des ressources sont membres d'office de la sous-commission du Comité de Suivi ~~Evaluation~~Évaluation des projets inhérents à leurs Communautés.

S'agissant des sectoriels, ils sont tous membres du Comité de Suivi ~~Evaluation~~Évaluation et leur intégration au sein des sous-commissions sera fonction de leur implication de par leurs missions organiques par rapport à la mise en œuvre du projet. A titre d'illustration, la sous-commission chargée de la réalisation des infrastructures (Travaux de construction des bâtiments, les aires de jeux, ...) sera nécessairement composée du MINTP, MINDUH, MINEP.

Le tableau suivant présente la composition du Comité Communale de Suivi du PCD (CCSP)...

Tableau 75: Composition du Comité de suivi du PCD

N°	Désignation	Noms et Prénoms
01	Président	MBO Félix Macker
02	Rapporteur	NGATCHA Elie Paulin
03	Rapporteur Adjoint	MOUKOUMOU Thierry
04	Membre	Luc VIKOTI MAHINDO
05	Membre	MOUENDJI Pierre Elie
06	Membre	MENGUE M'OVONO Delphine
07	Membre	MINFE'E Jacques
08	Membre	ALO'O Désiré

Le comité de suivi-évaluation du PCD sera chargé de :

- S'assurer de la conformité des activités au calendrier de déroulement, aux moyens et responsabilités prévues ;
- Interpeller régulièrement l'exécutif communal sur les écarts observés par rapport à l'exécution des actions programmées dans le PCD,
- Jouer le rôle d'interface entre les comités de concertation installés dans les villages et l'exécutif,
- Rendre compte au conseil municipal de la mise en œuvre du PCD
- Présenter à l'exécutif communal le rapport d'activités tous les trimestres
- Suivre au jour le jour l'exécution des travaux inscrits dans le PIA en veillant à la prise en compte des aspects sociaux environnementaux dans les dits projets.

- ~~Elaborer~~Elaborer chaque année le PIA avec le conseil municipal
- Actualiser le PCD après trois (03) ans.

7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

La coordination du suivi de la mise en œuvre du PIA est assurée par le maire de la ~~commune~~Commune. De façon opérationnelle, le comité communal de suivi évaluation suit au quotidien la mise en œuvre des actions programmées dans le Plan d'Investissement annuel et rend compte au maire.

Au niveau de chaque village, le comité de concertation va suivre la mise en œuvre des actions dans la communauté et rendre compte au comité communal de suivi évaluation.

Le comité communal de suivi évaluation de la mise en œuvre du PCD doit se réunir chaque trimestre pour évaluer le niveau d'atteinte des résultats et de réalisation des activités.

Dans la mise en œuvre, des indicateurs de suivi-évaluation devront être pris en compte pour servir de point de référence afin de s'assurer de l'effectivité des réalisations prévues, les moyens utilisés et les résultats obtenus ainsi que les délais de temps tels que prévus.

Le tableau suivant présente les indicateurs de suivi-évaluation pour chaque secteur dans le cadre de **137** la mise en œuvre du PIA.

Tableau 76: Indicateur de suivi –évaluation du PIA

Secteur	Indicateur Général	Indicateurs secondaires
<u>Education</u> <u>Éduc</u> <u>ation</u>	% des jeunes en âge scolaire ayant un accès facile à une éducation de base de qualité.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'équipements et infrastructures scolaires acquis ; Qualité et quantité du personnel enseignant affecté ; Taux de réussite scolaire ; Nombre d'élèves par salle de classe. Nombre d'équipements et d'infrastructures installées. Nombre d'élèves par ordinateur. Ratio Maître/Elèves.
Affaires sociales	<ul style="list-style-type: none"> Taux de personnes vulnérables bénéficiant d'un encadrement social Nombre de personnes handicapés jouissant d'une autonomie socio-économiques 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de cartes préférentielles d'admission dans les services sociaux Nombre d'organisations des personnes vulnérables formées et formalisées. Nombre d'ateliers de formations/réunions organisés.
Tourisme	Nombre d'infrastructures de loisirs et de cultures créées et fonctionnelles	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de sites touristiques aménagés et fonctionnels Nombre de centres culturels aménagés et fonctionnels. Nombre de villages de vacances créés et fonctionnels. Nombre de parcs d'attraction Nombre de touristes Nombre d'événements culturels.
Culture	Nombre d'infrastructures culturelles créées et fonctionnelles	Construction et équipement du foyer culturel
Commerce	<ul style="list-style-type: none"> Marché (Produits) Mini-marchés de gros construits ; 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de mini-marchés de gros créés et fonctionnels Nombre de réunions de concertation organisées. Nombre de contrôles effectués.
Hydraulique	% d'accès à l'eau potable	Nombre de points d'eau aménagés et fonctionnels.

Secteur	Indicateur Général	Indicateurs secondaires
	dans la CommuneCommune	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de points d'eau réhabilités. - Nombre de campagnes de formation au traitement de l'eau.
Energie	% de population jouissant d'une fourniture régulière d'énergie	<ul style="list-style-type: none"> - Linéaire du réseau de distribution. - Volume des pertes énergétiques (à cause de l'état du réseau).
Emploi et formation professionnelle	Taux de chômage de la population en âge de travailler	<ul style="list-style-type: none"> - Répertoire des AGR. - Nombre d'ateliers de renforcement des capacités tenus. - Nombre de centres de formation professionnelle créés. - Nombre d'ateliers de renforcement des capacités en recherche de financements. - Taux de chômage
Elevage	Niveau de rendement et de commercialisation des productions animales dans la CommuneCommune	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'infrastructures zootechniques de contrôle sanitaire et vétérinaire créés et fonctionnels. - Nombre d'infrastructures zootechniques équipées. - Nombre de partenariats signés. - Nombre de subventions obtenues. - Nombre de séminaires de sensibilisation. - Nombre de contrôles organisés. - Nombre de GIC et Unions
Agriculture	Niveau de rendement et de commercialisation des productions végétales dans la CommuneCommune	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel d'encadrement affecté à la DAAR et équipements réceptionnés. - Nombre de séminaires de sensibilisation organisés sur la maîtrise des techniques modernes. - Nombre de financements obtenus auprès des programmes
Travaux publics	Fluidité du transport (Trafic routier)	<ul style="list-style-type: none"> - linéaire total des routes revêtues - Pourcentage du réseau routier en bon état. - Taux de couverture de la CommuneCommune en infrastructures routières. - Nombre d'ouvrages d'arts construits et réceptionnés.
Transport	Fluidité du transport (Trafic routier)	<ul style="list-style-type: none"> - Gare routière organisée et bien fonctionnelle. - Nombre d'AGR présents au sein de la gare. - Nombre de contrôles routiers. - Taux de recouvrement des recettes issues de la gare et de la fourrière municipale.

7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

7.3.1. Dispositif

Dans le cadre de la mise en œuvre du PCD de Campo, un dispositif de suivi (comité de suivi-évaluation) sera mis en place et travaillera en collaboration avec l'exécutif communal afin de l'informer sur le niveau de réalisation des actions planifiées, les écarts observés par rapport aux résultats attendus. Pour un suivi efficace, il est important de mettre en place un programme de renforcement des capacités des membres permanents du comité ainsi que le renforcement de sa coordination afin que l'information puisse circuler de façon optimale entre les communautés, l'exécutif municipal, les prestataires de service et les structures gouvernementales.

7.3.2. Outils et fréquences de suivi

Les outils suivants seront nécessaires pour les activités :

- les fiches de suivi et évaluation (elles sont fonctions des activités à mener);
- le chronogramme de suivi des activités qui est élaboré par la sous-commission conformément à la programmation annuelle des activités à mener;

- les rapports périodiques d'avancement des activités. Ceux-ci se feront sur la base d'une périodicité définie au préalable;

Toutefois, le tout premier outil auquel l'on doit faire recours reste les tableaux de planification contenu dans le présent PCD.

7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Les missions dévolues au comité de suivi dont Le Maire en est le président intègrent entre autre la préparation du PIA qui se fait chaque année et la révision du PCD qui se fait sur une base triennale.

7.4.1. Préparation et actualisation du PIA

La préparation du PIA se fait suivant les étapes ci-après :

- L'évaluation du PIA en fin d'exécution ;
- Le remplissage de la grille des ressources mobilisables (sûres) pour la nouvelle année ;
- L'examen des situations d'urgences qui obligent une action impérative ;
- La reconduction dans le nouveau PIA des projets non réalisés issus du précédent ;
- Le choix des projets à financement autonome certain ;
- Le choix des projets dont la participation des populations locales est assurée ;
- Le choix des projets dont l'exécution s'étend tout le long du plan (03 ans).
- ~~Elaborer~~[Elaborer](#) un nouveau Plan de Passation des Marchés (PPM) pour la nouvelle année.

7.4.2. Révision du PCD

La révision du PCD devrait avoir lieu tous les trois ans. Elle consistera en une modulation des projets du CDMT aux urgences de développement, aux disponibilités financières de la ~~commune~~[Commune](#), au désidérata des bailleurs de fonds de la ~~Commune~~[Commune](#) et aux modifications de la politique nationale de développement.

8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

140

Pour une mise en œuvre réussie du PCD, il est important de lui associer étroitement un plan de communication afin de favoriser le partage d'information, la sensibilisation, la mobilisation, la participation ainsi que l'appropriation du processus par toutes les parties prenantes.

8.1. Objectifs du plan

Les objectifs visés à travers le plan de communication sont les suivants :

- Informer et sensibiliser les différents acteurs au niveau communal sur la mise en œuvre du PCD
- Susciter une prise de conscience auprès des bénéficiaires de leur situation et surtout de la possibilité du changement ;
- Impliquer les acteurs au niveau local dans les actions de développement mises en œuvre au sein de la [communeCommune](#) ;
- Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires pour l'action en vue de leur participation effective aux différentes étapes du processus de planification ;
- Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la [communeCommune](#), notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires ;
- Assurer la collaboration entre les partenaires intervenant au niveau local ;
- Capitaliser les actions de développement menées dans la [communeCommune](#) et les bonnes pratiques en vue de leur diffusion ;
- Favoriser l'exercice du dialogue social entre les communautés et les [communesCommunes](#) à travers la production et la diffusion des informations en rapport les activités de la [communeCommune](#), notamment la mise en œuvre du PCD;
- Accompagner les populations à s'approprier et à participer à leur développement ;
- Appuyer le maire dans la recherche des financements pour la [communeCommune](#) ;
- Assurer la bonne circulation de l'information au sein de la [communeCommune](#) ;
- Promouvoir l'image de marque de la [communeCommune](#) à l'extérieur ;

141

8.2. Étapes d'élaboration et de mise en œuvre du plan

L'élaboration et la mise en œuvre du plan de communication sur la réalisation du PCD devront suivre une approche méthodologique intégrant les principales étapes ci-après :

- réalisation de l'état des lieux du système de communication par l'agent de développement
- élaboration du plan par l'agent communal
- finalisation du plan au cours d'un atelier
- validation du plan par le conseil municipal
- restitution aux communautés par le Maire
- diffusion du plan auprès des différents acteurs par le Maire
- mise en œuvre par le Maire
- suivi évaluation par l'agent de développement

8.3. Conditions favorables à la mise en œuvre réussie de la stratégie de communication

Les conditions ci-après nécessiteront d'être réunies afin de faciliter la mise en œuvre efficace du plan de communication :

- désignation au niveau des communautés des relais de communication (point focaux) chargés d'assurer la collecte et la transmission des informations de base à la ~~commune~~[Commune](#)
- renforcement préalable des capacités du Maire, de l'agent développement et des relais communautaires en matière de Nouvelles Techniques de l'Information et de la Communication (NTIC) et de communication pour le développement (séminaire sur la production des supports de communication, la gestion de la communication au niveau communal, etc)

8.4. Cibles de la ~~commune~~[Commune](#) de Campo

Les cibles principales visées dans le cadre de la stratégie de communication intègrent de manière non exhaustive :

- Les acteurs institutionnels (Gouverneur, Préfets, Sous-préfets et assimilés) ;
- Les partenaires techniques et financiers ;
- Les projets et programmes de développement
- Les bénéficiaires (communautés rurales,)
- La société civile (ONG, élus locaux, prestataires de service...)
- Les services déconcentrés de l'~~Etat~~[État](#)
- Les élites internes et extérieures ainsi que la diaspora
- Les entreprises locales
- Les ONG, associations et Fondations
- Les relais locaux (Conseillers municipaux, Députés, AGC, CC, Chefs traditionnels, Griots, leaders d'opinion, Imams/Pasteurs, toutes les forces endogènes ayant une certaine emprise sur les populations) ;
- Les médias publics ou privés ;

9. CONCLUSION

143

L'élaboration du présent Plan Communal de Développement a donné lieu à la réalisation de plusieurs activités dont la préparation, la réalisation des diagnostics participatifs, la consolidation des données des différents diagnostics, l'organisation d'un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation et la mise en place du dispositif de suivi-évaluation.

Pour ce faire, des données ont été collectées et analysées selon l'approche participative telle que prescrite par le PNDP à travers la « Check List » du processus de planification locale. L'activité a impliqué une large variété de parties prenantes, notamment les [Elus/Élus](#), les administrations, les bénéficiaires, les autorités traditionnelles et religieuses, les opérateurs économiques...

L'analyse de ces données montre d'importants défis à surmonter pour asseoir durablement le processus de développement de la ~~commune~~[Commune](#) de Campo. Pour y faire face, 144 projets à mettre en œuvre dans les villages et dans l'espace urbain communal ont été identifiés. Ainsi chaque unité de planification participative (espace urbain ou village) est concernée par 08 projets, soit 03 projets économiques et 05 projets sociaux. La priorisation des différents projets identifiés a permis d'élaborer un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ainsi qu'un Plan d'Investissement Annuel (PIA).

Le PCD de Campo se veut en même temps ambitieux, dynamique et flexible, l'ordre proposé pour la réalisation des activités pouvant être réajusté en fonction des opportunités. Sa mise en œuvre devra intégrer les aspects de participation et d'inclusion. Elle fera l'objet d'une forte volonté politique de l'exécutif municipal qui devra développer des partenariats utiles dans ce cadre.

10. ANNEXES

145

10.1. Annexe 1 : Fiches des projets du PIA

Fiche signalétique N° 1: Construction d'un hôtel à moyen standing à Campo

	Date : Mars 2015
N° de référence : 01 - 2015	Désignation du micro projet : Construction d'un hôtel à moyen standing dans la ville de Campo
Région : Sud	Domaine d'intervention : Tourisme et Loisirs – Urbanisme et habitat – Travaux Publics
Département : Océan	
CommuneCommune : Campo	
Communauté : Campo	
Maître d'ouvrage : Maire de la CommuneCommune de Campo	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de Suivi Communal et CC	
Maître d'œuvre : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET :	
Doter la CommuneCommune de Campo d'infrastructures de références en matière de promotion de tourisme	
Coût total estimé du projet : 480 000 000 FCFA	Subvention du FEICOM : 432 000 000 FCFA CommuneCommune : 48 000 000 F CFA
Description du micro projet Le projet consiste en la construction d'un hôtel à moyen standing dans la ville de Campo. Sa mise en œuvre intégrera 10 étapes principales : A1 : Finalisation des négociations pour le financement (Ratification des documents de financement) A2 : Identification et acquisition formelle du site A3 : EtudesÉtudes de faisabilité A4 : EtudesÉtudes d'impacts socio-environnementales A5 : Préparation des DAO A6 : Lancement de l'appel d'offre A7 : Sélection d'un maître d'ouvrage A8 : Mise en place et formation du Comité de Suivi des Travaux (CST) A9 : Suivi-évaluation des travaux A10 : Réception (Provisoire et définitive) L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la CommuneCommune , les techniciens des délégations départementales du MINTP, du MINTOUL, du MINDUH et du FEICOM.	
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet <ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) • EviterÉviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage NB : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux : 01 an	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique N° 2: Construction d'une cité Municipale dans la ville de Campo

	Date : Mars 2015
N° de référence : 02 - 2015	Désignation du micro projet : Construction d'une cité Municipale dans la ville de Campo
Région : Sud	Domaine d'intervention : Urbanisme et habitat – Travaux Publics
Département : Océan	
Commune : Campo	
Communauté : Campo	
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune de Campo	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de Suivi Communal et CC	
Maître d'œuvre : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET :	
Doter la Commune de Campo d'infrastructures de références en matière de promotion de tourisme	
Coût total estimé du projet : 500 000 000 FCFA	Subvention du FEICOM : 450 000 000 FCFA Commune : 50 000 000 F CFA
Description du micro projet	
Le projet consiste en la construction de 100 logements sociaux modernes dans la ville de Campo. Sa mise en œuvre intégrera 10 étapes principales :	
A1 : Finalisation des négociations pour le financement (Ratification des documents de financement)	
A2 : Identification et acquisition formelle du site	
A3 : Etudes de faisabilité	
A4 : Etudes d'impacts socio-environnementales	
A5 : Préparation des DAO	
A6 : Lancement de l'appel d'offre	
A7 : Sélection d'un maître d'ouvrage	
A8 : Mise en place et formation du Comité de Suivi des Travaux (CST)	
A9 : Suivi-évaluation des travaux	
A10 : Réception (Provisoire et définitive)	
L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales du MINTP, du MINDUH et du FEICOM.	
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet	
<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) • Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage 	
NB : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux : 01 an	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique N° 3: [Elaboration](#) d'un Plan Sommaire d'urbanisation de la Ville de Campo

	Date : Mars 2015
N° de référence : 03 - 2015	Désignation du micro projet : Elaboration d'un Plan Sommaire d'urbanisation de la Ville de Campo
Région : Sud	Domaine d'intervention : Urbanisme et habitat – Cadastre et Affaires foncières
Département : Océan	
Commune : Campo	
Communauté : Campo	
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune de Campo	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de Suivi Communal et CC	
Maître d'œuvre : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET :	
Doter la ville de Campo d'un plan directeur de référence pour un développement urbain harmonieux, en conformité aux contraintes et potentialités sociales, économiques, environnementales et aux normes sectorielles	
Coût total estimé du projet : 25 000 000 FCFA	Subvention : 0 FCFA Commune : 25 000 000 F CFA
Description du micro projet	
Le projet consiste en l'élaboration d'un plan directeur de référence pour un développement urbain harmonieux, intégrant les contraintes et potentialités sociales économiques et environnementales Sa mise en œuvre intégrera 09 étapes principales :	
A1 : Mobilisation des ressources	
A2 : Correspondance au MINDUH pour accompagnement à l'élaboration du PSU	
A3 : Préparation des DAO	
A4 : Lancement de l'appel d'offre	
A5 : Sélection d'un consultant	
A6 : Suivi-évaluation des travaux	
A9 : Restitution et validation du PSU	
L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune , les techniciens des délégations départementales du MINDUH et du FEICOM.	
NB : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux : 01 an	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique N° 4: Construction d'un hangar au complexe commercial de Campo

	Date : Mars 2015
N° de référence : 04 - 2015	Désignation du micro projet : Construction d'un hangar au complexe commercial de Campo
Région : Sud	Domaine d'intervention : Commerce
Département : Océan	
Commune : Campo	
Communauté : Campo	
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune de Campo	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de Suivi Communal et CC	
Maître d'œuvre : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET :	
Faciliter l'écoulement des productions agricoles au niveau local	
Coût total estimé du projet : 25 000 000 FCFA	Subvention PNDP : 20 000 000 FCFA Commune : 5 000 000 F CFA
<p>Description du micro projet</p> <p>Le projet consiste en la construction d'un hangar au complexe commercial de Campo en vue de faciliter l'écoulement de la production locale des denrées agricoles notamment. Sa mise en œuvre intégrera 08 étapes principales :</p> <p>A1 : Finalisation des négociations de financement (Ratification de financement)</p> <p>A2 : Etudes de faisabilité</p> <p>A3 : Préparation des DAO</p> <p>A4 : Lancement de l'appel d'offre</p> <p>A5 : Sélection d'un maître d'ouvrage</p> <p>A6 : Mise en place et formation du (CST)</p> <p>A7 : Suivi-évaluation des travaux</p> <p>A8 : Réception (Provisoire et définitive)</p> <p>L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales du MINTP et le PNDP.</p>	
<p>Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) • Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage <p>NB : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet</p>	
Durée prévisionnelle des travaux : 01 an	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique N° 5: Construction d'une Radio communautaire dans la ville de Campo

	Date : Mars 2015
N° de référence : 05 - 2015	Désignation du micro projet : Construction d'une Radio communautaire dans la ville de Campo
Région : Sud	Domaine d'intervention : Communication – Culture ...
Département : Océan	
CommuneCommune : Campo	
Communauté : Campo	
Maître d'ouvrage : Maire de la CommuneCommune de Campo	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de Suivi Communal et CC	
Maître d'œuvre : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET :	
<ul style="list-style-type: none"> — Doter la CommuneCommune de Campo d'infrastructure de références en matière de communication ; — Offrir aux populations de la CommuneCommune de Campo un espace d'information et d'échange 	
Coût total estimé du projet : 100 000 000 FCFA	Subvention FEICOM : 100 000 000 FCFA CommuneCommune : 10 000 000 F CFA
Description du micro projet	
<p>Le projet consiste en la construction d'une Radio communautaire dans la ville de Campo en vue de doter la CommuneCommune de Campo d'infrastructure de références en matière de communication et offrir à ses habitants d'information et d'échange.</p> <p>Sa mise en œuvre intégrera 09 étapes principales :</p> <p>A1 : Sollicitation auprès du MINCOM de l'autorisation de création d'1 radio communautaire à Campo</p> <p>A2 : Mobilisation des ressources</p> <p>A3 : EtudesÉtudes d'impacts socio-économiques</p> <p>A4 : Préparation du DAO</p> <p>A5 : Lancement du dossier d'appel d'offre</p> <p>A6 : Sélection des entrepreneurs</p> <p>A7 : Mise en place et formation des CST</p> <p>A8 : Suivi-évaluation des travaux</p> <p>A9 : Réception (Provisoire et définitive)</p> <p>L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la CommuneCommune, les techniciens des délégations départementales du MINTP et le PNDP.</p>	
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet	
<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) • ÉviterÉviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage 	
NB : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux : 01 an	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique N° 6: Construction et équipement d'une salle de fête

	Date : Mars 2015
N° de référence : 06 - 2015	Désignation du micro projet : Construction et équipement d'une salle de fête
Région : Sud	Domaine d'intervention : Culture ...
Département : Océan	
Commune : Campo	
Communauté : Campo	
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune de Campo	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de Suivi Communal et CC	
Maître d'œuvre : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET : Doter la ville de Campo d'un espace d'expression des talents culturels, artistiques ...	
Coût total estimé du projet : 80 000 000 FCFA	Subvention : 0 FCFA Commune : 80 000 000 F CFA
<p>Description du micro projet</p> <p>Le projet consiste en la construction d'une salle de fête dans la ville de Campo. Sa mise en œuvre intégrera 10 étapes principales :</p> <p>A1 : Etudes de faisabilité</p> <p>A2 : Identification et acquisition formelle du site</p> <p>A3 : Mobilisation des ressources</p> <p>A4 : Etudes d'impacts socio-environnementales</p> <p>A5 : Préparation des DAO</p> <p>A6 : Lancement de l'appel d'offre</p> <p>A7 : Sélection d'un maître d'ouvrage</p> <p>A8 : Mise en place et formation du CST</p> <p>A9 : Suivi-évaluation des travaux</p> <p>A10 : Réception (Provisoire et définitive)</p> <p>L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales du MINTP et le PNDP.</p>	
<p>Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) • Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage <p>NB : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet</p>	
Durée prévisionnelle des travaux : 01 an	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique N° 7: Réhabilitation de 04 bâtiments au CMA

	Date : Mars 2015
N° de référence : 07 - 2015	Désignation du micro projet : Réhabilitation de 04 bâtiments au CMA
Région : Sud	Domaine d'intervention : Santé ...
Département : Océan	
CommuneCommune : Campo	
Communauté : Campo	
Maître d'ouvrage : Maire de la CommuneCommune de Campo	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de Suivi Communal et CC	
Maître d'œuvre : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET : Améliorer le cadre et partant les conditions de travail du personnel médical et des patients au CMA de Campo	
Coût total estimé du projet : 20 000 000 FCFA	Subvention: 0 FCFA CommuneCommune : 20 000 000 F CFA
<p>Description du micro projet</p> <p>Le projet consiste en la réhabilitation de 04 bâtiments au CMA de Campo. Les travaux concerneront, les murs, le sols, les plafonds et les ouvertures.</p> <p>Sa mise en œuvre intégrera 08 étapes principales :</p> <p>A1 : EvaluationÉvaluation du niveau de dégradation et du devis estimatif</p> <p>A2 : Mobilisation des ressources</p> <p>A3 : Préparation des DAO</p> <p>A4 : Lancement des appels d'offres</p> <p>A5 : Sélection des maîtres d'ouvrages</p> <p>A6 : Mise en place et formation des CST</p> <p>A7 : Suivi-évaluation des travaux</p> <p>A8 : Réception (Provisoire et définitive)</p> <p>L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la CommuneCommune, les techniciens des délégations départementales du MINTP et le PNDP.</p>	
<p>Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) • EviterÉviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage <p>NB : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet</p>	
Durée prévisionnelle des travaux : 0,5 an	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique N° 8: Construction d'une morgue au CMA

	Date : Mars 2015
N° de référence : 08 - 2015	Désignation du micro projet : Construction d'une morgue au CMA
Région : Sud	Domaine d'intervention : Santé ...
Département : Océan	
Commune : Campo	
Communauté : Campo	
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune de Campo	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de Suivi Communal et CC	
Maître d'œuvre : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET : Améliorer l'offre de service au CMA de Campo	
Coût total estimé du projet : 50 000 000 FCFA	Subvention : 0 FCFA Commune : 50 000 000 F CFA
Description du micro projet Le projet consiste en la construction d'une morgue au CMA de Campo Sa mise en œuvre intégrera 08 étapes principales : A1 : Etude de faisabilité A2 : Mobilisation des ressources A3 : Préparation des DAO A4 : Lancement des appels d'offres A5 : Sélection des maîtres d'ouvrages A6 : Mise en place et formation des CST A7 : Suivi-évaluation des travaux A8 : Réception (Provisoire et définitive) L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales du MINTP et le PNDP.	
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet <ul style="list-style-type: none"> Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage NB : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux : 0,5 ans	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique N° 9: Construction d'un forage équipé d'une PMH

	Date : Mars 2015
N° de référence : 09 – 2015	Désignation du micro projet : Construction d'un forage équipé d'une PMHH
Région : Sud	Domaine d'intervention : Eau et Energie Energie .
Département : Océan	
Commune Commune : Campo	
Communautés : Afan Essokié, Akak, Bitande Assœck Assok , Bokombe Centre, Campo Beach, Ebianemeyong, CMA Campo, Itone Fang, Mintom, Mbenji, Ipenyedjé, Malaba, Nkoadjap 1	
Maître d'ouvrage : Maire de la Commune Commune de Campo	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de Suivi Communal et CC	
Maître d'œuvre : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET : Améliorer le niveau d'accessibilité à l'eau potable des populations	
Coût total estimé du microprojet : 9 000 000 FCFA	Subvention du MINEE : 9 000 000 FCFA Contributions de la Communauté villageoise concernée aux travaux : 0 FCFA
<p>Description du micro projet Le projet consiste à construire et aménager un point d'eau potable dans chaque localité bénéficiaire. Six étapes ont été identifiées pour ces projets :</p> <p>A1 : Transmission au MINEE de la liste des localités bénéficiaires A2 : Préparation des DAO A3 : Lancement de l'appel d'offre A4 : Sélection d'un maître d'ouvrage A5 : Suivi-évaluation des travaux A6 : Réception (Provisoire et définitive)</p> <p>L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la CommuneCommune, les techniciens des délégations départementales du MINEE.</p>	
<p>Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site • Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé • Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau • Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) • EviterEviter systématiquement d'implanter l'ouvrage dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes; • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion <i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet 	
Durée prévisionnelle des travaux : 04 mois	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

154

Fiche signalétique N° 10: Réhabilitation et aménagement de 09 puits modernes en panne

	Date : Mars 2015
N° de référence : 10 – 2015	Désignation du micro projet : Réhabilitation et aménagement de tous les puits modernes en panne: 09
Région : Sud	Domaine d'intervention : Eau et EnergieEnergie .
Département : Océan	
CommuneCommune : Campo	
Communautés : Nkoadjap 2, Nkoélon, Doum Essamedjang, Ebianemeyong, Afan Essokié, Mabiogo (02), Ebodje (02)	
Maître d'ouvrage : Maire de la CommuneCommune de Campo	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de Suivi Communal et CC	
Maître d'œuvre : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET : Améliorer le niveau d'accessibilité à l'eau potable des populations	
Coût total estimé du microprojet : 12 000 000 FCFA	CommuneCommune : 12 000 000 FCFA
Description du micro projet Le projet consiste à réhabiliter les points d'eau potables à Nkoadjap 2, Nkoélon, Doum Essamedjang, Ebianemeyong, Afan Essokié, Mabiogo (02), Ebodje (02) Sept étapes ont été identifiées pour ces projets : A1 : Réalisation des devis estimatifs A2 : Recrutement d'un technicien pour A3 : Préparation des DAO A4 : Lancement de l'appel d'offre A5 : Sélection d'un Technicien A6: Suivi-évaluation des travaux A7: Réception (Provisoire et définitive)	
Durée prévisionnelle des travaux : 06 mois (01 mois pour deux points d'eau)	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique N° 11: [Électrification](#) rurale décentralisée de 03 villages avec des centrales thermiques

	Date : Mai 2015
N° de référence : 11-2015	Désignation du micro projet : Électrification rurale décentralisée de 03 villages avec des centrales thermiques
REGION : Sud	Domaine d'intervention : Infrastructure Collective de service publique (Électrification rurale)
DEPARTEMENT : Océan	
Commune de : Campo	
COMMUNAUTES : Ebodje, Bouandjo, Doum Essamedjang	
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de Campo	
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal	
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET : Améliorer les conditions de vie et soutenir le développement économique des bénéficiaires à travers une fourniture régulière d'énergie	
Objectifs spécifiques :	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Améliorer l'accès à l'énergie électrique des populations ✓ Promouvoir l'installation des petites activités économiques ✓ Améliorer l'accès des populations aux services de communications, télécommunications et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ; ✓ Améliorer les performances académiques des élèves 	
Coût total estimé du microprojet : 10 000 000 FCFA.	Contributions des bénéficiaires aux travaux d'entretien : à déterminer lors des assemblées villageoises
Description du micro projet	
<p>Le projet consiste en l'électrification des villages Ebodje, Bouandjo et Doum Essamebenga par la mise en service de deux (02) générateurs de 125 KVA déjà disponibles. La Commune intégrera dans son budget annuel une provision pour l'entretien des centrales et le soutien en carburant. Les Communautés à travers des collectes dont les montants et les méthodes de collectes seront fixés lors des assemblées villageoises de sensibilisation contribueront pour l'entretien des installations et l'achat du carburant.</p> <p>L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques du MINEE et les techniciens de la Centrale ENEO de Campo.</p> <p>Sept étapes ont été identifiées pour ces projets :</p> <p>A1 : Réalisation du devis estimatif A2 : Mobilisation des ressources A3 : Réunion de sensibilisation et d'adoption des modalités de gestion de l'électricité A3 : Mise en place et formation du Comité de gestion A4 : Lancement des appels d'offres A5 : Sélection des maîtres d'ouvrages A6 : Mise en place et formation des CST A7 : Suivi-évaluation des travaux A8 : Réception (Provisoire et définitive)</p>	

Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans le microprojet

- Sécuriser les lignes électriques ;
- Installer des plaquettes de mise en garde ;
- Utiliser la main d'œuvre locale pour les tâches HIMO ;
- Reboiser dans la zone au prorata des arbres détruits le long des layons.

n.b. :01 formulaire d'examen environnemental du projet sera rempli et annexé au dossier projet

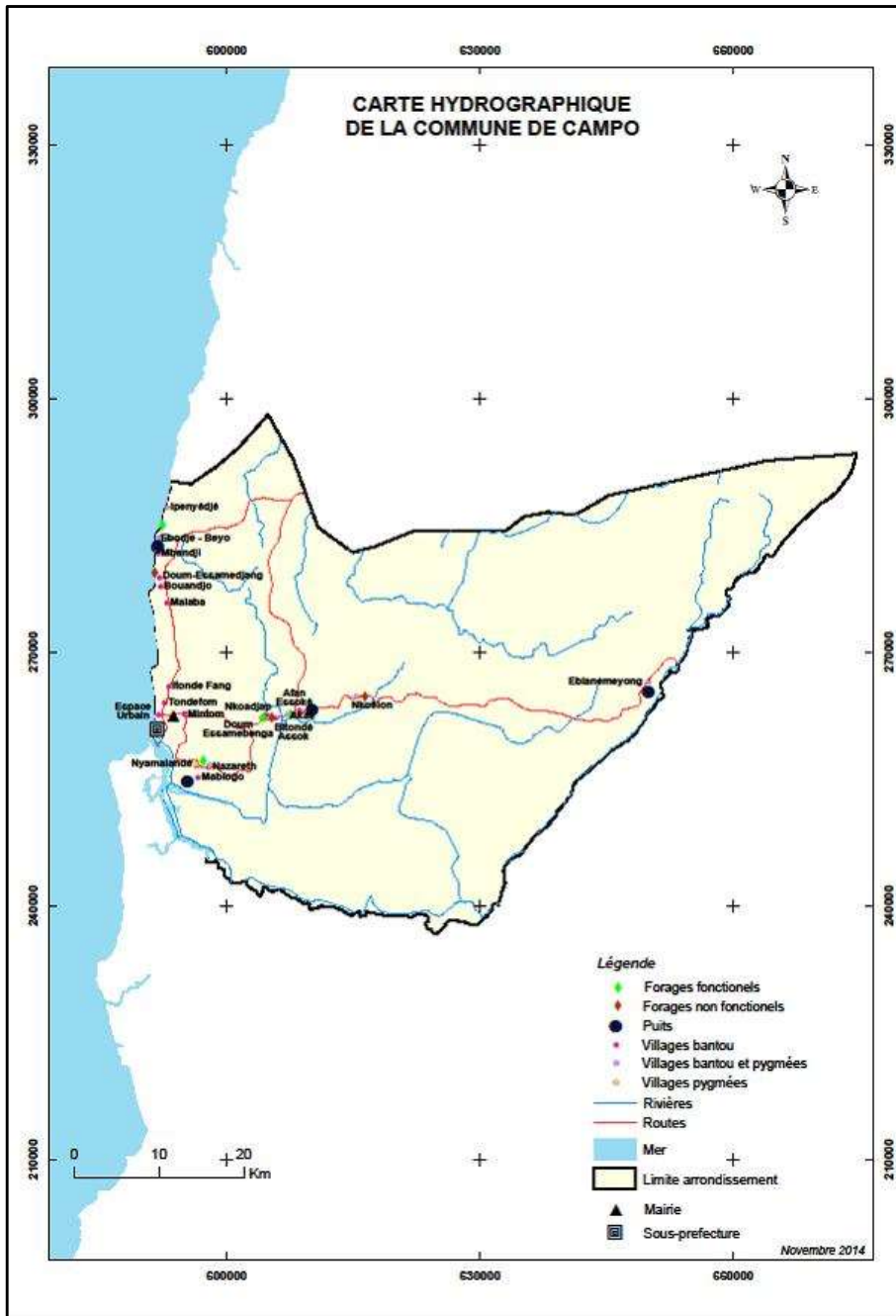
Durée prévisionnelle des travaux: 03mois

Date de démarrage : Mai 2015

Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

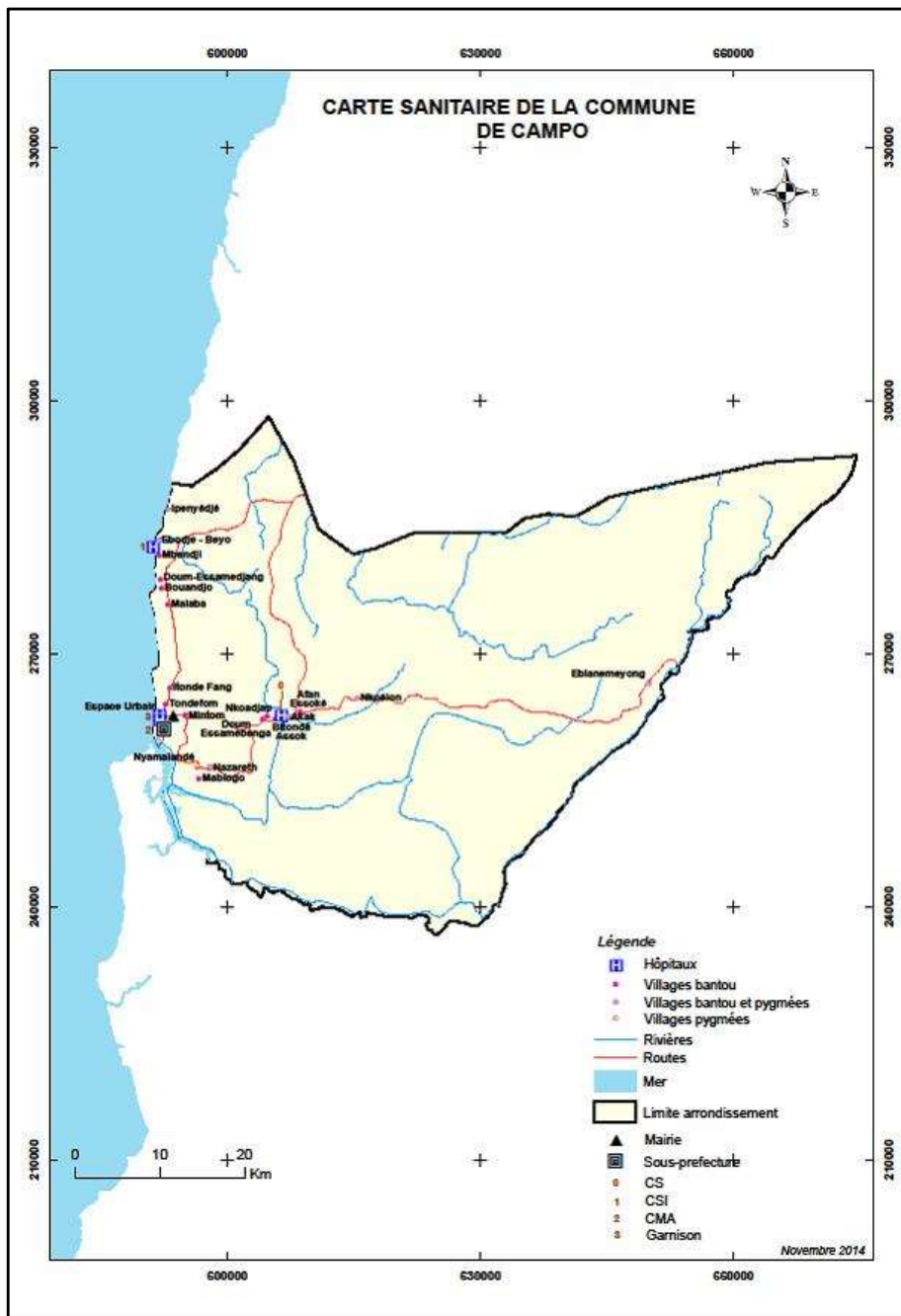
10.2. Annexe 2 : Atlas des cartes (cartes thématiques de référence)

Commenté [P11]: Revoir l'orientation des cartes pour les agrandir tout en précisant les limites administratives/nationales

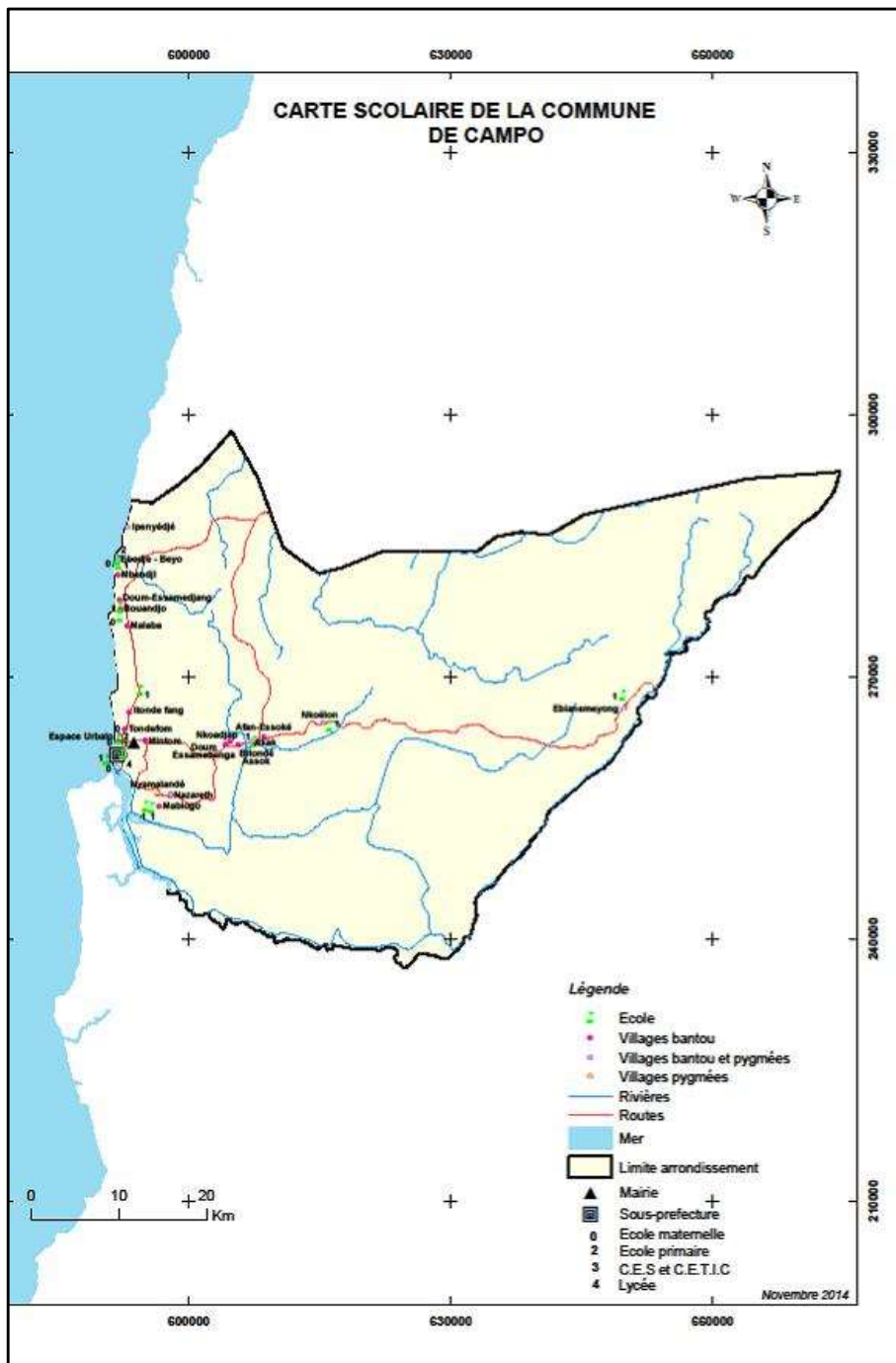


158

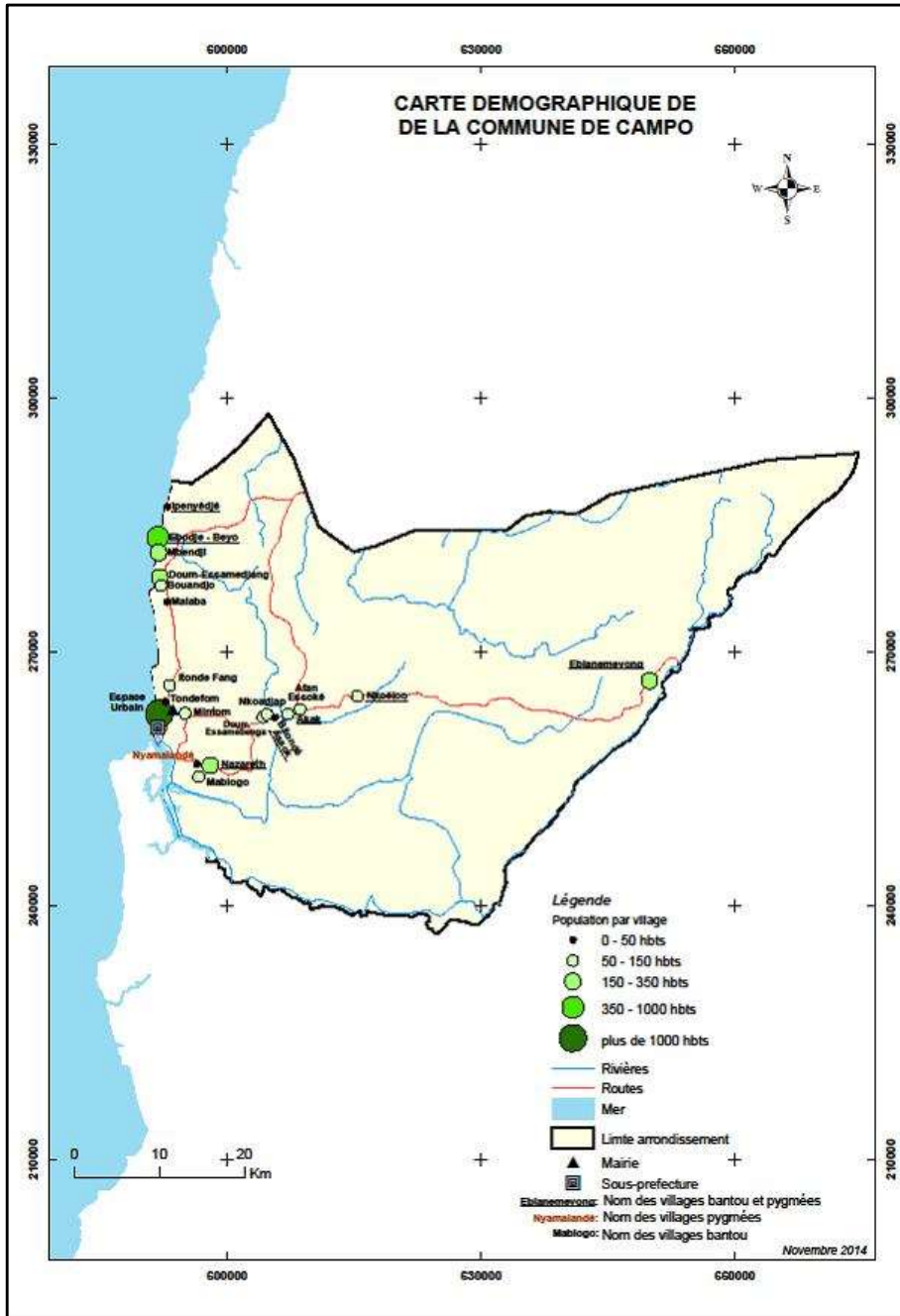
Carte 3: Carte hydrographique de la Commune de Campo



Carte 4: Carte sanitaire de la Commune de Campo



Carte 5: Carte scolaire de la Commune de Campo



161

Carte 6: Carte démographique de la Commune de Campo

10.3. Annexe 3 : Projets prioritaires des villages et de la ville de Campo

Village	Projets sociaux					Projets économiques		
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3
Campo	Électrification de la ville de Campo	Construction d'un centre culturel	Construction d'une scierie / menuiserie communale Akak	Construction d'un complexe multisports à Campo	Réhabilitation de l'adduction d'eau potable de la ville	Construction d'un hôtel à moyen standing	Construction de 04 grands entrepôts à Ipényedjé	Construction d'une cité de grand standing
Mintom	Réhabilitation et mise en marche du réseau électrique	Construction d'un forage à Mintom Centre	Réhabilitation du tronçon Mintom Centre – Akak (04 Km)	Construction d'un foyer Communautaire	Prise en charge de 08 orphelins et de 04 personnes du 3ème âge	Champ semencier de 02 Ha de manioc	Création d'une palmeraie de 02 Ha	Création d'un étang piscicole
Ebianemeyong	Construction d'1 forage (Ebianemeyong)	Construction d'un corps de garde (Chefferie)	Logement d'astreinte pour l'école	Case éco touristique	Formation de 04 relais de santé	Ferme de 1 500 poulets de chairs	Construction d'un hangar commercial	Pépinière de 10 000 pieds de palmiers
Nkoélon	Réhabilitation de la case éco touristique	Électrification	Construction d'1 forage (Chefferie)	Foyer communautaire	01 complexe sportif à l'école	Bananaerie communautaire 05 ha	Champ communautaire de manioc 05 ha	Ferme porcine de 20 sujets
Afan-Essoké	Électrification	Construction d'1 forage (Ma'an)	Formation de 04 relais de santé	Case éco touristique	Foyer communautaire	Champ semencier de manioc (02ha)	Machine pour manioc	Ferme porcine de 20 sujets
Akak	Réhabilitation de la case de santé	Construction d'1 forage (Chefferie)	Électrification	Aménagement du site éco touristique d'Akom	Foyer communautaire	Construction d'un hangar commercial	Ferme de 2000 poulets de chairs	Étang piscicole de 400 m ²
Mabiogo	Reprofilage du tronçon scierie-Mabiogo (09 KM)	Électrification	Formation de 04 relais de santé et fourniture médicaments de 1ère nécessité	Construction d'un forage	Construction d'une case communautaire	Acquisition de 02 tentes et de 200 chaises	Ferme de 1 500 poulets de chairs	Champ semencier de banane plantain
Nazareth	Construction d'1 forage à Nyamalandé	Formation de 02 relais de santé et fourniture régulière des médicaments de	Case éco touristique	Reprofilage de la route Scierie – Nazareth	Électrification	Champ communautaire de manioc (05 ha)	Ferme avicole de 1 000 poulets de chairs	Plantation de noix de coco de 5ha
Nkoadjap	Réhabilitation du puits de Nkoadjap 2	Construction d'un corps de garde (Chefferie)	Électrification (Groupe électrogène)	Construction d'1 forage (Nkoadjap 1)	Formation de 02 relais de santé	Ferme de 1 000 poulets de chairs	Champ communautaire de manioc 05 ha	Machine pour manioc
Doum-Essamebenga	Électrification	Construction d'un corps de garde (Chefferie)	Formation de 02 relais de santé	Création d'une piste agricole (3 km)	Construction d'un stade de football	Bananaerie de 5 ha	Étang piscicole de 400 m ²	Construction de 02 cases de passages

Village	Projets sociaux					Projets économiques		
	Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 1	Projet 2	Projet 3
Bitande AsseokAssok	Construction d'1 forage	Électrification	Machine pour manioc	Réhabilitation de la case de santé d' Akak	Construction d'un corps de garde	Étangs piscicoles de 200 m ²	Ferme de 1 000 poulets de chairs	Bananaïe de 5 ha
Ipenyédjé	Reprofilage du tronçon routier Ipenedje-Campo	Construction d'1 forage	Fourniture des médicaments au CSI d'Ebodje	Électrification	Aménagement du site du Rocher du Loup	Machine pour manioc	Champ de piment (01 Ha)	Ferme de 1000 poulets de chair
Ebodje	Électrification	Création d'un centre d'état civil	Construction d'un forage	Construction de 04 toilettes publiques	Construction d'une case communautaire	Champ de manioc (02ha)	Construction d'une case éco touristique	Bananaïe de 5 ha
Mbendji	Construction d'1 forage (Chefferie)	Électrification	Foyer communautaire	Piste agricole de 06 km (Bekola)	Construction d'1 forage (Mangata)	Champ de manioc (02 ha)	Ferme porcine de 20 sujets	Achever les travaux de construction du fumoir
Doum-Essamedjang	Prise en charge de 04 maîtres de parents	Formation de 04 relais de santé	Construction d'1 forage (Angalé)	Électrification	Foyer communautaire	Ferme porcine de 20 sujets	Acquisition de 02 tentes et de 200 chaises	Pépinière de palmiers à huiles
Bouandjo	Électrification du village	Construction d'un forage	Foyer communautaire	Formation de 02 relais de santé et fourniture en médicament de 1ère nécessité	Création d'un centre d'état civil	Acquisition de 02 tentes et de 200 chaises	Champ communautaire de manioc 05 ha	Machine pour manioc
Malaba	Construction d'un forage	Électrification	Formation de 02 relais de santé et fourniture en médicament de 1ère nécessité	Construction d'une école maternelle	Construction d'une case communautaire	Acquisition de 02 tentes et de 200 chaises	Ferme porcine de 20 sujets	Champ de manioc (02ha)
Itonde Fang	Construction d'un forage (Ndjen-Medjime)	Construction d'un forage (Afan 2)	Électrification	Construction d'une case communautaire	Aménagement de la source d'Itonde 163 Ecole	Acquisition d'une tronçonneuse	Champ communautaire de manioc 05 ha	Ferme de 1 000 poulets de chairs
Tondefom	Extension du réseau d'eau au village Tondefom	Construction d'une école maternelle	Construction d'un ponceau sur la route du Lycée	Construction d'une case communautaire	Extension du réseau électrique à tous le village	Création d'une piste agricole à Za'Aloum (4 Km)	Étangs piscicoles de 400 m ²	Champ communautaire de manioc 05 ha